

# Correspondance Internationale

N° 10/11 - juillet/août 1981

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

## Guatemala :

« Si les Indiens  
s'arment,  
Dieu nous garde »

Ce pays de tremblements de terre et d'insurrections est en train de se convertir en un nouveau foyer de la révolution centro-américaine, avec la participation massive des Indiens aux mobilisations et à la lutte de la guérilla. Pendant ce temps, Reagan se propose d'embellir et d'armer jusqu'aux dents la dictature militaire. L'embellir, c'est-à-dire lui fournir le soutien de tous les partis bourgeois ; l'armer, pour faire face aux affrontements extrêmement violents qui se préparent (pages 12 et 13).

## France :

Après les législatives

La bourgeoisie a perdu sa représentation politique. La victoire du Parti socialiste et de la gauche aux élections législatives françaises a laissé sans représentation politique la bourgeoisie, qui aspire à se regrouper comme opposition parlementaire. Cependant, la bourgeoisie est en train de lancer une violente attaque contre le mouvement ouvrier par le biais de licenciements, de hausses de prix, etc. Une nouvelle situation s'est ouverte en France (voir pages 10 et 11).

## Chine :

L'opposition : « une  
maladie contagieuse »

L'élection de Hu Yaobang au poste de président représente une victoire du clan de Deng Xiaoping. Mais la paix ne s'est pas pour autant installée chez la bureaucratie. Avec une inflation de 20 % et 20 millions à 26 millions de chômeurs, la Chine s'oriente vers de vastes conflits sociaux. La discussion au sein du comité central du PC chinois a été précédée d'une violente campagne contre les opposants, ceux que *Drapeau rouge*, l'organe théorique du parti, a comparé à une « maladie contagieuse ». Une grève a paralysé l'une des plus importantes aciéries de Taiyuan. Le manifeste des ouvriers demande « la liberté et la démocratie » (pages 6 et 7).

## Argentine :

La dictature  
à bout de souffle

Quand le général-président Viola a satisfait l'une des principales revendications économiques de la bourgeoisie — la dévaluation du peso argentin —, des dizaines d'autres revendications ont été formulées. La plus grave étant que le mouvement ouvrier, victime de cette dévaluation, s'est lancé dans une vague de grèves et d'occupations d'usines. Le front des militaires s'est à nouveau disloqué et de fortes tensions existent entre le gouvernement et ses alliés politiques bourgeois et bureaucratiques. Viola a dû négocier et accorder la mise en liberté d'Isabel Peron (pages 14 et 15).

## Pologne : le congrès du POUP

# Réforme ou maquillage ?



Sur la photo : Kania, Jaruzelski et les principaux dirigeants du POUP, le parti de la bureaucratie : le IX<sup>e</sup> Congrès du POUP est convoqué pour le 14 juillet. La laborieuse préparation de ce congrès, pavée de luttes fractionnelles et de heurts avec le Kremlin, témoigne de la situation de crise profonde dans laquelle se trouve l'organisation des bureaucrates.

La presse mondiale prête la plus grande attention à cet événement. Elle essaie d'expliquer les luttes fractionnelles et les heurts avec Moscou comme étant la lutte des « réformistes » ou « partisans du renouveau », dirigés par Kania et Jaruzelski, contre les « conservateurs » soutenus par le Kremlin. Les « réformistes » voudraient dans une certaine mesure « démo-

cratiser » le régime, admettant l'existence des syndicats indépendants et quelques autres libertés.

En est-il ainsi ? Le régime bureaucratique peut-il « changer » ou « se réformer » à l'intérieur de certaines limites ?

Une analyse de ces questions et de la situation de crise traversée par le POUP en page 2 et suivantes.

Pologne

# Le congrès de la

Au moment où sortira cette revue, le compte à rebours sera quasiment arrivé à son terme. Ce sera presque l'heure « H » : le 14 juillet, se réunira à Varsovie — si Brejnev et ses tanks le permettent — le IX<sup>e</sup> Congrès extraordinaire du Parti ouvrier unifié polonais.

Il n'est pas certain que ce congrès se tienne. De fait, le 14 juillet, date à laquelle il est convoqué, est également le jour où expire un *ultimatum*.

Il s'agit de l'*ultimatum* lancé le mois dernier dans la lettre que le Kremlin a envoyé au POUP, et qui a connu une large diffusion mondiale.

Moscou y menace de prêter son « aide » — c'est-à-dire ses troupes —

à la « Pologne sœur » si AVANT son congrès le POUP ne remettait pas « les choses en ordre ». Une chose que le POUP n'a bien entendu pas pu faire.

Mais même si ce congrès parvient à se réunir et à se tenir « normalement », personne ne pourra cependant cacher ce qui a été mis en évidence tout au long de sa préparation : la profonde crise et la dislocation du parti de la bureaucratie polonaise.

« La question du pouvoir est le problème de chaque jour... » Ces lamentations d'un haut fonctionnaire du POUP — entendues par le correspondant de L'Humanité (9 juin 1981) — constituent un excellent point de départ à la compréhension des causes de l'agitation qui a présidé à la préparation du IX<sup>e</sup> Congrès. On a pu voir de tout dans ce cadre de crise et de dislocation d'un parti : tendances, fractions et sous-fractions, affrontements de la base — ou plutôt de ce qui en reste — avec la direction, luttes acharnées au sein de cette direction elle-même et, comme si cela ne suffisait pas, violentes interventions du « grand frère » du Kremlin qui menace d'ajouter au poids de ses arguments celui de ses tanks.

« La question du pouvoir est notre problème quotidien », se lamente la bureaucratie qui voit avec terreur comment la révolution ouvrière fait s'effriter le sol sous ses pieds. Et la bureaucratie a raison : elle doit consacrer chaque jour, chaque heure, chaque minute au problème des problèmes : comment conserver le pouvoir qui lui reste et comment récupérer le terrain perdu face à l'autre pouvoir, le pouvoir né de la révolution prolétarienne, le pouvoir qui

s'exprime à travers Solidarité mais aussi dans les comités d'usine, Solidarité rurale, le syndicat indépendant des étudiants, dans les centaines de journaux d'entreprise qui paraissent, les discussions qui se développent dans tout un secteur de l'avant-garde sur la nécessité d'un nouveau parti...

Cette situation de double pouvoir — le vieux pouvoir de la bureaucratie confronté au nouveau pouvoir ouvrier — est celle qui, en dernière analyse, déchire le POUP. Chacune de ses fractions fournit une réponse différente — et parfois diamétralement opposée — à cette question centrale.

## I - Les « horizontalistes » : le double pouvoir au sein du POUP

Le 15 avril dernier, avait lieu dans la ville de Torun une assemblée peu fréquente dans les partis staliniens. Plusieurs milliers de militants de base du POUP, venus d'une quinzaine de voïvoïes (départements), se réunissaient en un premier « Forum national ». Ils revendiquaient tout d'abord le droit de s'organiser en « structures horizontales », c'est-à-dire directement de cellule à cellule, à l'écart de l'appareil bureaucratique.

Les interventions des orateurs confirmaient en premier lieu ce qui n'est plus

un secret pour personne : la dislocation du POUP.

Les chiffres officiels fournis par Tadeusz Grabski, le chef de file de l'aile « dure » du bureau politique du POUP, admettent une perte de 378 000 adhérents depuis juillet 1980 (cité par le Financial Times du 15 mai 1981). Mais ces chiffres n'ont guère de signification : ils n'enregistrent que les ex-militants qui ont pris la peine de démissionner dans les formes ou ont été

## La faim

# La nouvelle arme de la bureaucratie

« Partout, une seule vision : la queue. Du mouchoir au morceau de viande, l'attente. Des heures durant chacun patiente à son tour, parfois dès quatre heures du matin. Ou, fait plusieurs queues à la fois. En fait, chaque magasin a deux queues : une grande et une courte, prioritaire.

Silésie, Katowice, 9 h 30, mardi : cinq cents personnes ou plus à la porte d'une confiserie. Plus loin, une queue pour le poisson... La rue n'est plus que queues...

Salaires moyens : 4 500 zlotys. Au marché libre, nous notons des prix affolants : un kilo de tomates, 550 zlotys ; un kilo de pommes de terre, 30 zlotys. Varsovie, un dinde, 3 000 zlotys ; une oie, 1 000 zlotys ; un kilo de viande (2<sup>e</sup> catégorie), 350 zlotys ; un lapin, 700 zlotys...

Problème quotidien de chaque Polonais : se nourrir. Conversation unique : la bouffe. Occupation majeure : l'approvisionnement... »

Voilà comment décrivait la situation deux correspondants du Quotidien de Paris le 19 mai dernier. Depuis, le manque d'approvisionnement s'est encore aggravé. Tous les voyageurs qui rentrent de Pologne sont d'accord sur une chose : il n'y a pratiquement rien à manger à part au marché noir que la bureaucratie ne réprime en rien.

Il est vrai que l'appareil productif de la bureaucratie va de mal en pis : tout est disloqué, il n'y a pas de plan économique et l'ensemble de la production est un chaos.

Mais ce qui se passe aujourd'hui ne peut pas seulement être expliqué par les mécanismes « économiques ». Il est évident que derrière la disparition presque totale des aliments et des cigarettes, il existe un plan de la bureaucratie.

« On ne trouve pratiquement pas de cigarettes — nous déclare un camarade qui vient de rentrer de Varsovie —. Mais un dépôt qui renfermait des millions de paquets vient de brûler... par hasard. Le lait en Pologne est aussi abondant qu'en France... mais il arrive tourné dans les boutiques parce que les dates de vente n'ont pas été respectées. »

Des questions comme celle-là commencent à être dénoncées depuis des mois.

« Des membres de Solidarité —annonçait L'International Herald Tribune du 30 juin 1981 — ont entamé une campagne pour déterminer où les autorités conservent les aliments qui ont commencé à être de plus en plus rares. »

### Le chantage à la faim

Des dénonciations et d'« étranges » découvertes ont lieu : « Des trains entiers sont détournés sur l'URSS et la

Tchécoslovaquie. Des cheminots ont ouvert plusieurs wagons d'un train sous scellés militaires pour y découvrir des montagnes de nourriture... Dziennik Polski, samedi : fonderie Lénine à Nowa Huta. Un wagon de ferraille est arrivé à la coopérative communale de Rabka-Zdroj. Les fondeurs y ont découvert nombre de boîtes de conserve de viande : veau, porc. Consummable... Et ce n'était pas la première fois ! » (Le Quotidien de Paris du 19 mai 1981).

Quel est le but poursuivi par la bureaucratie ? La même chose que l'impérialisme yankee et la bourgeoisie chilienne lorsqu'ils ont organisé la « pénurie » et la faim qui ont servi de prologue au coup d'Etat de 1973. Elle cherche ainsi à fatiguer et à démoraliser les masses, les conduire au désespoir pour qu'elles acceptent un « sauveur », un « gouvernement d'ordre » qui remette les choses « en ordre » et fasse réapparaître la nourriture.

Et cette pénurie est accompagnée d'une campagne visant à faire croire aux masses qu'il s'agit là de la conséquence des grèves. Que tout se doit à l'« anarchie » provoquée par l'existence de Solidarité. La bureaucratie veut convaincre de cette façon les masses qu'on vivait mieux « avant », sans grèves, sans syndicats, sans libertés.

Le chantage à la faim s'exerce parfois même de la façon la plus grossière. Comme on sait, les « samedis libres » ont constitué l'un des motifs les plus importants de lutte entre la bureaucratie et les travailleurs. La faim sert à avancer sur la voie de la liquidation dans les faits de cette victoire. Ainsi, la bureaucratie d'une mine déclarait avec un cynisme satisfait à un journaliste : « Les mineurs sont affamés. Le gouvernement propose des tickets supplémentaires (de ration-

nement) mais pour ceux qui viendront travailler le samedi. » (Le Quotidien de Paris du 19 mai 1981).

### La bureaucratie se trompe

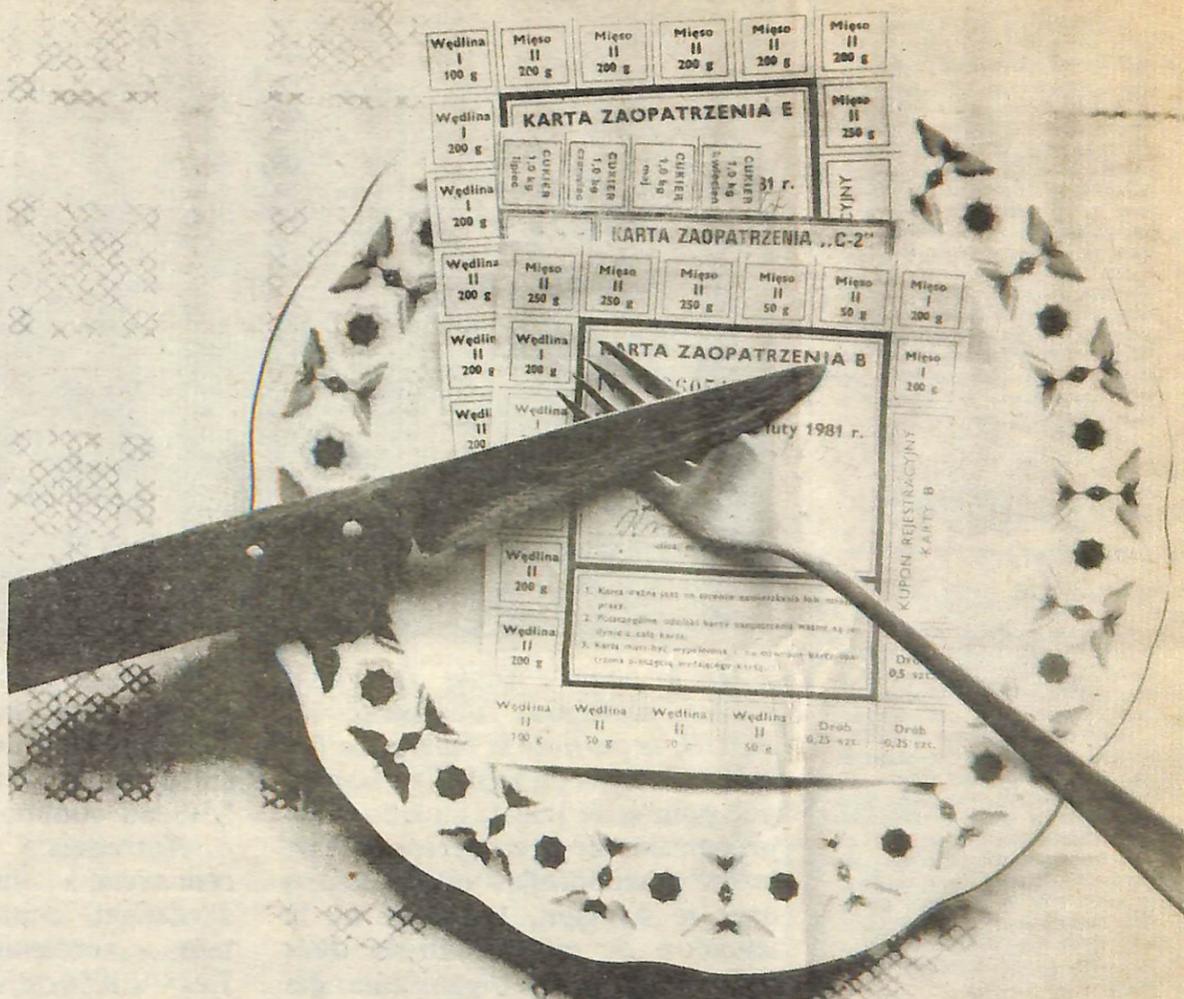
Mais la bureaucratie se trompe une fois de plus. Les ouvriers savent très bien que ce ne sont ni Solidarité ni les grèves qui sont les responsables de la famine et de la pénurie.

Ce n'est pas Solidarité qui dirige l'économie mais la bureaucratie de toujours. En ce qui concerne les grèves... cela fait pratiquement deux mois qu'il n'y a pas eu d'arrêts de travail et en revanche il y a à chaque fois moins de nourriture.

Les travailleurs savent à quoi s'en tenir. La bureaucratie n'arrivera à l'aide de ce chantage qu'à augmenter un peu plus la haine des masses à son égard. Et

à les faire arriver à une conclusion : ou elles se débarrasseront des bureaucrates ou elles se condamneront à une faim chronique.

Il y a trois semaines, des affrontements ont eu lieu à Gdansk entre la milice et des femmes qui faisaient la queue. Les bureaucrates semblent avoir oublié que c'est comme cela qu'a commencé en Russie, en 1917, le renversement du Tsar.



Beaucoup de tickets mais peu de nourriture : un plan de la bureaucratie pour démoraliser les masses.

# crise

par Roberto Ramirez

exclus. La véritable dimension atteinte par l'hémorragie de la base du POUP, c'est un autre chiffre, fourni par la même source, qui nous l'a donné le 8 juin dernier : plus d'un million de travailleurs qui, formellement, continuent à faire partie du POUP, ont adhéré à *Solidarité*.

Comme nous le disions le forum des « horizontalistes » n'a fait que confirmer ce panorama critique : « La situation des cellules est dramatique depuis août — déclarait le représentant du club Renouveau de Wrocław —. Il n'y a plus de militants. Les gens ne croient plus que cela vaille la peine d'éviter que le parti ne se réduise à un comité central coiffant des comités de voivodies (...). La politique du comité central n'est pas conforme aux idéaux des membres (...). Cette force anti-socialiste dont on nous parle toujours, nous la voyons dans le parti lui-même : c'est celle qui a amené le parti à la ruine. » (Le Monde du 17 mai 1981.)

Ce mouvement de « structures horizontales » a la signification la plus claire qui se puisse imaginer : c'est le reflet du double pouvoir au sein du parti de la bureaucratie. « Le POUP (...) doit être divisé en deux sous-groupes. Le sous-groupe des bureaucrates avides et corrompus, liés comme corps social à la bureaucratie du Kremlin, mais qui tend à se déchirer en fractions et sous-fractions face à la montée impétueuse des masses. Le deuxième sous-groupe est composé par la base du POUP, entraînée, à la terreur des privilégiés mis en place par la caste parasitaire du Kremlin, par le mouvement des masses. » (1)

En effet, la bureaucratie du POUP, comme celle des autres partis stalinien, ne peut exister en tournant dans le vide, comme suspendue du haut des tours du Kremlin : il lui faut se créer une certaine base ouvrière et populaire. Celle-ci est généralement recrutée parmi l'aristocratie ouvrière, les contre-maîtres, les fonctionnaires, etc. Dans un régime totalitaire comme celui de la Pologne, même les postes les plus bas de la hiérarchie administrative sont inatteignables sans la carte du POUP. Même si celle-ci est constituée d'arrivistes qui espèrent ainsi faire carrière, la base n'appartient pas socialement à la bureaucratie.

En période « normale », ceux-ci sont les fidèles serviteurs de l'appareil, lequel, à son tour, en a besoin pour exercer son contrôle totalitaire de la société. Mais la révolution anti-bureaucratique les « révolutionne » aussi. En Pologne, ils ont massivement abandonné les rangs du POUP. « Il n'y a plus de militants » reconnaissent ceux du Forum. Parmi ceux qui restent, une bonne partie est poussée par la révolution à s'organiser à l'extérieur de l'appareil, de la même façon que le font les ouvriers, les paysans et les étudiants qu'ils côtoient. C'est dans les « structu-

res horizontales » que prend corps ce phénomène.

« Un parti qui a mené le pays à une telle crise — déclare l'un des participants au Forum de Torun — devrait normalement quitter le pouvoir. Mais puisque c'est évidemment impossible, il faut le changer. (Le Monde du 17 mai 1981). Mais les « changements » proposés au Forum de Torun, s'ils étaient effectués jusqu'au bout, ne conduiraient pas le POUP à une réforme impossible, mais à la liquidation du parti stalinien.

La conception, même si elle reste confuse, de l'appareil comme une « force antisocialiste » opérant « dans le parti lui-même », l'organisation de la base en « structures horizontales » à l'écart de l'appareil, les élections libres et les votes secrets, le droit à soutenir « la diversité des points de vue » (Le Monde du 17 mai 1981), le droit à élire comme dirigeants des organisations de base des militants exclus par la bureaucratie (comme dans le cas maintenant bien connu de Zbigniew Iwanow, de l'usine Towimor de Torun) : tout cela entre en contradiction avec le régime interne d'un parti stalinien.

L'apparition des « structures horizontales » a profondément inquiété Moscou. La presse du Kremlin les a prises à parti à plusieurs reprises et, dans sa Lettre du 5 juin, il les dénonçait comme constituant « un instrument de démantèlement du parti ».

Tout cela voudrait-il dire que le IX<sup>e</sup> Congrès du POUP pourrait avoir le même dénouement qu'en 1968 le XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste tchécoslovaque ? Cette année-là, une révolution anti-bureaucratique comme aujourd'hui en Pologne avait lieu dans ce pays. La classe ouvrière tchécoslovaque se mobilisait en entraînant aussi de larges secteurs de la base du PC, et elle avait réussi à imposer la liberté de l'élection des délégués au XIV<sup>e</sup> Congrès. Au cours de celui-ci, réuni clandestinement durant les premiers jours de l'occupation soviétique, le PC a éclaté : une scission entre l'appareil et la majorité des délégués a eu lieu, ces derniers reflétant les travailleurs et la base. Ils se sont ainsi orientés vers la constitution d'un parti ouvrier indépendant. Les tanks du Kremlin ont écrasé dans l'œuf ce processus. La Pologne peut-elle donc répéter cette histoire ? Ce serait pour le moins difficile. Le POUP n'est plus qu'un squelette. A la différence de la Tchécoslovaquie, les masses ne s'orientent pas vers le fait d'exercer des « pressions » sur celui-ci, qui a perdu tout prestige. Au contraire, les travailleurs et les masses populaires s'organisent en marge des institutions du régime. La désertion massive de la base du POUP reflète ce phénomène. Le processus de constitution d'un parti ouvrier indépendant passe essentiellement à l'extérieur du POUP.

## II.- Kania et ses fractions : le « renouveau » pour liquider graduellement le double pouvoir

Comme chacun le sait, la préparation du congrès du POUP n'a pas seulement donné lieu à des affrontements entre l'appareil et les secteurs de la base qui se sont rebellés, les « horizontalistes ». La bureaucratie polonaise elle-même s'est publiquement divisée en « fractions et sous-fractions ». Et le Kremlin n'a pas pu contrôler le débat d'« en haut », mais a dû descendre dans l'arène et prendre parti.

Nous n'allons pas dessiner ici la carte si compliquée des failles apparues de bas en haut dans la bureaucratie du POUP. Il est évident que presque chacun des membres du bureau politique apparaît avec ses nuances et sa clique propres. Cependant, face au congrès, sont apparues au sein de cet arc-en-ciel deux orientations fondamentales, deux

réponses différentes à la question centrale que nous avons posée plus haut : comment « régler la crise » ? Que faire face au nouveau pouvoir ouvrier et populaire ?

Nous pouvons les exposer toutes deux en prenant pour point de départ une petite anecdote. Du 9 au 11 juin, un mois avant le congrès, donc, a eu lieu une tumultueuse réunion du comité central. Les affrontements y ont été violents. La Lettre du PCUS envoyée le 5 juin et déjà citée contribuait particulièrement à créer ce climat d'exaspération en critiquant durement Kania et Jaruzelski.

(suite page 4)

(1) Projet de résolution sur la Pologne. Correspondance internationale, avril 1981.

## Réforme ou maquillage ?

Il n'y a pas de jour sans que la presse occidentale ne parle, dans les notes qu'elle consacre à la Pologne, des « réformistes » Kania et Jaruzelski, comme des « conservateurs » Grabski et Olszowski qui les combattent avec le soutien de Brejnev. Ces commentateurs affirment que Kania se propose de « réformer » l'Etat bureaucratique — le IX<sup>e</sup> Congrès constituant un pas effectué dans cette direction — de façon à ce que restent « institutionnalisés » une bonne proportion de « changements » démocratiques : syndicats indépendants, certaine liberté de presse, etc.

Pour réussir et consolider cette réforme, le meilleur serait de pas préoccuper Moscou, pour éviter une intervention. Le maintien de la Pologne à l'intérieur du Pacte de Varsovie suffirait à cela et, au niveau national, le fait de ne pas contester « le rôle dirigeant du POUP ».

La Pologne pourrait donc se stabiliser, organisant en son sein une sorte de « partage des sphères d'influence » : d'un côté, le POUP conserverait entre ses mains le gouvernement, comme garantie du fait que l'URSS ne serait ainsi pas obligée d'intervenir. De l'autre, on institutionnaliserait l'existence de *Solidarité* et celle des autres syndicats indépendants, il y aurait une presse relativement libre, etc. Le POUP respecterait ces institutions, leur garantirait une existence légale. Et celles-ci respecteraient le POUP sans chercher à chasser son gouvernement. Au contraire, on négocierait une étroite collaboration visant à sortir la Pologne de la crise et à stabiliser la situation sur ces nouvelles bases.

Il est évident que la politique de l'Eglise passe par cette voie : le soutien de Walesa au plan d'austérité et l'activité ouverte de briseurs de grèves des évêques obéit à cette orientation. L'Eglise essaie de liquider la révolution politique en Pologne, au moyen d'une manœuvre classique, qui n'a pas donné de mauvais résultats pour freiner des processus révolutionnaires dans de nombreux pays capitalistes. Cette manœuvre consiste à « institutionnaliser » — c'est-à-dire à assimiler dans leur totalité, ou partiellement, à l'Etat — les organisations de pouvoir ouvrier et populaire surgies dans la lutte révolutionnaire et de classe ; il s'agit en somme de transformer des organes de lutte en organes de collaboration. L'axe de ce tournant réside généralement dans la direction réformiste de ces organisations révolutionnaires de masse.

Des exemples ? Il y en a une infinité !

La révolution des conseils ouvriers en Allemagne (1918) : les soviets ont été incorporés à la Constitution et les social-démocrates sont entrés au gouvernement. La révolution bolivienne de 1952, durant laquelle les milices de la centrale ouvrière, la COB, avaient détruit l'armée : un « co-gouvernement » de la COB s'est établi avec l'installation de son président, Juan Lechin, à la vice-présidence de la République, et de toute une série de ministres « ouvriers » au Cabinet.

Dans les conditions particulières de la Pologne, l'Eglise tente d'établir quelque chose de comparable. Grâce à l'influence indiscutable que possèdent Walesa et les autres agents du clergé, l'Eglise a de toute évidence pour projet de faire de *Solidarité* une simple organisation syndicale légale, qui travaille en liaison étroite avec le gouvernement, à la façon des grands appareils syndicaux dans les pays capitalistes. Par ce biais, l'Eglise exercerait de fait un « co-gouvernement » sui generis.

Bien qu'ils ne possèdent pas les objectifs contre-révolutionnaires de l'Eglise, il y a également des secteurs de l'opposition qui avancent vers la possibilité d'un « modèle » comparable, comme la seule perspective « réaliste » possible pour la révolution polonaise, étant donné la menace de l'armée russe. Ils pensent que si on donne au Kremlin la garantie qu'il conservera sa domination militaire sur la Pologne, il s'abstiendra d'intervenir.

### Est-ce possible ?

Une « issue » de ce genre est-elle possible ? La révolution polonaise pourrait-elle se stabiliser de cette façon ? La Pologne peut-elle avoir la même trajectoire que celle de tant de processus révolutionnaires du monde capitaliste, qui ont été « gelés » durant de longues périodes par le biais de concessions et de réformes « démocratiques » ?

Peut-être que le « renouveau » de Kania et Jaruzelski va dans cette direction ? Ne serait-ce pas la situation qui, de fait, existe depuis un an en Pologne ? Et plus même que de fait, ne pourrait-on pas dire que c'est celle qui existe de droit : *Solidarité* ouvrière et le syndicat paysan ne sont-ils pas reconnus ?

Pourquoi le régime bureaucratique ne pourrait-il donc pas se réformer dans cette mesure ?

A toutes ces questions, il faut répondre par un non catégorique. Il ne s'agit pas là de questions de conjoncture, mais de quelque chose de fondamental et qu'il est impossible d'éluider : la bureaucratie est, par essence, totalitaire. Elle est condamnée à être totalitaire. Elle n'a pas d'autre alternative. En revanche, la bourgeoisie bénéficie de marges de manœuvre plus larges. Voyons pourquoi.

Pour la bourgeoisie, ce qui est fondamental, c'est de rester propriétaire des moyens de production (usines, terres, etc.). Et grâce à cette propriété, extraire du profit capitaliste. Tant que les moyens de production ne sont pas expropriés, la bourgeoisie peut se permettre une infinité de manœuvres sur le terrain de la lutte des classes. Il y a un siècle, la bourgeoisie refusait d'entrée les syndicats. Ensuite, elle a dû les admettre, et elle a répondu à son tour par une manœuvre : elle autorise les syndicats, mais les étatisé et les corrompt dans le même temps par le biais des bureaucraties. Cette manœuvre lui a été rendue possible par le fait qu'en lui-même, le syndicat ne s'attaque pas à la propriété privée.

Rien de tout cela n'est applicable à la bureaucratie d'un Etat non-capitaliste. La bureaucratie ne possède pas les

moyens de production. Sa seule « propriété », c'est le pouvoir : c'est par son intermédiaire qu'elle extrait son revenu. Et c'est pour cela que la bureaucratie a absolument besoin du monopole du pouvoir et qu'elle ne peut le partager. Le partager signifierait commencer à le perdre.

Quelques exemples concrets : les bureaucrates polonais qui se font construire des palais avec les matériaux et les ouvriers de l'Etat pourraient-ils tolérer un syndicat des maçons puissant et indépendant ? Les bureaucrates qui gèrent une usine — qui la pillent « légalement » grâce aux primes, bonifications et avantages en nature, et volent « illégalement » par le biais des pots-de-vin et du marché noir — peuvent-ils admettre qu'existe dans leur usine un fort syndicat qui échappe à leur contrôle ?

Sous prétexte qu'elle le gère, la bureaucratie vit du pillage de l'Etat ouvrier ; c'est-à-dire qu'elle n'existe que comme parasite de la propriété collective des moyens de production. Ce pillage est « illégal », y compris en regard de la législation bureaucratique elle-même. C'est pour cela que la bureaucratie cherche à tout prix — et sans y arriver complètement — à cacher le montant de ses revenus et la proportion de ses privilèges. Quand une révolution, comme aujourd'hui en Pologne, soulève un peu le couvercle qui repose sur cette casserole pourrie et que commencent à apparaître les yachts sur la Côte d'Azur, les châteaux, les comptes bancaires en Suisse, les appartements de luxe, les bureaucrates mis en cause sont grillés. Ils se suicident ou on les suicide. En revanche, les capitalistes n'ont pas pour habitude de se suicider lorsqu'on publie leurs revenus.

La bureaucratie peut-elle donc coexister avec une organisation syndicale qui échappe à son contrôle et regroupe dix millions de paires d'yeux qui ne relâchent pas leur surveillance de chaque jour. Peut-elle tolérer l'existence de journaux échappant eux aussi à son contrôle et dans lesquels on peut dénoncer ses rapines ?

Résumons : un syndicat dans un pays capitaliste (sauf circonstances exceptionnelles) n'est pas plus qu'un syndicat. Un syndicat indépendant dans un Etat ouvrier est toujours plus que cela, beaucoup plus : c'est un organe de double pouvoir qui menace l'existence même de la bureaucratie : il menace sa seule « propriété », le monopole de l'administration de la propriété collective, un monopole sans lequel se tariraient ses revenus et ses privilèges.

Un syndicat indépendant dans un Etat bureaucratique représente donc la même chose que, dans un Etat capitaliste, un soviét ou une milice ouvrière. Il est absolument intolérable, parce qu'il signifie une menace ou un début d'expropriation de la bourgeoisie. Face à un danger de cette nature, celle-ci répond d'habitude par la guerre civile.

La guerre civile de la bourgeoisie contre le prolétariat s'appelle fascisme. La guerre civile de la bureaucratie contre les travailleurs de Pologne s'appelle stalinisme. « Phénomènes symétriques », comme les appelait Trotsky.

Mais la bureaucratie n'a pas d'autre régime que celui-là : celui de la guerre civile permanente contre les travailleurs. Elle a besoin de leur atomisation pour les raisons que nous avons expliquées plus haut.

C'est que la bureaucratie, dans le fond, est historiquement très faible. Elle n'a pas de mode de production propre, comme la bourgeoisie, mais c'est un parasite étranger de la propriété collective des travailleurs. Elle n'a pas plusieurs lignes de défense comme la bourgeoisie, mais une seule : le totalitarisme, qui atomise la classe ouvrière. Si les travailleurs arrivent à passer à travers cette seule ligne de défense, sortant par là même de leur situation d'atomisation et en s'organisant pour leur propre compte, la toute puissante bureaucratie s'écroule comme un château de cartes.

### Rénover, c'est vivre Se réformer, c'est mourir

C'est ce qui s'est passé en Pologne. Une vague de grèves et l'organisation d'un syndicat ont suffi à ce que le POUP tombe en morceaux.

Si le gouvernement se maintient aujourd'hui, c'est pour trois facteurs étranger au POUP : les tanks russes, l'appui du Vatican et les dizaines de millions que l'impérialisme lui concède par de nouveaux prêts ou en renouvelant les anciens.

Face à ce pouvoir en ruines, se lève celui des ouvriers et des paysans avec leurs syndicats, commissions d'usine, etc. C'est une situation qui se prolonge depuis un an. C'est une situation de double pouvoir qui peut durer plus encore, mais qui ne peut pas être « stabilisée » ou « assimilée » dans le cadre d'un régime « réformé » du POUP. De l'un ou l'autre : ou le POUP (« aide » ou pas par les tanks russes) en finit avec les organisations indépendantes des travailleurs, ou celles-ci en terminent avec le POUP.

Le « renouveau » du POUP représente la tentative de refaire ses forces pour atteindre cet objectif. Il inclut aussi une certaine dose de concessions et de démagogie, pour gagner du temps. Mais il n'a rien à voir avec une « réforme » qui institutionnaliserait les conquêtes de la révolution ouvrière. La « réforme » équivaldrait à un suicide, parce qu'elle conduirait inévitablement la bureaucratie à la perte de ses privilèges.

Le « renouveau » du POUP n'est pas une réforme, c'est le maquillage avec lequel il veut se présenter à la classe ouvrière pour la duper, la paralyser, en lui faisant croire — avec l'aide de Walesa et des évêques — que tout va « changer ». Mais les travailleurs polonais ont déjà vu à de nombreuses reprises ce maquillage, ils savent que lorsque celui-ci a fini de remplir son rôle, derrière le masque apparaît le visage brutal — et authentique — de la bureaucratie stalinienne.

# Le congrès de la crise

zelski, en soutenant le secteur « ultra » et en se terminant sur la menace d'une invasion. Au milieu de ces affrontements du comité central de juin, Najdowski, le premier secrétaire du POUP à Torun et membre de l'aile « dure », a présenté la motion suivante : remplacer « la formule utilisée jusqu'à maintenant (surmonter la crise par des moyens pacifiques et par nos propres forces) » par une nouvelle : « Il faut à tout prix surpasser la crise par nos propres forces. » (Le Monde du 11 juin 1981, souligné par nous.) Et si le comité central acceptait ce changement, Najdowski proposait de modifier également la composition du bureau politique en chassant Kania et son groupe et en les remplaçant par des « camarades capables de diriger le parti dans l'action et le combat » (Le Monde du 11 juin 1981).

C'est dans ces formules opposées que se résument les divergences comme les points d'accord des différentes fractions de la bureaucratie polonaise.

Commençons par les convergences présentes dans cette formule : aucune fraction de la bureaucratie — des prétendus « démocrate » Barcikowski et Rakowski aux « ultras » Grabski et Olszowski, au milieu desquels évolue le « centriste » Kania — n'a de divergence avec l'objectif final : « régler la crise » (« inverser le cours des événements », comme dit Moscou). En résumé : revenir à la situation antérieure, quand la bureaucratie possédait tout le pouvoir, quand il n'y avait pas de syndicats indépendants, ni de traces de liberté de presse, de réunion ou d'organisation. Même lors des plus violentes discussions, personne n'a jamais mis en doute qu'il s'agisse là de l'objectif commun.

Répetons-le : le programme commun, indiscutable et indiscuté, de toutes

les fractions de l'appareil du POUP réside dans la liquidation du nouveau pouvoir ouvrier et populaire et de toutes ses expressions (syndicats, libertés...). Il nous est nécessaire de le souligner, étant donné la campagne de la presse occidentale qui présente la division de la bureaucratie comme un affrontement entre « réformistes » et « conservateurs ». Selon cette fable, il existerait un secteur de la bureaucratie partisan de « changements » et de « réformes » et qui aurait pour programme la « démocratisation » du régime, incorporant les syndicats, institutionnalisant un certain degré de liberté, etc. Kania serait le leader de ce secteur, violemment combattu par les « conservateurs » soutenus par Moscou.

Ce n'est pas pour cela que les bureaucrates sont divisés. Les discussions exaspérées et les heurts avec le Kremlin ont lieu sur le terrain de la tactique, des moyens employés pour atteindre

l'objectif commun. Kania tente d'éviter un choc frontal et immédiat avec les masses. Il y perdrait toute sa mise. Son projet est donc celui d'une liquidation graduelle du double pouvoir : l'atteindre progressivement, repousser les batailles décisives jusqu'à ce que les rapports de forces se soient modifiés en sa faveur.

Cette politique ne peut pas être mise en œuvre sans une certaine dose de concessions. Et l'autre rouage essentiel de cette tactique est constitué par les accords avec l'Eglise et l'aile de Solidarité dirigée par Walesa. C'est Kania qui l'a lui-même déclaré au cours du comité central qui a vu sa politique attaquée : « Le POUP s'en tient avec patience et conséquence à la ligne de l'entente avec toutes les forces sociales qui sont à la base du renouveau socialiste » (L'Humanité du 10 juin 1981). Dans ce même comité central, le vice-Premier

ministre Rakowski a expliqué plus clairement encore cette ligne et ses raisons : il ne s'agit pas de « réformes », mais c'est l'existence même du POUP qui est en cause. Il faut continuer la « ligne des concessions et des compromis », déclare Rakowski, parce qu'une autre méthode conduirait à l'« épreuve de force » (Le Quotidien de Paris du 11 juin 1981). Après avoir rappelé les tragiques résultats pour le POUP des précédentes « épreuves de force » (Poznan 1956 et la Baltique en 1970-1971), Rakowski concluait : « Il n'est pas admissible qu'un troisième événement de ce genre se produise. Si cela devait toutefois avoir lieu, le parti éclaterait. » (Le Quotidien de Paris du 11 juin.)

Les coulisses du « renouveau »

La politique du « renouveau » s'appuie donc sur un élément d'une immense importance politique : le poids

## Liberté de vote... mais pour réélire les bureaucrates

La préparation du congrès du POUP n'a pas été une chose facile pour la bureaucratie. Certains secteurs de la base ont pris au sérieux la « démocratie » et les élections libres des délégués. De nombreux bureaucrates ont été en conséquence déplacés. Des membres importants de l'appareil ont été en cellule en ville en tentant de se faire élire. Kania lui-même a éprouvé des difficultés. Il a d'abord été candidat dans sa propre ville de Plotz, mais son nom a été rayé de tous les bulletins. Il a dû finalement partir dans une ville de la région de Cracovie où il a été élu, pas par les cellules cependant, mais au niveau de la ville.

Kania a été obligé d'accorder des élections à bulletins secrets dans le POUP comme une tentative désespérée de stopper la désagrégation de la base du parti et de donner à la direction un peu de « légitimité » et de « représentativité ». Kania veut que la base ait recours à un scrutin secret mais pour réélire les bureaucrates. Quand ce n'est pas le cas, Kania est le premier à chercher comment rouler la base du parti. Le récit suivant, effectué par un correspondant du *Matin* (26 juin 1981) donne une idée du climat dans lequel s'est préparé le congrès.

« L'élection des 1 967 délégués au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste polonais est l'occasion de débats passionnants, et le plus souvent houleux, d'un bout à l'autre du pays. A Poznan, les réformistes ont provoqué dès avant-hier un incident vite devenu scandale national : ils ont refusé le « parachutage » de personnalités extérieures désireuses de se faire nommer comme délégués au congrès. Cette audace n'est pas banale : c'est à Poznan, en effet, que sévit l'un des plus célèbres « ultra » polonais, Tadeusz Grabski, lequel a récemment créé dans cette ville un « forum » identique à celui de Katowice, destiné à populariser les thèses les plus soviétophiles. Cela n'a guère ému les partisans de la réforme. Aussitôt ouverte la conférence de la voïvodie, mercredi, ils ont voté, à bulletin secret, contre la candidature du général Stanislaw Zackowski, de Leslaw Tokarski, nouveau chef du département des mass media du comité central, et de Jerzy Kusiak, ancien premier secrétaire de Poznan, qui, après un échec dans sa cellule de base, envisageait de se présenter au niveau de la voïvodie.

Désavoué dans son propre fief, Grabski a alors vu rouge. Après

Les interventions effectuées par Kania pour faire rentrer par la fenêtre les bureaucrates chassés par la porte se sont multipliées à la fin de la période de préparation du congrès. Ses efforts acharnés pour faire élire ses « adversaires » de l'aile « dure » sont particulièrement révélateurs. Le même correspondant du *Matin* complétait comme suit ses informations, quelques jours plus tard :

« Le premier secrétaire du POUP, Stanislaw Kania, était décidé à aider les « durs » pour qu'ils gagnent leur mandat de délégué, tout en essayant de limiter les réactions que de telles manœuvres électorales pourraient susciter. A Katowice et à Varsovie, Kania s'est personnellement occupé de faire élire ses adversaires. Les pre-

avoir accusé les participants à la conférence d'être « manipulés par les structures horizontales » et de « saper l'unité du parti », il a quitté la salle pour aller téléphoner au premier secrétaire Stanislaw Kania et se plaindre du sort inqualifiable qu'on lui réservait. Kania le calma tout en partageant son souci. Il fit dire aux contestataires qu'il était préférable, dans l'intérêt de tous, de faire preuve d'un peu plus de souplesse. Grabski n'avait pas gagné pour autant. A peine revenu à la conférence, un second vote, à main levée celui-ci, confirma le premier. Nouveau départ de Grabski. Ou plutôt nouvelle tentative, car un délégué le retint, à l'aide d'une motion l'accusant de « désertion dans une situation difficile ». « D'accord, je reste, dit alors Grabski, parce que je suis un membre discipliné du parti, soucieux de ses intérêts majeurs ». Contraint et forcé, Mais pas très content. Il a fallu ensuite toute la délicatesse de Kania pour ramener un peu de calme et faire promettre que, les premières colères passées, on en reviendrait aux résolutions du 11<sup>e</sup> Plénum prévoyant la possibilité pour les membres du comité central de faire acte de candidature au congrès du parti devant les conférences de voïvodies. »



Des travailleurs polonais : aucun secteur de la bureaucratie n'admet leurs conquêtes.

de l'Eglise et de ses agents qui, comme Walesa, opèrent au sein des organisations de masse. « *Le gouvernement polonais*, commente *The Times* du 1<sup>er</sup> juin 1981, *sait qu'il s'agit du régime communiste le plus faible du monde dans la plus forte nation catholique du monde ; maintenant plus que jamais, il a besoin du soutien de l'Eglise.* » Et celle-ci a été plus que « charitable » dans sa politique de soutien au régime et à Kania en particulier.

Kania espère ainsi survivre, gagner du temps et des forces... jusqu'à ce qu'arrive le moment de frapper le plus durement qui soit si c'est nécessaire, comme aux bons moments où il était chef de la police politique. Mais il estime que ce moment n'est toujours pas arrivé.

Il essaie alors de démobiliser les masses, de préférence « *par des voies pacifiques* », par le biais d'accords avec Walesa et en utilisant prêtres et évêques comme briseurs de grève plutôt que la milice. Une politique de corruption du nouveau syndicat a en même temps été entamée, de ses « experts » et de ses « conseillers », au moyen du paiement de salaires de « permanents ». Dans la mesure où le mouvement ouvrier et populaire se démobilise, Kania tente de récupérer centimètre par centimètre le terrain perdu. Quand les masses réagissent, il recule, négocie et signe des accords... pour tenter de les ignorer quelques semaines plus tard, dans un jeu permanent de « tir à la corde ». Face à la mobilisation étudiante et populaire en faveur des prisonniers politiques qui s'est développée fin mai et début juin, Kania a dû céder et remettre en liberté les emprisonnés. Il s'agissait d'un mouvement dangereux et à la dynamique imprévisible, n'étant pas contrôlé par Walesa et par l'Eglise.

En revanche, lorsque ces derniers lui ont fait la faveur de freiner les masses, Kania durcit sa position et tente d'avancer : « *Ces deux derniers mois, en effet, commente le correspondant du Monde à Varsovie dans un article publié le 27 juin, la direction syndicale avait, coûte que coûte, contenu ses troupes... Mais aujourd'hui que le parti et ses dirigeants ont repris vigueur, Solidarité découvre avec inquiétude que les projets de loi sur les syndicats et sur la censure, qui avaient été mis au point d'un commun accord avec le gouvernement, ont été modifiés.* » Ils sont en retrait sur les accords de Gdansk ! Kania possède toute une politique, un plan machiavélique, sur la nature duquel il ne laisse planer aucun doute. Ce plan de démobilisation des masses ne se déroule pas seulement « en haut » et ne dépend pas seulement des négociations avec Walesa et avec l'Eglise. C'est un plan d'ensemble. Ainsi, la faim croissante et le manque d'approvisionnement apparaissent comme l'un des aspects fondamentaux de cette politique démobilisatrice. On essaie par la famine de démoraleser les travailleurs, de les éloigner de *Solidarité*, dont la direction ne fait aujourd'hui rien pour lutter contre la faim.

En résumé : leur ligne n'est pas incohérente. Quel dommage pour Kania qu'il soit face à une révolution qui jette à la poubelle les plans les meilleurs !

**Le IX<sup>e</sup> Congrès, axe fondamental du «renouveau»**

Pendant ce temps, Kania tente de réparer l'arme sans laquelle il ne pourrait pas passer demain à l'offensive et supprimer le pouvoir ouvrier. Il essaie de relever les ruines auxquelles en est

aujourd'hui réduit le POUP. Comme nous l'avons signalé, le POUP n'est plus maintenant qu'une coquille vide, haï par presque toute la population et abandonné par la majorité de sa base. Il était nécessaire pour l'appareil de faire un effort pour commencer à régler cette situation.

Pour contenir et inverser l'hémorragie de militants, comme pour donner au parti un vernis de « démocratie » et de « représentativité », Kania a une fois de plus recouru à cette tactique qui consiste à effectuer certaines concessions... pour ensuite revenir dessus. On a ainsi approuvé une réforme des statuts qui établit que les élections des délégués au congrès auront lieu à bulletins secrets. Par le biais de ces élections « libres » et grâce au vote secret, la haute bureaucratie tente d'acquiescer l'image « représen-

tative » et « légitime » qui lui fait tant défaut aujourd'hui. Elle essaie de se faire « élire » par les cellules des entreprises importantes afin d'apparaître ainsi comme la « représentante » des ouvriers.

Mais la démagogie des élections « libres » n'a pas duré longtemps. Lors des premiers scrutins, il a été évident que les militants de base du POUP qui restaient votaieut contre les candidats de l'appareil. En revanche, de nombreux membres de *Solidarité* ont été élus. Ce qui a provoqué une vague de désespoir et porté au rouge vif la lutte fractionnelle inter-bureaucratique. Jusqu'au Kremlin qui dans sa *Lettre au POUP* a protesté contre le sort qui avait été fait aux « militants expérimentés, pleinement dévoués à la cause du parti »

**III.- Le Kremlin et l'aile «ultra» : écraser immédiatement et à n'importe quel prix le double pouvoir**

Au fond, Kania ne fait rien de très nouveau ni de bien original. Il est en train de tenter une opération identique — et sous le même nom — à celle de Gomulka face à la révolution de 1956 et de Gierk devant les émeutes de la Baltique en 1970-1971.

Pourquoi soulève-t-il donc une telle opposition ? Pourquoi le Kremlin continue-t-il de menacer d'envahir la Pologne ? La farouche opposition d'une partie des bureaucrates polonais s'explique entre autres choses parce qu'ils craignent de payer les pots cassés du « renouveau ». Pour sauver la bureaucratie, il est devenu nécessaire de liquider des bureaucrates. Kania tente

de démontrer que ce n'est pas le régime bureaucratique qui a conduit la Pologne à la ruine, mais quelques mauvais bureaucrates. Et qu'en les changeant, tout changera.

Les candidats à la décapitation n'ont naturellement montré aucun enthousiasme pour un « renouveau » qui risque de se faire à leurs frais. Ils se sont organisés pour se défendre, augmentant ainsi au passage la dislocation fractionnelle du POUP. Le « Forum de Katowice », le Club Bierut, le « Forum de Poznan » en constituent l'expression. Kania a tenté de calmer cette fronde en augmentant sa pression sur la base pour qu'elle vote en faveur des candidats de l'appareil.

(lisez : les bureaucrates les plus haïs) et qui, lors des élections, ont été écartés par de « multiples manipulations des révisionnistes et opportunistes » (lire : par le vote de la base). Revenant sur ses promesses, Kania a donc commencé à intervenir grossièrement dans le processus électoral et a imposé contre la base l'élection des bureaucrates les plus haïs.

Cette amorce de « démocratisation » n'a pas réussi à faire revenir au POUP des secteurs significatifs de travailleurs. Elle a en revanche mis un peu plus encore à nu l'ensemble des contradictions qui l'assaillent.

C'est au beau milieu de cette préparation du congrès que le Kremlin a commencé à penser que la direction du POUP était en train de perdre le contrôle de la situation...

Mais pourquoi le Kremlin, qui avait auparavant soutenu les « renouveaux » de Gomulka et de Gierk, commence-t-il à apparaître opposé à celui de Kania et Jaruzelski ?

Serait-ce que les succès du « renouveau » de Kania — comme l'insinuent de nombreux commentateurs occidentaux — signifieraient une « démocratisation » de la Pologne que le Kremlin ne peut tolérer ?

Non, le Kremlin ne craint pas le succès du « renouveau ». Ce dont il a peur, c'est de son échec. La *Lettre au POUP*

(suite page 6)

**L'Eglise : Des évêques briseurs de grève**

Le rôle contre-révolutionnaire de l'Eglise en Pologne vient d'être mis en évidence une fois de plus, à l'occasion de la grève régionale qui devait avoir lieu le 11 juin à Bydgoszcz et dans trois régions voisines.

Nos lecteurs se souviennent que le 11 mars, la localité de Bydgoszcz a été le théâtre d'un événement qui avait ému et révolté toute la Pologne. La bureaucratie du POUP avait décidé de réaliser un test sur la façon « d'inverser le cours des événements ». A l'aide de la milice, elle a mis le siège autour d'une réunion que *Solidarité* tenait dans la préfecture de cette ville et a fait violemment matraquer les présents. Plusieurs dirigeants ont été grièvement blessés. Mais la bureaucratie du POUP avait commis une grave erreur de calcul : loin de prendre peur, les masses ont éprouvé la plus grande haine à l'égard de ceux qui s'étaient rendus coupables de ces violences et se sont montrés très courageux. La Pologne toute entière s'est mise sur le pied de guerre. La bureaucratie s'est retrouvée au bord de l'abîme.

La direction de *Solidarité* n'a pas pu faire autrement que d'appeler à la grève générale pour la fin mars. Walesa et l'Eglise ont repoussé la lutte de façon à organiser la capitulation : le 30 mars, à la veille de la grève générale, ils ont signé un accord avec la bureaucratie. La grève était levée en échange de la promesse du gouvernement de réaliser une « enquête » pour « punir les coupables ».

Trois mois plus tard, comme on pouvait le prévoir, la bureaucratie n'a pas respecté son engagement. L'un des ministres a même été jusqu'à se moquer de *Solidarité* en déclarant que l'on ne pouvait châtier personne puisque tout le gouvernement était coupable (1).

Avant ces nouvelles provocations, les travailleurs de *Solidarité* de la région de Bydgoszcz ont décidé de se battre avec le seul argument que comprenne la bureaucratie stalinienne, la force. C'est ainsi qu'ils ont décrété une grève générale pour le 11 juin. L'Eglise s'est aussitôt « mobilisée » pour... démobiliser. Voici ci-dessous une partie du témoignage effectué par Véronique Soulé correspondante de *Libération* (6 juin 1981) et qui a personnellement assisté à la scène qu'elle décrit.

Réunion au local de *Solidarité* de Bydgoszcz : « peu après deux heures — raconte Véronique Soulé — commence le véritable débat. La KKP va décider des suites à donner aux incidents de Bydgoszcz de mars dernier. *Solidarité* estime que les autorités n'ont pas tenu leurs engagements et réclame le châtiement des coupables. Le premier, l'évêque de Gniezno, Mgr Michalski, prend la parole. Les projecteurs sont braqués sur lui. Des gouttes de sueur perlent sur son front...

L'évêque rappelle l'appel du pape Jean Paul II demandant aux Polonais d'observer une trêve pendant le mois de juin en hommage au cardinal Wyszyński. « *J'ai une humble demande à formuler, commence le prélat de sa voix douce, ne pas proclamer de grève dans la situation actuelle, même si vous pensez que c'est ce qu'attend le gouvernement pour refermer les dossiers.* »

La calotte framboise du prélat glisse en arrière, dévoilant un instant une épaisse chevelure blanche. « *Cette demande est celle de tout l'épiscopat, je pense. Je vous prie de la prendre en considération, car maintenant que notre vénéré primat est mort et le pape malade, certaines*

forces risquent de vouloir attaquer le processus de renouveau... »

Le conseiller de l'évêque prend le relais. Même ton pondéré, mêmes paroles apaisantes. Et rappelle le message du secrétaire de la conférence épiscopale de Pologne, Monseigneur Dabrowski. « *Je tiens à vous prévenir que ce n'est pas le moment de prendre des décisions qui pourraient susciter de nouvelles tensions...* »

La séance est suspendue. Devant la maison de la culture, l'évêque de Gniezno, une gerbe de roses dans les bras, prend place dans une confortable Opel princier, il adresse de petits saluts de la main à ses admirateurs. Sur sa soutane, il porte le badge de *Solidarnosc...* »

(1) « *Averti de ce que Solidarité demandait que les "coupables" (de l'attaque de Bydgoszcz) soient présentés à la Justice, Rakowski (vice-Premier ministre) a répondu : "Ils veulent savoir qui est le coupable de l'incident. Bon, c'est moi le coupable. Le gouvernement est coupable. Le gouvernement en prend la responsabilité. Ils veulent nous juger ? C'est bon, nous n'avons pas peur."* » (International Herald Tribune du 9 juin 1981).



**Walesa : Une « relation d'amour qui exige de la discréditation »**

C'est comme une « relation d'amour qui exige de la discréditation », que Lech Walesa définit dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* (1), les rapports entre le syndicat qu'il dirige et le gouvernement polonais. Il serait facile d'ironiser sur une telle déclaration. En réalité, il s'agit d'un problème grave pour la révolution polonaise. Il s'agit de la capitulation chaque jour plus grande qu'organise Walesa, agent de l'Eglise au sein de la direction de *Solidarité*.

« Laissons le gouvernement et le parti en paix... »

Les travailleurs polonais connaissent aujourd'hui la faim et la pénurie organisée. La bureaucratie, pour leur faire payer les quelque 30 milliards de dollars de dette à l'égard de l'impérialisme (plus que ce que la Pologne doit à la bureaucratie du Kremlin), cherche à monter un plan d'austérité tel qu'en comparaison, celui de Pinochet fait figure de programme humanitaire... Et au cas où cela ne suffirait pas, le Kremlin laisse toujours planer ses menaces d'intervention armée.

D'une manière ou d'une autre, par la faim ou par les tanks, l'existence même de millions d'hommes et de femmes, de paysans et d'ouvriers commence à être menacée. Or, dans une telle situation, alors que se mobiliser et s'organiser est plus que jamais indispensable pour affronter tous ces problèmes, alors que la catastrophe provoquée par la gestion de l'Etat aux mains d'une caste corrompue est imminente, que propose Walesa aux masses ?

« *Finissons-en avec la voie incertaine de la confrontation, laissons le gouvernement et le parti en paix !* » (Le Monde du 17 juin 1981). Voilà ce qu'il déclare haut et fort à la radio de Varsovie. Des heures d'attente pour entrer dans des boutiques presque vides, des tickets de rationnement pour acheter presque rien... Que fait le président de *Solidarité* ?

« *Lech Walesa a estimé hier qu'il était nécessaire que son syndicat Solidarité n'ait plus recours à la grève en raison de la crise économique qui frappe la Pologne.* » (Le Matin du 2 juillet 1981).

Le syndicat s'engage à une politique d'austérité et de co-responsabilité

Les 40 banques occidentales créditrices de la bureaucratie polonaise pour la modique somme de 30 milliards de dollars viennent de constituer un pool afin de renégocier cette dette et d'imposer leurs conditions d'usurier. Les banquiers américains qui font partie de ce pool ont exigé purement et simplement « des précisions sur les mesures prises ou envisagées pour remédier aux graves difficultés du pays... » (Le Monde du 25 juin 1981). Traduit du langage des banquiers, cela revient à l'éternelle question que pose le FMI aux pays semi-coloniaux en faillite : quels plans d'austérité, de misère et de surexploitation mettez-vous en œuvre pour nous payer ?

La réponse de la bureaucratie polonaise n'a pas été très différente de celles des présidents africains ou des généraux latino-américains : la mise en route d'un plan d'austérité. Mais la peur de la mobilisation ouvrière fait encore hésiter la bureaucratie : « *... Les responsables des affaires économiques (...) ont été incapables, en huit mois, d'établir un programme cohérent* » (Le Figaro du 28 mai 1981). La bureaucratie hésite... mais pas Walesa : « *Un peu absent du devant de la scène depuis deux mois, M. Walesa a entrepris samedi une tournée de meetings dans tout le pays pour prêcher la modération. Particulièrement en forme, il multiplie piques, diatribes et bons mots (l'économie polonaise c'est comme le triangle des Bermudes, tout y disparaît) pour mieux faire admettre qu'il faut, premièrement "laisser le gouvernement gouverner pendant un an et contrôler après ce qu'il aura fait" et, deuxièmement, "mettre un peu d'ordre dans tout ce qui a été signé". Autrement dit, qu'il faut freiner les revendications, accepter le moratoire demandé par le pouvoir sur les augmentations de salaire et, par là-même, que le syndicat s'engage dans la politique d'austérité et de corresponsabilité.* » (Le Monde du 18 juin 1981).

(1) Cité par *Libération* du 15 juin 1981.

## Le congrès du POUP

(suite de la page 5)

envoyée le 5 juin par Moscou révèle quelles sont les craintes de Brejnev et de sa caste. Elle commence par rappeler à Kania qu'ils ont tout d'abord soutenu son « renouveau » : « Le changement de toute la direction du POUP, l'effort développé par le parti pour surmonter les graves erreurs (...) ont trouvé notre pleine compréhension. » (Lettre au POUP.) Mais, pour le Kremlin, Kania va vers un échec pour n'avoir toujours pas atteint l'essentiel : **liquider la situation de double pouvoir** : « Actuellement, la situation est non seulement dangereuse, mais elle conduit le pays à une situation critique... Les ennemis de la Pologne socialiste (lire : de notre caste bureaucratique) ne se cachent pas, et en particulier ne cachent pas leurs intentions. Ils mènent un combat pour le pouvoir et le conquièrent déjà. Ils prennent le contrôle d'une position après l'autre. »

La « force de choc » de cette attaque est constituée par l'« aile extrémiste de Solidarité ». Moscou sait la distinguer de Walesa et de l'Eglise !

A la façon des marionnettes de ventriloques, les bureaucraties vassales du Kremlin ont en même temps lancé une accusation identique : avec sa politique, Kania n'arrive pas à régler une situation qui « empire sans cesse » parce que « la Pologne vit sous un "double régime", dans lequel Solidarité est souvent plus fort que le gouvernement lui-même » (IO du 6 juin 1981). Voilà ce que déclarait textuellement la bureaucratie d'Allemagne de l'Est.

Le Kremlin estime que la politique de « compromis » n'a que peu ou pas servi : « Les continues concessions incessantes aux forces anti-socialistes (lire : au mouvement de masse anti-bureaucratique) et à leurs exigences ont conduit à ce que le POUP recule... »

Mais toute cette situation, aussi grave soit-elle, pourrait être réglée si les forces de répression (armée et milice) et le POUP lui-même n'étaient pas menacés de dislocation : « Nous avons parlé de la nécessité de surmonter la confusion dans les rangs du POUP (...). Nous avons mis en avant avec rigueur la nécessité de renforcer (...) les organes de l'ordre public de l'armée (...). Dans toutes les questions abordées, S. Kania, W. Jaruzelski (...) avaient exprimé leur accord (...). Mais, en fait, tout est resté inchangé et l'on n'a apporté aucune rectification à la politique de concessions et de compromis. On cède une position après l'autre. »

Le IX<sup>e</sup> Congrès du POUP, qui devrait être la principale base de départ à partir de laquelle débiterait la reconquête des « positions » perdues, menace de constituer pour le Kremlin l'inverse : un congrès qui voit le POUP passer sous la coupe des « révisionnistes » et des « opportunistes ». « Ces derniers temps, la situation au sein du POUP lui-même est devenue un sujet de préoccupation particulière. Il ne reste pas beaucoup plus d'un mois d'ici au congrès. Malgré cela, ce sont de plus en plus les forces hostiles au socialisme qui donnent le ton dans la campagne de désignation des délégués (...). Il n'est pas rare que des personnes choisies au hasard et prônant ouvertement des points de vue opportunistes entrent dans les directions des organisations locales du parti et comptent au nombre des délégués aux conférences et au congrès (...). »

Le cours des préparatifs : pour le congrès est compliqué par le prétendu mouvement des « structures horizontales », qui constituent l'instrument de démantèlement du parti mis à profit par les opportunistes pour promouvoir au congrès les gens qui leur sont indispensables et orienter ses travaux sur la voie qui les favorise... »

Et de terminer sur un pronostic apocalyptique : « Il ne faut pas exclure que,

au congrès lui-même, puisse être lancée une tentative de porter un coup décisif aux forces marxistes-léninistes du parti (lire : aux bureaucrates les plus proches de Moscou) afin de conduire à sa liquidation. »

### « Le temps n'attend pas »

La situation du POUP est-elle aussi grave que le dit le Kremlin ? Son IX<sup>e</sup> Congrès doit-il être posthume ?

Les symptômes de décomposition et de fragmentation abondent en effet. Un seul fait suffit à pronostiquer un congrès relativement différent de ceux que Brejnev est habitué à présider : **un tiers des délégués déjà élus appartiennent en même temps à Solidarité.**

Et même si, dans le meilleur des cas, Kania arrivait à empêcher l'éclatement du POUP au congrès, le Kremlin ne serait pas satisfait. Comme il est dit sans sa lettre : « Le temps n'attend pas. Le parti peut et devrait trouver en lui-même les forces pour renverser le cours des événements et les remettre avant même le congrès dans la bonne voie. » (souligné par nous.)

Pourquoi tant d'empressement ? Ce n'est pas seulement ni surtout dans la situation polonaise qu'en réside l'explication. Il se trouve que, pour le malheur du Kremlin, la révolution est permanente, qu'elle saute les frontières et se moque pas mal des douanes. Mais, même dans le cas improbable où elle réussirait, la ligne de Kania est à long terme. Cela fait déjà un an qu'a commencé à éclater la révolution polonaise, et personne ne peut espérer que Kania arrive avec sa politique — ce qui explique peut-être une autre ? — à « inverser » la situation en quinze jours, comme le lui impose le Kremlin.

Pendant ce temps, le double pouvoir qu'ont conquis les travailleurs polonais, ces syndicats, cette presse libre, continueront à briller dans la nuit du totalitarisme bureaucratique. Et les regards de millions de travailleurs de cent nationalités opprimées par la bureaucratie continueront aussi, comme depuis juillet 1980, à fixer cette lumière. Des milliers qui, de Prague à Pékin, apprennent de la Pologne, discutent de ce qui s'y passe et commencent à se demander : pourquoi pas nous ?

Pour le monde bureaucratique, la Pologne joue le même rôle de détonateur que la révolution nicaraguayenne en Amérique centrale et l'Iran au Moyen-Orient.

Le Kremlin a commencé à prendre peur et à s'impaciter à chaque fois plus, parce qu'il sent les vibrations produites par ce « processus moléculaire » à une échelle gigantesque. « Jusqu'à quand, camarade Kania, abuseras-tu de notre patience ? » se demande Brejnev. « Nous avons déjà connu de violentes manifestations en Estonie. En Hongrie, paraissent déjà des manifestes. Jusqu'à quand devons-nous l'attendre ? Jusqu'à ce que l'Ukraine se soulève et qu'il y ait des grèves à Moscou ? Le temps n'attend pas. »

### La solennelle impuissance

Depuis la Pologne, la révolution anti-bureaucratique devient à chaque fois plus internationale : voilà quelle est la clé de l'empressement du Kremlin, de sa solennelle mise en demeure à Kania pour qu'il remette « les choses en ordre avant le congrès ». Un solennel ultimatum, mais aussi une solennelle impuissance de la part du Kremlin. Le délai va être terminé avant que l'ordre ne règne de nouveau à Varsovie. Et Moscou n'annonce pas la sortie des tanks, mais celle de Gromyko... pour continuer à négocier. Pour faire justement ce que lui reproche à Kania.

Le Kremlin hésite. C'est que rien n'est vraiment bon pour lui. Il doit choisir entre deux maux : envahir pour écraser dès maintenant la révolution politique signifie la possibilité d'une longue et sanglante résistance armée, un Vietnam en Europe ; cela signifierait la débâcle des partis stalinien occidentaux et aussi de très graves bouleversements dans les Etats ouvriers bureaucratiques. Ne pas envahir, cela signifie continuer à tolérer ce « cancer » qui est d'ores et déjà en train de se propager plus loin que les frontières polonaises : la révolution politique.

La presse mondiale — à un moment — a beaucoup parlé du caractère « hésitant » de Carter qui s'est observé face au Nicaragua et à l'Iran. Aujourd'hui, Brejnev n'est pas moins hésitant. Il en est toujours ainsi. Ils agissent comme tous les dirigeants des régimes condamnés par l'histoire. Le Kremlin ne constitue pas une exception.

## L'opposition chinoise :

# Une « maladie »



Au moment où ces notes sur la situation en Chine sont rédigées, on ne connaît pas encore les résultats finaux de la session plénière du comité central du Parti communiste chinois dont les travaux se sont achevés le 29 juin. En particulier, le texte d'un rapport sur l'histoire du PCC et sur « l'évaluation » du rôle de Mao n'a pas encore été publié.

Par contre, on sait que ce comité central s'est conclu par l'éviction de Hua Guofeng de son poste de président du parti qu'il occupait depuis la mort de Mao. Il est remplacé par Hu Yaobang, généralement considéré comme « l'un des plus proches compagnons d'armes » de Deng Xiaoping.

Aussi, cette conclusion apparaît comme une victoire de Deng Xiaoping et de son clan dans la lutte prolongée qu'il a opposé à une autre aile de la bureaucratie chinoise et qui s'est exprimée dans les contradictions et les difficultés qui ont entouré le procès de la « bande des quatre ».

### Une vague d'arrestations

Hua Guofeng cède donc la place et l'unanimité du comité central se fait pour nommer son successeur. Il serait pourtant légitime d'en conclure que tout est réglé. Loin de là et les conflits au sein de la bureaucratie sont nourris par les problèmes non résolus de la société chinoise. Ils demeurent après l'élimination de Hua Guofeng comme avant, et, ce n'est pas un hasard si ce comité central « décisif » a été préparé par une violente campagne policière contre les éléments ouverts d'opposition, pourtant dénoncés comme « quantité négligeable ».

« Bien qu'ils n'existent qu'en petit nombre, ils sont comme une maladie contagieuse... Ils veulent se débarrasser de la direction du parti, remodeler notre parti et notre nation. »

C'est ainsi que, le 6 avril, le *Drapeau rouge*, organe théorique du comité central du Parti communiste chinois, s'exprimait au sujet des « dissidents » ou, pour être plus précis, de ceux qui expriment publiquement leur opposition à l'égard du régime et de sa politique, qui animent de petites revues « non officielles » que le pouvoir a, un temps, tolérées ; des opposants qui se réclament de la démocratie et parfois du marxisme.

Ils ne sont, il est vrai, qu'une poignée. Leurs revues n'étaient ou ne sont que des bulletins tirés à un nombre d'exemplaires dérisoire, une toute petite goutte de « subversion » dans l'océan de la propagande officielle. Les répressions successives (mars-avril 1979, mars 1980) les ont pratiquement réduits au silence. Et pourtant, la « maladie contagieuse » ne semble pas être enravée puisque le printemps 1981 est marqué par une nouvelle vague d'arrestations.

On compte, en quelques semaines, près de trente arrestations. Début avril,

la police procédait à l'arrestation de Yang Jing, ouvrier métallurgiste, l'un des rédacteurs de *La Tribune du 5 avril* et de Xu Wenli qui fut l'un de ses fondateurs. Créée en décembre 1978, *La Tribune du 5 avril* qui se réclame du marxisme, a été l'une des publications les plus importantes de ce que l'on a appelé « l'opposition démocratique ».

Depuis, d'autres arrestations se sont succédées. Notamment celle de Wang Xizhe qui, au nom du marxisme, a développé une critique du régime actuel, de dirigeants étudiants qui avaient été des animateurs de grèves étudiantes, de Xing-Da-Kun, membre d'un groupe qui avait, en décembre 1980, placardé des affiches de solidarité avec les travailleurs polonais...

### Démocratie, réforme ou révolution

Si la « maladie contagieuse » de l'opposition démocratique se montre si virulente, c'est sans aucun doute qu'elle se développe sur un terrain favorable.

Au moment où l'appareil bureaucratique concentre à nouveau ses coups sur ceux qui « veulent se débarrasser de la direction du parti », il est nécessaire de revenir sur les éléments qui constituent cette opposition. Par leur courage, leur détermination, comme par certaines formes d'action (retourner contre le régime et sa répression les règles de sa propre Constitution), ils évoquent bien évidemment les « dissidents » russes. Mais les deux mouvements ne sont pas identiques.

Le degré de crise de la bureaucratie chinoise, la manière dont elle s'est exprimée dans les dernières années de Mao et après sa mort, le conflit ouvert entre des ailes de la bureaucratie, ont creusé des brèches qui, en 1978-1979, ont permis à l'opposition une activité publique considérable : rassemblements et discussion autour des *dazibaos* du fameux « Mur de la démocratie », publications de revues, organisation de manifestations.

Au sein de l'opposition extrêmement diverse qui a ainsi pu s'exprimer pendant une période et même dialoguer avec une fraction de la population, chercher à exprimer ses aspirations, on trouve une grande variété de positions politiques. Mais on ne peut citer de cas où la condamnation du régime actuel s'accompagne, par une sorte de désespoir, de la mise en avant d'une idéologie réactionnaire, d'un appel à un retour du passé.

Certes, tout un secteur de ce mouvement confond la dictature de la bureaucratie avec le « socialisme », son idéologie avec le marxisme, rejeté en bloc. Mais, y compris ceux qui se situent sur ces positions (comme par exemple, Wei Jingsheng, condamné en octobre 1979 à 15 ans de détention, l'auteur de *La cinquième modernisation : la démocratie*), se réclament de la démocratie politique, de la déclaration des droits de l'homme.

Le courant qui se réclame du marxisme est lui-même divers : il va de ceux qui proposent une « réforme » du parti et de son système de gouvernement à ceux qui désignent la bureaucratie comme un ennemi à abattre. Malgré le manque d'informations et les confusions qui en résultent dans certains écrits du « mouvement démocratique », on ne peut qu'être frappé par la richesse politique des textes produits par les animateurs du « mouvement démocratique ».

### Enterrer la « révolution culturelle »

L'origine politique de la plupart des militants qui ont bravé la répression pour donner une forme organisée à l'opposition est significative. Toute une fraction d'entre eux — les plus âgés — étaient de jeunes étudiants lors de la révolution culturelle. Et le fait qu'ils aient tiré de leur expérience d'alors la conclusion qu'il était nécessaire de lutter contre le pouvoir de la bureaucratie — contre ce que certains d'entre eux appellent le « socialisme féodal » — ne relève pas que d'une évolution personnelle, mais manifeste ce qu'a signifié pour la Chine d'après la révolution de 1949, la « révolution culturelle ».

La bureaucratie chinoise n'a de cesse d'exorciser ce « mauvais souvenir » de son histoire. Le 8 janvier 1981, le *Quotidien du Peuple* concluait une diatribe contre le « mouvement démocratique » en proclamant : « Cette minorité propose en réalité le même système que celui de la révolution culturelle, elle est favorable à l'agitation et aux troubles. »

Le peuple chinois a cruellement souffert dans les années qui ont suivi 1966. La pire violence s'est exercée contre les masses au nom de ce que l'on appelait officiellement la « grande révolution culturelle prolétarienne ». Deng Xiaoping et ses porte-parole se livrent à un amalgame en essayant d'identifier « la méthode de rédiger des pétitions, de publier des déclarations, d'organiser des ligues et même de faire grève » avec la répression brutale de toutes ces activités au travers de laquelle l'appareil du parti a cherché à se réorganiser contre les masses.

Mais il ne peut effacer la signification et les conséquences toujours présentes de ce que l'on a appelé la « révolution culturelle ». La crise dans les sommets du régime entraîne une aile de la bureaucratie à utiliser temporairement, comme un moyen de pression, la mobilisation contrôlée des masses et d'abord de la jeunesse. Mais, appelés à débarrasser les « vieilles idées » et les « bourgeois », les jeunes se heurtèrent aux bureaucrates, à la bureaucratie elle-même. Sous le masque de la « révolution culturelle » affleurerait la révolution politique : dans les failles que creusait le conflit au sein de la bureaucratie s'engouffraient les masses ouvrières n'attendant en avant leurs propres revendications. La bureaucratie se regroupait

# contagieuse »

## Grève aux aciéries de Taiyuan

### Un manifeste ouvrier pour la liberté et la démocratie

La situation de la Chine est difficile et le gouvernement lui-même doit l'admettre, puisque les chiffres officiels confessent une inflation qui tourne autour de 20 % et 20 millions à 26 millions de chômeurs. L'idée de « syndicats indépendants » calqués sur l'organisation polonaise *Solidarité* a été plusieurs fois mise en avant par l'opposition, et des nouvelles faisant état de grèves ou de manifestations ouvrières parviennent de plus en plus souvent hors du pays.

L'un des mouvements les plus importants semble avoir été celui qui a paralysé, au mois de février dernier, les aciéries de Taiyuan, une grande ville industrielle du nord du pays et la capitale de la province du Shanxi. Selon la presse officielle locale, les ouvriers de Taiyuan s'en prenaient au « système du parti unique » et dénonçaient les « privilèges de la classe bureaucratique » ; leur slogan était : « *Battons-nous pour la liberté et la démocratie !* »

On trouvera ci-dessous le *Manifeste* des ouvriers de Taiyuan tel qu'il a été reproduit dans le *Mouvement démocratique* (revue de Hong Kong), numéro de mars-avril 1981 et dans le quotidien parisien *Libération*.

« Les ouvriers de l'aciérie de Taiyuan réclament une amélioration de leur sort et la défense, dans la légalité, de leurs intérêts. Ils se sont spontanément regroupés, symbolisant le nouvel éveil de la classe ouvrière chinoise. Dans l'ancienne Chine, la classe ouvrière était la plus mal traitée du monde entier (...). De 1858, où dockers et fonctionnaires subalternes de Hong Kong se mirent pour la première fois en grève, jusqu'en février 1923, sept grandes grèves durant lesquelles, sous la direction du parti, la classe ouvrière entra dans un combat contre les terribles conditions faites aux travailleurs d'alors, menèrent tout droit à la victoire de la révolution prolétarienne (...). Depuis, la classe ouvrière refuse exploitation et coercition ; elle veut être son propre maître (...). Mais l'évolution de l'histoire ne lui apporte qu'inhumanité. Le modèle de production collectiviste n'a pu supprimer les maux dont elle souffre.

Face à la dure réalité, la classe ouvrière commence à voir clair : dans ce système bureaucratique, les ouvriers portent le titre honorifique de « maîtres », mais ils n'ont aucun pouvoir ; leur niveau de vie, leur bien-être, s'oppose à celui des bureaucrates. Comme par le passé, la classe ouvrière subit exploitation et coercition.

Les plus malheureux de tous sont les condamnés au célibat ; outre leurs bas salaires, ils ne jouissent que d'une part dérisoire de bonheur et de confort. Tout au long de l'année, ils doivent prendre leur repas à la cantine, mais cette cantine n'a jamais été consciencieusement gérée. La plupart du temps, ils ne touchent que 80 % des rations qui leur sont dues. La somme exigée d'eux est supérieure à celle qui suffit à nourrir deux personnes dans une famille

ouvrière (où la cuisine est meilleure). Tout au long de l'année, ils doivent vivre dans des dortoirs délabrés au point d'être inhabitables, sombres et dégoûtants, guère plus reluisants que ces taudis des pays capitalistes qu'on nous montre au cinéma.

Ils sont condamnés à vivre toute l'année loin de leurs proches : ils n'ont droit qu'à un congé de douze jours par an pour se rendre dans leur famille. Ils sont condamnés le reste du temps à vivre séparés de leur conjoint, solitaires comme des veufs ou comme le bouvier et la tisserande (1).

Ils contribuent tout autant que les cadres à la construction du socialisme, mais ils ne peuvent obtenir une protection sociale pour leur famille. Ils sont bons à manier la pelle, mais n'ont droit à aucun confort (...). Du fait de leur séparation, beaucoup ne parviennent pas à résoudre leurs problèmes familiaux (...). Des ouvriers condamnés au célibat de Taiyuan réclament que



Une manifestation d'opposants en janvier 1979 : la contestation s'accroît.

contre les travailleurs et la jeunesse et les « gardes rouges » subissaient une terrible répression...

#### Un « virus » qui gagne du terrain

Depuis la « révolution culturelle », la bureaucratie n'a jamais retrouvé de véritable stabilité.

La direction de Deng Xiaoping, alors qu'elle se débarrassait de la « bande des quatre », sans aucun doute unanimement haïs par les masses chinoises, cherchait à se présenter comme le champion d'une « démocratisation ». Mais, en fait, c'est son gouvernement qui a fait supprimer de la Constitution le droit de s'exprimer par l'affichage de *dazibaos*. Et aujourd'hui, les publications officielles chinoises expliquent que le *dazibao* est une « arme de conspirateurs ». Ainsi, pour les bureaucrates chinois, le « Mur de la démocratie » de Pékin, où en 1978 des milliers de travailleurs et de jeunes se pressaient pour débattre, est une conspiration parce qu'il menaçait le monopole de leur pouvoir.

Les résultats du règne de la bureaucratie, trente ans après que les masses aient renversé le régime de Tchong Kai Tcheck, la coopération étroite avec l'impérialisme et la soumission croissante à ses exigences, le véritable désastre économique manifesté dans la hausse des prix, dans l'existence de vingt-cinq millions de chômeurs, dans l'incapacité de faire face aux menaces de famine, prouvent que, s'il y a « conspiration », c'est celle de la bureaucratie contre les masses laborieuses de Chine, contre leurs conquêtes que mine la gestion bureaucratique.

Wei Jingsheng déclarait devant ses juges, avant d'être condamné : « *Notre jeunesse n'est pas l'homme malade de l'Asie. Elle a le courage de coller des dazibaos, le courage de les lire, le courage d'exposer toutes sortes d'opinions sur des sujets tabous. Les jeunes ont percé votre rideau de bambou et ont aperçu un rayon de lumière... Bien sûr, vous avez encore la possibilité d'arrêter les progrès du Mur de la démocratie,*

leur problème soit rapidement résolu ; leur cause est juste, et leur exigence tout à fait raisonnable. Les directeurs de l'aciérie devraient écouter avec attention les revendications des masses et chercher à les résoudre, pour qu'on puisse s'attaquer aux Quatre Modernisations...

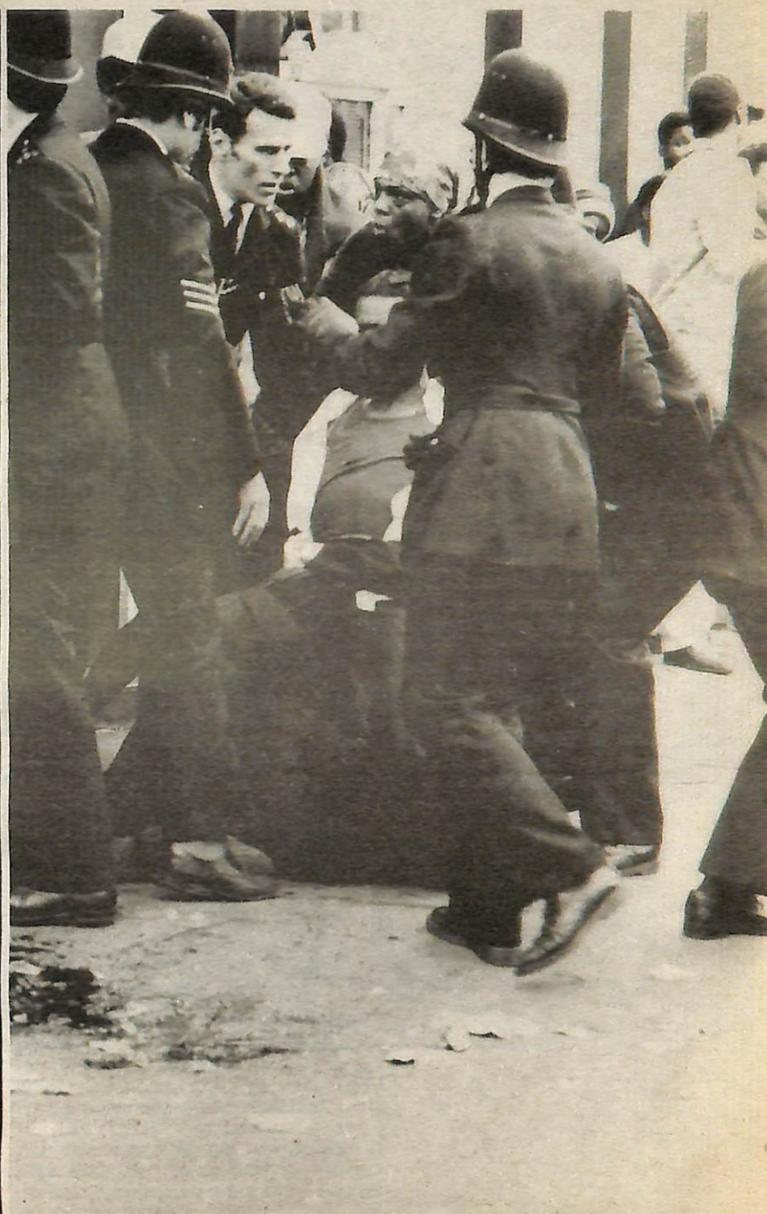
Mais certains directeurs ont adressé des reproches aux masses, ont contesté la légalité de leurs réunions, affirmant que les contacts entre ouvriers tournaient à la conspiration..., ajoutant que leurs revendications n'étaient pas fondées, et qu'elles ne pouvaient être satisfaites. » (...)

« L'action des ouvriers métallurgistes de Taiyuan témoigne du réveil de la classe ouvrière de notre pays, bien qu'apparemment, ils ne réclament que l'amélioration de leurs conditions d'existence, et le respect de leur droit de réunion. En réalité, ils expriment déjà leur aspiration à la démocratie.

Ils savent que, pour aboutir, ils ne peuvent compter sur aucun « sauveur » ; ils doivent s'organiser, compter sur leurs propres forces et élire des représentants pour parler en leur nom. Formulées par les larges masses, ces revendications montrent que la base même de la société chinoise est en marche vers la démocratie (...). »

La Voile  
(revue parallèle de Taiyuan)

(1) Conte classique. Le bouvier et la tisserande ne se rencontrent qu'une fois l'an.



## Grèves et luttes en Grande-Bretagne

# La « Dame de fer » est devenue prudente

par George White

Les deux premières années du gouvernement Thatcher viennent de s'écouler. Pendant ce temps, en particulier depuis la grève nationale de la métallurgie en février 1980, une situation d'intense tension a dominé la vie politique en Grande-Bretagne. La politique de Thatcher — des réductions inflationnistes dans les dépenses publiques, des taux d'intérêt élevés, et une croissance « contrôlée » du chômage — dépend de sa capacité à limiter l'action des syndicats ou à infliger une défaite à ceux-ci. En ce qui concerne les réductions des dépenses des services publics, de l'éducation et du logement, le *Labour Party*, qui contrôle la plupart des conseils municipaux des grandes villes, a été amené à se mobiliser.

Thatcher n'a pas réussi dans ses tentatives d'affrontements avec les syndicats. Bien que la grève de la métallurgie n'ait pas été une victoire totale pour les travailleurs, elle a fait échec aux plans des *Tories* (1) visant à s'attaquer à d'autres travailleurs du secteur public. Après la grève de la métallurgie, les *Tories* ont hésité près de neuf mois avant de tenter une autre offensive politique sur les licenciements.

Et puis, ce fut au tour des dockers. Cette fois-ci, ce sont les dockers, et non le gouvernement, qui ont lancé l'ultimatum : la classe ouvrière a pris l'offensive à la fin de 1980. Les dockers ont obligé le gouvernement à reculer nettement face à une grève nationale grandissante. Après les dockers, plusieurs sections syndicales puissantes dans le secteur public ont brisé la limitation « officieuse » à 6 % des hausses de salaires.

#### Des reculs du gouvernement Tory...

En même temps, liée à l'incapacité de Thatcher à porter un coup décisif aux syndicats à l'échelle nationale, une crise s'est ouverte dans le gouvernement *Tory*. Deux tendances bien définies ont émergé. Celle regroupée autour de Thatcher qui a l'intention de continuer à chercher une ligne visant à casser les syndicats, à dénationaliser les industries publiques et à s'attaquer au « *Welfare State* » ; et celle autour de James Prior,

ministre au gouvernement *Tory* d'Edward Heath en 1970-1974, qui a appris que subir une défaite face à une grève politique majeure, comme celle des dockers et des mineurs en 1972, provoque une crise prolongée de gouvernement.

Prior voudrait une alliance étroite avec la bureaucratie des syndicats afin de limiter leur action, plutôt que les lois répressives antisyndicales voulues par l'aile Thatcher. Ce n'est pas un hasard si les *Tories* ont reculé face à la menace de grève des dockers de la fin de 1980 : ils se souvenaient de 1972, qui a provoqué la ruine d'Edward Heath.

Un recul encore plus important s'en est suivi. A la fin février, les événements s'orientaient vers une grève nationale des mineurs centrée en Pays de Galles, où beaucoup de mines sont menacées de

(suite page 8)

(1) *Tories* : terme utilisé pour désigner le Parti conservateur en Grande-Bretagne.



Plus de deux millions de chômeurs : cela ne peut plus durer !

## Grèves et luttes en Grande-Bretagne

(suite de la page 7)

fermeture. Un appel pour un arrêt immédiat de travail contre les licenciements a été lancé. Contre la volonté des dirigeants syndicaux, partout en Grande-Bretagne des grèves démarrèrent. Le spectre de 1974, quand les *Tories* ont été contraints de convoquer des élections générales, se dressait.

Thatcher a cédé, sur tout. Les *Tories* ont promis, contrairement à tout leur programme, qu'il n'y aurait pas un seul licenciement dans les mines. Comme lors de la période de la grève de la métallurgie un an auparavant, c'était une grève générale politique contre la légitimité du gouvernement qui menaçait.

Les syndicats des mineurs ont laissé quatre mois à Thatcher pour investir suffisamment dans l'industrie du charbon afin de sauver les emplois. L'échéance tomba à la mi-juin. Une grève menaçait pour juillet. En l'espace d'une semaine, l'argent a été trouvé ! Un deuxième recul des *Tories*.

Pendant les 22 mois entre le moment où Thatcher a été désignée et la grève des mineurs, la classe ouvrière a voulu faire tomber le gouvernement. Les événements de février dernier montraient la faiblesse des *Tories*. L'état d'esprit de la classe maintenant est de forcer ses dirigeants, du *Labour Party* et des syndicats, à terminer le travail. Le gouvernement lui-même continue à utiliser une rhétorique de « combat », mais en fait pratique une extrême prudence.

### ... et une victoire massive du Labour

Les dirigeants du *Labour* et des TUC (2) tentent d'utiliser le niveau élevé de chômage (maintenant plus de 3 millions de chômeurs, c'est-à-dire 1 travailleur sur 9) comme terrain de protestation. Politiquement, cette action ne va pas jusqu'à l'appel à chasser Thatcher. Leur mot d'ordre est que les *Tories* « changent de cours ». Une série de très grandes manifestations ont été convoquées. Chaque fois plus de 100 000 personnes descendent dans la rue. Il n'y a qu'un mot d'ordre qui s'impose dans ces manifestations : « Thatcher dehors ! » Seuls les dirigeants réformistes, qui ne veulent pas accéder au pouvoir comme conséquence du renversement des *Tories*, parlent de « changer de cours ». Les dirigeants du *Labour*, comme les conservateurs, se souviennent bien de 1974.

Pendant le mois de mai, une protestation politique importante, dirigée contre le chômage, mais ayant un contenu clairement anti-Thatcher, a été organisée par des éléments de gauche au sein de l'appareil du TUC. Elle a été appelée « la marche du peuple pour l'emploi ». 600 manifestants chômeurs, soutenus par les syndicats, ont marché à travers toute l'Angleterre. Dans chaque grande ville, chaque ville moyenne et chaque village, ils ont été accueillis par la section locale des TUC et du *Labour Party*. Dans certaines villes, comme à Liverpool, Manchester, Sheffield et Coventry, il y eut non seulement des dizaines de milliers de personnes dans les rues, mais aussi des grèves de solidarité. On n'a rien vu de tel depuis les années 1930. Quand la marche arriva à Londres, près de 250 000 personnes étaient dans la rue pour défiler en soutien. Encore une fois, il n'y eut qu'un cri, lancé par les centaines de milliers de personnes qui déclinaient : « *Dehors Thatcher, maintenant !* »

Pendant que se déroulait la « marche du peuple », le 8 mai, des élections cantonales et municipales ont eu lieu dans toute la Grande-Bretagne. Il y eut une victoire massive pour le *Labour*. Les *Tories* ont perdu le contrôle de 24 centres importants, et le *Labour* en gagna 15 — y compris dans toutes les grandes villes. Birmingham, Liverpool, Manchester et Yorkshire sont toutes passées au *Labour*. Encore plus important, le conseil municipal du Grand Londres est passé du contrôle des *Tories* à celui du *Labour*. Ensuite, la direction du conseil a été gagnée par Ken Livingstone, qui se dit publiquement marxiste et qui a affirmé son intention de chasser les *Tories* du gouvernement.

### L'« action sélective » des dirigeants syndicaux

Thatcher a riposté en exigeant des réductions sans précédent des dépenses des conseils contrôlés par le *Labour Party* et qui sont déjà au bord de la faillite. 450 millions supplémentaires ont été enlevés à leur budget. A l'automne, une crise politique d'ampleur inévitablement, est à l'ordre du jour car, dans ces conditions, les conseils municipaux du *Labour Party* ne peuvent survivre. Déjà, l'exécutif national du *Labour Party* a pris la mesure exceptionnelle de promettre la suppression de toute pénalisation imposée par Thatcher sur les conseillers *Labour* quand le prochain gouvernement du *Labour Party* arrivera au pouvoir.

La difficulté pour Thatcher de vaincre de façon décisive quelque secteur que ce soit de la classe ouvrière, et la façon dont les dirigeants syndicaux réformistes agissent pour protéger le gouvernement sont illustrées de la façon la plus explicite par ce qui est connu sous le nom de « la dispute des fonctionnaires ».

Il y a un demi-million de fonctionnaires dans les syndicats affiliés au TUC en Grande-Bretagne. L'année dernière, les *Tories* ont changé sans prévenir les structures de négociation salariale. En janvier, on a offert aux fonctionnaires 7 % de hausse pour cette année, et rien pour l'année prochaine. Un puissant

mouvement pour engager une action de riposte s'est développé. Les fonctionnaires britanniques n'ont pas de tradition de syndicalisme militant. En 1926, ils ont contribué à briser la grève générale. Un nouvel état d'esprit est né dans la lutte contre Callaghan en janvier 1979.

En sachant qu'une action d'ampleur non seulement remettrait en cause les services du gouvernement mais les fermerait, les chefs syndicaux des fonctionnaires ont choisi l'« action sélective » : des grèves tournantes. Celles-ci ont lieu maintenant depuis 15 semaines. Il y eut des actions non officielles d'un jour entreprises par 250 000 fonctionnaires pour protester contre les sanctions prises contre les grévistes. Alors que plusieurs tentatives entreprises par les dirigeants syndicaux pour obtenir n'importe quelle concession des *Tories* ont échoué, l'action est maintenant au bord de devenir une grève totale. Cette situation se retrouve dans tous le secteur public.

### Menaces sur un vieil appareil parlementaire

Les *Tories* sont en train de provoquer une crise politique dans les rangs des petits entrepreneurs qui ont voté pour eux en mai 1979. Des taux d'intérêt élevés et le marché intérieur de plus en plus effondré sont reflétés dans les appels de la Confédération de l'industrie britannique pour que l'on prête attention aux besoins du petit capital industriel. Mais même pour l'« industrie lourde » traditionnelle, les choses vont mal. Pendant la dernière année, les commandes pour l'industrie mécanique sont tombées de 15 %. L'investissement de capitaux industriels dans leur ensemble a reculé de 4 %. L'inflation s'est stabilisée mais à un prix relativement élevé pour l'industrie. Seul le capital financier a bénéficié de la politique de Thatcher.

La crise ininterrompue de la domination *Tory* trouve son expression politique la plus élevée dans un bouleversement relatif au sein de la direction, de la politique et des structures du *Labour Party*. Thatcher est arrivée au pouvoir après que Callaghan ait été forcé de tenir des élections. Mais c'était l'action de la classe ouvrière qui avait fait tomber Callaghan : la lutte du secteur public et des travailleurs aux plus bas salaires contre le gel procapitaliste des salaires de Callaghan. Thatcher hérita de cette attitude agressive des travailleurs du secteur public et a tenté de la contenir. Pendant tout un temps — jusqu'à la Conférence de Blackpool du *Labour Party* en 1980 —, Callaghan est resté en place comme instrument des *Tories*, en accordant une légitimité, au Parlement, à leurs tentatives d'attaques.

Mais cela n'a été obtenu qu'à un prix élevé pour le vieil appareil parlementaire du *Labour Party*. Immédiatement après la défaite électorale de mai 1979, des initiatives étaient en cours non seulement pour se débarrasser de Callaghan, mais aussi pour modifier la constitution du *Labour Party* afin de donner un plus grand contrôle sur le programme, sur l'élection du dirigeant et le choix des députés au parti tout entier et pas seulement au groupe parlementaire. Ces initiatives ne comportaient pas simplement

des conséquences « internes », mais avaient de profondes implications pour les institutions parlementaires britanniques.

L'appareil du *Labour* a été capable de jouer son rôle de soutien étroit à la classe dominante au Parlement à cause de trois éléments principaux : d'abord, le leader (3) était choisi par les députés uniquement, il choisissait ensuite le cabinet et le programme à sa guise. Deuxièmement, une fois choisis, les députés du *Labour* étaient en place à vie. Troisièmement, on ne rendait pas compte des initiatives prises au Parlement à l'exécutif national élu ou à la conférence. Ces trois éléments ont été remis en cause comme résultat direct du conflit de Callaghan avec les travailleurs les plus mal payés en 1979, à la conférence du *Labour Party* à l'automne. Le pouvoir de rédiger le Manifeste (programme électoral du parti) a été donné à l'exécutif qui était majoritairement réformiste de gauche. Les candidats devaient être redésignés à chaque élection par la section du parti. La porte a été ouverte à une division importante entre la gauche et la droite au sein du *Labour Party*.

Depuis 1979, cette division s'est élargie. A une conférence spéciale au début de cette année, l'élection du leader a été enlevée au parti parlementaire et confiée à un « collège électoral » qui reflétait la nature fédérale du parti : 40 % aux syndicats, 30 % aux partis locaux, 30 % aux députés. Depuis, l'aile droite lutte pour regrouper autour de Denis Healey, afin de renverser cette décision et de donner aux députés 50 % dans le collège. Cela rétablirait une majorité de droite garantie.

### La division du Labour

Callaghan lui-même a été forcé, contre sa volonté, de démissionner après la conférence de l'automne 1980. A cette conférence, trois votes principaux ont eu lieu. D'abord sur la politique. Le *Labour Party* est maintenant pour : le retrait du Marché commun européen, le désarmement nucléaire unilatéral, un programme extensif de travaux publics et de création d'emplois, et le contrôle strict des banques. Deuxièmement, sur la réforme du parti. Troisièmement, sur comment agir vis-à-vis de Thatcher : une rupture claire a eu lieu entre les vieux dirigeants, qui ont fait référence au « droit à un gouvernement librement élu de rester en place », et la base qui a appelé à chasser Thatcher.

Une brèche est ouverte entre l'aile gauche de l'exécutif national et l'aile droite au groupe parlementaire. Au sein du groupe parlementaire du *Labour Party*, de nouvelles divisions sont apparues. La droite s'est regroupée autour de Healey dans « *Labour Solidarity* ». La vieille gauche « *Tribune* » s'est divisée en trois : un petit groupe soutient Foot. La majorité soutient Heffer et le comité exécutif du parti. Un autre secteur soutien Tony Benn.

Que représentent ces divisions ? Elles reflètent des divergences sur les structures, le programme et la direction. Quand Callaghan a démissionné, aucune solution nette de remplacement n'a prévalu. Foot ne représente pas un

dirigeant fort avec un large soutien mais exprime une tentative d'empêcher une guerre fractionnelle généralisée. La grande majorité de la gauche à la base soutient Tony Benn, comme cela se voit chaque fois qu'il parle à une conférence. Pourtant, le « vote bloqué » de l'appareil syndical (4) empêche Benn de devenir le leader, en conséquence les partisans de Benn ont mené bataille dans les conférences syndicales, approfondissant ainsi la remise en cause des vieilles structures de domination de l'appareil. La presse de la classe dominante soutient énergiquement Denis Healey, sur le fond un vieux droitier et pas un personnage qui bouleverserait la tradition parlementaire sur laquelle s'appuie Thatcher. Healey est actuellement président du groupe parlementaire. Benn, selon les nouvelles règles du collège électoral, lui conteste ce poste. Tout le monde le comprend comme un défi à Michael Foot lui-même. Foot, même en sachant qu'il est certain du soutien du vote bloqué syndical, a lancé un appel public à Benn pour qu'il se présente contre lui comme leader. Aujourd'hui, certains syndicats soutiennent Healey, certains Benn. Les deux plus grands syndicats, celui des travailleurs des transports (TGWU) et celui des ingénieurs (AEUW), n'ont pas encore pris position. Healey a une majorité parmi les députés, Benn dans les sections locales.

La campagne elle-même approfondit la scission entre la droite et la gauche dans le *Labour Party*. Cette crise politique de la direction réformiste est un élément qui compte dans la voie à la construction d'un parti révolutionnaire en Grande-Bretagne.

### Chasser le gouvernement Thatcher

Ce qui est posé, ce n'est pas la réforme du *Labour Party*, mais la dislocation de son appareil bourgeois, le plus expérimenté au monde. C'est la crise combinée du capitalisme et son expression dans l'agonie du gouvernement *Tory*, et la volonté déterminée de la classe ouvrière de se débarrasser rapidement de ce gouvernement qui mettrait au pied du mur la direction du *Labour*. Une partie du *Labour Party* regroupée plus ou moins autour de Benn est en train d'être forcée d'exprimer indirectement et partiellement les exigences du prolétariat. Benn n'est pas un révolutionnaire, il n'est même pas un réformiste de gauche consistant. Pourtant, sa campagne ouvre des brèches que les révolutionnaires doivent exploiter. Une autre partie de l'appareil a quitté le *Labour Party* pour former un « Parti social-démocrate ».

Ainsi, 12 députés du *Labour Party* ont quitté pour former une alliance avec les vestiges du Parti libéral bourgeois. L'intention est clairement d'essayer d'empêcher qu'un gouvernement à majorité *Labour* soit élu.

En Grande-Bretagne, les éléments se disposent pour un nouveau 1974 (5), mais à un niveau qualitativement plus élevé. Déjà, non seulement la base du *Labour Party*, non seulement la base des syndicats, mais une nouvelle génération de jeunes, particulièrement les jeunes travailleurs immigrés d'Asie et d'Afrique, sont entrés sur la scène politique dans des batailles sans précédent de masse avec la police. La crise en Irlande, que tous les partis essaient d'écarter de la discussion politique, s'est ouvert un chemin dans la vie interne du *Labour Party*, forçant à une scission avec les *Tories*.

La classe ouvrière organisée et opprimée à l'initiative. Toutes les couches de la société en Grande-Bretagne savent quel est le fil qui unifie le prolétariat : la haine des *Tories*.

Le *Socialist Labour Group*, section britannique de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) », travaille autour d'une campagne centrale : chasser le gouvernement Thatcher.

George White

(2) TUC, Trade Unions Council : Confédération des syndicats britanniques.

(3) Leader : dirigeant du groupe parlementaire du *Labour Party* qui devient Premier ministre si celui-ci est majoritaire aux élections législatives.

(4) Les syndicats affiliés au *Labour Party* votent dans les congrès de celui-ci avec un nombre de mandats équivalents à leurs membres. Ce sont donc les « grands » syndicats qui font la décision. Mais les mandats du syndicat sont entre les mains de la direction de celui-ci qui en dispose souverainement. C'est ce qu'on appelle le « vote bloqué ».

(5) En 1974, la grève générale des mineurs mettait fin au gouvernement conservateur de Heath.

L'Italie de la loge P2

# La I<sup>re</sup> République se décompose

par Andrea Scarlatti et Marco Orlando

Il y a quelque temps déjà, la flegmatique revue anglaise *The Economist*, en parlant de l'Italie, lâchait la fameuse exclamation : « *Mamma mia !* » à l'occasion d'un événement qui, aujourd'hui, semblerait presque banal en comparaison du « scandale des scandales », l'affaire de la loge P2.

Toutes les institutions se sont retrouvées compromises dans les affaires les plus troubles. Le président Leone avait été suborné par la Lockheed. Il semblait donc que plus rien ne pouvait étonner en matière de corruption, quand a éclaté l'affaire de la loge Propaganda-2.

De quoi s'agit-il ? La Démocratie chrétienne (DC), qui a formé 43 gouvernements en trente-six ans (1), est impuissante à sauver le capitalisme italien de la décadence : elle n'arrive pas à imposer de défaite significative à la classe ouvrière. D'un autre côté, les travailleurs n'arrivent pas non plus à imposer l'issue révolutionnaire, le plus puissant PC d'Europe refusant de toutes ses forces de lutter pour le pouvoir. Cette combinaison de l'impuissance bourgeoise et de la trahison stalinienne fait ressembler le pouvoir italien à une vieille marmite fermée. Avec ses formes parlementaires décomposées, la I<sup>re</sup> République pourrit lentement au rythme des scandales. Ce marais vivant produit en série des tragi-comédies peuplées de monstres. La loge P2 en est un, avec son grenouillage de maffia et de bonapartisme, de finances et de projets de gouvernements forts. Un « gaullisme à l'italienne », en somme.

L'article qui suit est celui de nos correspondants Andrea Scarlatti et Marco Orlando. Les encarts sont des résumés d'informations de la rédaction.

## Loge P2 : elle fait partie du pouvoir démocrate-chrétien

Dirigée par le fasciste Lucio Gelli, la loge P2 a tissé sa toile au cours des dix dernières années, avec des industriels et des banquiers comme Sindona, de hautes personnalités militaires, des parlementaires de différents partis, des magistrats et des noms célèbres de la presse, du *Corriere della Sera* en particulier.

Elle fonctionnait selon la norme du « secours mutuel » et du « soutien inconditionnel » des francs-maçons, dans le but très précis et sans équivoque de maintenir et de renforcer le pouvoir aux mains de la DC.

C'est ainsi qu'outre des affaires financières gigantesques auxquelles le ministre de l'Économie participait allègrement, la loge P2 a rendu effective, dès le début des années 1970, la stratégie démocrate-chrétienne de la « tension ». Stratégie qui consistait à désorienter les masses au moyen d'actions terroristes.

Protégée par les sommets de l'appareil d'État, se nourrissant des secrets de cet État et bénéficiant d'un réseau d'informateurs (sélectionnés parmi les responsables des services secrets), elle a fait des ravages. Pour citer quelques exemples, il suffit de rappeler l'attentat de Piazza Fontana, le train *Italicus*, la bombe de Brescia pendant une élection syndicale, et bien d'autres crimes encore.

Loin de constituer un pouvoir isolé, opposé à celui des institutions de l'État, la loge P2 était organiquement liée au pouvoir démocrate-chrétien et à ses plans politiques et économiques. Son idéologie bonapartiste répond à un projet bourgeois que la démocratie chrétienne elle-même cherche à appliquer.

En ce sens, la loge P2, avec ses ramifications et ses crimes, n'est rien d'autre que l'autre force de la DC et de la bourgeoisie. Un visage monstrueux, qui a

exigences de la bourgeoisie. La situation s'est nettement aggravée, le nombre de chômeurs est supérieur à deux millions, l'inflation dépasse 20 %, la dette extérieure augmente. Il est vrai que, si une telle situation est le produit de la crise internationale, elle n'en a pas moins ses causes propres : la bourgeoisie italienne n'a pas connu une seule période de relance, même partielle, comme celle que l'impérialisme, à l'échelle mondiale, a réussi à se ménager en 1973-1974. La faiblesse structurelle de l'économie italienne est à la base de cette chute, et de l'absence de renouvellement industriel.

Les capitalistes, conscients de cette détérioration, de la crise profonde de leurs institutions et du fait qu'une telle situation peut conduire à la fin du contrôle du pouvoir par la démocratie chrétienne, accélèrent les rythmes de leur offensive contre les masses.

D'un côté, la bourgeoisie continue de presser le citron des vieilles institutions pourries (lesquelles bénéficient du soutien des partis ouvriers), en les utilisant contre le mouvement ouvrier (salaires, conquêtes sociales, échelle mobile, droit de grève). De l'autre, en accord avec ces mêmes partis ouvriers, elle élabore un projet d'institutions lui permettant de disposer de gouvernements plus forts, semi-bonapartistes.

Il est probable que ce projet prévoit la réforme du système parlementaire, la transformation des mécanismes électoraux, le renforcement de l'exécutif, etc. En somme, il s'agit pour la bourgeoisie de faire déceintement et démocratiquement ce que la loge P2 se proposait de faire à sa manière.

## Spadolini : la DC s'adapte

Après avoir perdu le référendum qui lui aurait permis de revenir sur la loi sur le divorce, la DC a formé un gouvernement avec Spadolini, le secrétaire du Parti républicain (parti bourgeois minoritaire). C'est la première fois que la DC renonce à la présidence du Conseil et laisse la place à un « laïc ».

Si la DC s'est maintenue aussi longtemps au pouvoir, c'est grâce à sa politique méticuleuse d'alliances interbourgeoises et à ses rapports très étroits avec les partis ouvriers. Dans le passé, elle a formé des gouvernements aussi divers que celui de Tamborini (centre-droit) en 1960, aussi bien que des gouvernements d'union nationale, comme celui formé en 1976 avec le PCI et le PSI. Aujourd'hui, avec le gouvernement de Spadolini, elle essaie de montrer qu'elle est capable de rompre avec le passé, de retrouver une certaine crédibilité et de mettre en œuvre les mutations industrielles que la bourgeoisie exige.

## Le PCI et le PSI

Ces efforts de la DC et de la bourgeoisie pour trouver une solution de

poussé pour pallier l'incapacité des institutions en crise et atteintes de paralysie de l'État italien.

## Un système fermé, sans renouvellement

Les institutions italiennes ont une incapacité presque absolue à se modifier, tant au niveau de leur personnel que dans leurs formes. Cela fait quarante ans, sous toutes les combinaisons possibles et dans une instabilité permanente, que la Démocratie chrétienne gouverne. Il y a identité totale entre le parti et l'appareil d'État. Ses hommes occupent les postes clés, non pas en vertu de leurs capacités ou de leur prestige, mais grâce au système de la « clientèle », la vieille recette des « copains et des coquins ».

A la différence d'autres démocraties bourgeoises, dont le renouvellement et la vitalité des institutions sont garantis au moyen de l'alternance des partis, en Italie, il n'y a pas de solution de rechange. En cette période de crise économique, cela a affaibli les institutions de l'État dans le rôle qu'elles doivent jouer au service de l'exploitation capitaliste. De plus, la scandaleuse et envahissante corruption a été favorisée. Et, pour aggraver encore la situation, le Parlement italien, élu à la proportionnelle, contrôle directement le gouvernement. Un nombre réduit de parlementaires « indisciplinés » peut ainsi le faire tomber à tout moment, à l'occasion d'un vote secret sur une loi. C'est du reste ce qui s'est produit 45 fois dans la période d'après-guerre.

## La crise économique

Le pouvoir démocrate-chrétien a pu continuer à fonctionner avec ses formes parlementaires tant que la crise économique n'exerçait pas de trop fortes pressions, à la différence d'aujourd'hui. Mais il s'avère maintenant inadapté aux

## Lucio Gelly

# Bonapartisme et maffia

La liste des 953 membres de la Loge P2 comprend, entre autres « serveurs » de l'État, 3 ministres, 3 sous-secrétaires d'État et 23 parlementaires de la coalition officielle (DC, PSI, Libéraux, Républicains).

Quand le PS a annoncé qu'il allait prendre des mesures contre ses membres affiliés à la loge P2, il lui fallut dès lors remplacer le responsable de son propre groupe parlementaire. De plus, parmi les 157 officiers des forces armées, on compte : 17 généraux, 9 officiers de carabiniers, 4 officiers de la garde des Finances, 4 officiers de l'aéronautique et 8 amiraux. Plusieurs d'entre eux se sont mis en disponibilité. Notamment le chef d'état-major de la Défense, la principale personnalité militaire italienne, le chef des services secrets et le commandant de la Garde des Finances qui dirige 43 000 personnes. Sont également présents à l'appel 7 importantes personnalités de la banque privée.

Lucio Gelli, tel est le nom du vénérable maître de la loge actuellement en fuite. Né en 1919, il s'engage dans le corps que Mussolini envoie en Espagne en 1936. Plus tard, il assure la liaison pour le commandement italo-allemand. Après l'Armistice, Gelli reste avec les troupes fascistes de la République de Salò. Après une période obscure, il réapparaît comme directeur de la société Giole et administrateur de la Socram, des fournisseurs de tissus qui compte parmi ses clients le gouvernement roumain. Gelli est aussi l'ami intime de Lopez Rega, le fondateur de la célèbre AAA d'Argentine. Aussi est-il nommé en 1973 conseiller de l'ambassade d'Argentine. Un jour, le train *Italicus* explose. L'enquête effleure Lucio Gelli. Il s'en sort cependant bien, « démontrant » qu'il n'a rien à voir avec ces poseurs de dynamite. Il déclare pourtant à cette époque adhérer au projet de transformation de l'Italie en République présidentielle, un premier démantèlement de la République parlementaire. Son projet comprend également la suppression de l'immunité parlementaire, la réforme de la justice, de plus grands pouvoirs accordés aux forces de l'ordre, une suspension de deux ans de l'activité syndicale et la réforme complète de la Constitution.

rechange à la crise des institutions ne peuvent éventuellement aboutir qu'au prix d'une collaboration totale des partis ouvriers à ce projet.

Malheureusement, le rôle joué par le socialiste Pertini à la présidence et l'« efficacité » du PCI dans les administrations communales ne sont pas utilisés par ces organisations pour démontrer la nécessité d'un gouvernement des partis ouvriers, mais, à l'inverse, pour défendre la crédibilité des institutions actuelles et leur « assainissement ». Du fait de sa place dans le mouvement ouvrier, le PCI a joué un rôle très important au service de la bourgeoisie. Au cours de ces dernières années, en se refusant à combattre pour le pouvoir, il a favorisé le maintien de la I<sup>re</sup> République, malgré son pourrissement dans les mains de la DC et de ses alliés. Par ailleurs, il a grandement contribué, au moyen de sa bureaucratie syndicale, à la démolition et à la division de la classe ouvrière.

L'exemple le plus éloquent en étant l'acceptation des 23 000 licenciements chez Fiat, et son opposition résolue à la lutte des travailleurs des transports.

Les élections municipales du 21 juin, marquées par la spectaculaire progression socialiste et l'obtention de la majorité par les partis ouvriers, montrent la volonté des masses de chercher de nouvelles solutions.

Le PSI a été intégré pendant des années à la clientèle de la DC. Certains de ses dirigeants ont même fait partie de la loge P2. Ce vote du 21 juin, produit probable de l'« effet Mitterrand » et extérieur aux intentions de la direction socialiste elle-même, a un contenu clair : ouvrir, comme en France, la voie aux aspirations longtemps contenues, s'attaquer à la corruption de la DC, faire échec aux tentatives de durcissement de la bourgeoisie.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater que les travailleurs italiens cherchent à se donner un gouvernement de leurs partis.

(1) La DC a participé au premier gouvernement formé après la chute de Mussolini, le 25 juillet 1943. Entre 1945 et 1953, Alcides Gasperi, la principale personnalité de la DC de l'époque, a présidé 8 gouvernements différents.

## 21 juin, une majorité pour les partis ouvriers

Les élections aux conseils municipaux du 21 juin ont été marquées par une importante progression du PS au détriment de la DC qui enregistre partout un recul.

La DC obtient 30,6 % contre 34 % aux législatives de 1979, le PS passe de 12 % à 16 % et le PC, avec un léger recul, se maintient à 30 %.

Le PS et le PC obtiennent la majorité des voix. L'« effet Mitterrand » en Italie signifie que le mouvement ouvrier et populaire, voulant en finir avec la DC corrompue, cherche une solution anti-ouvrière à la crise tout en rappelant à l'ordre le PC. L'unité PCI-PSI donnerait aux masses l'instrument dont elles ont besoin pour faire valoir leur volonté, barrer la route aux projets de durcissement de la bourgeoisie et ouvrir la voie aux solutions ouvrières.



Des travailleurs de la FIAT : 23 000 licenciements d'un seul coup.

France, après les législatives

# La bourgeoisie française va se trouver dépourvue

Cela fait à peine plus d'un mois que Giscard a été balayé par le formidable mouvement des masses qui s'est exprimé dans les élections du 10 mai, et déjà tout le paysage politique est bouleversé.

Une Assemblée nationale a été élue le 21 juin. Elle dominée par une majorité absolue historique de députés des partis ouvriers PS et PCF.

Loin de décroître, la vague du 26 avril et du 10 mai s'est encore enflée pour déferler aux législatives dans des proportions encore jamais observées dans ce pays.

Le capital, ses partis, on eu beau tout essayer pour chercher à limiter l'ampleur du désastre, rien n'y a fait. Il est vrai qu'au lendemain de la défaite qu'ils ont subie le 10 mai, les partis bourgeois UDF et RPR, encore ultra-majoritaires à l'Assemblée, ont semblé se disloquer sous le coup en une nébuleuse, chacun cherchant à rejeter sur l'autre la responsabilité de la défaite.

Il a fallu que le Centre national du patronat français (CNPF) rappelle brutalement, le 12 mai, à la représentation politique du capital qu'elle était là pour servir les intérêts politiques des patrons. Le CNPF a tapé sur la table, contraint en une journée les dirigeants battus des partis bourgeois à signer un accord. L'Union pour une nouvelle majorité (UNM) était constituée, elle battait le rappel pour essayer d'éviter la catastrophe. Disposant de fonds colossaux, elle se fixait un objectif : discréditer le nouveau gouvernement, faire reporter sur lui les responsabilités des conséquences du sabotage organisé par les capitalistes et les banquiers. Il fallait à tout prix essayer de stopper le basculement qui avait commencé des couches moyennes du côté du PS. Tous les épouvantails y sont passés.

## La bourgeoisie dépourvue de représentation politique

Mais voilà, le résultat obtenu a été à l'inverse du résultat cherché. Le mouvement du 10 mai s'est encore accentué, infligeant une seconde et lourde défaite aux capitalistes et à tous les partis bourgeois. L'Union pour la démocratie française (UDF, giscardienne) et le Rassemblement pour la République (RPR, gaulliste) ne pourront pas survivre longtemps, comme partis, à cette deuxième débâcle. Une chose est désormais certaine : l'existence de ces partis aux caractéristiques bien particulières, déterminés et façonnés par la place qu'ils occupaient dans tous les rouages de l'appareil d'Etat en tant qu'hommes des présidents de la V<sup>e</sup> République qui se sont succédé jusqu'ici, est scellée.

La composition de l'Assemblée telle qu'elle est sortie des élections obligera à

renoncer ceux qui espéraient encore pouvoir faire d'une « opposition parlementaire » un pôle de regroupement politique pour les forces de la bourgeoisie.

La bourgeoisie française va se trouver momentanément dépourvue d'une représentation politique dans laquelle elle puisse se reconnaître. Dans une première étape, elle va être politiquement désorientée. Mais il est vrai que, même si cela ne lui facilite pas le travail immédiatement, cela ne l'empêchera pas, comme classe dominante, de se battre par tous les moyens pour se remettre dans les meilleurs délais en position de reconquérir le contrôle direct de l'Etat.

La bourgeoisie française vient de subir une sévère défaite, mais elle a décidé de combattre ; elle devra inéluctablement structurer dans un tout autre esprit le dispositif politique qu'elle n'a pas encore et qu'elle doit se donner.

Pour défendre leurs profits, pour protéger le système de la propriété privée des moyens de production, les capitalistes et les banquiers ne peuvent avoir d'autres plans, dans la situation de crise actuelle, que d'appliquer, en les aggravant encore, ceux que Giscard-Barre ont mis au point : dizaines de milliers de licenciements, hausse des prix...

Ces plans exigent une réduction massive du niveau de vie des masses de ce pays, une régression générale dans leurs conditions d'existence dans tous les domaines.

Pour espérer appliquer de tels plans, il faut affronter et défaire les masses, il faut disposer d'un outil pour cela, il faut un Etat et un gouvernement faits pour cela.

Or, c'est l'inverse qui vient de se pas-

ser. C'est le candidat socialiste qui a été élu à la présidence de la République. Et à l'Assemblée, c'est un raz de marée. Les socialistes ont la majorité absolue à eux seuls. Les principales figures de l'ancien gouvernement, ceux qui ont laissé leurs noms aux lois réactionnaires promulguées avant le 10 mai, ont été spectaculairement battus et renvoyés dans leurs foyers. Des ministres de premier rang ont été écrasés par des candidats inconnus désignés par les fédérations du Parti socialiste...

Engager la bataille pour effacer la victoire du 10 mai et du 21 juin dans les mémoires et dans la vie est une exigence pour la bourgeoisie française. Ne disposant pas des moyens politiques pour tenter une épreuve de force dans la situation présente, son plan de bataille passera donc par le sabotage organisé, la spéculation, la fuite des capitaux à grande échelle, pour étrangler le nouveau pouvoir, pour essayer de le discréditer auprès des masses en provoquant dépôts de bilan en série, licenciements par dizaines de milliers, hausse effrénée des prix, et chercher ainsi à le déstabiliser.

Mais, dans le même temps, le sabotage, la provocation contre les conditions d'existence des masses vont à coup sûr, dans les conditions marquées par le sentiment chez les travailleurs d'avoir remporté une victoire grandiose, constituer un facteur politique de mobilisation intense.

## Treize années de lutte

Incontestablement, un tournant historique vient de se produire en France.

Les forces qui se sont mises en mouvement dans les profondeurs de la société ne pourront se satisfaire d'une situation où, Giscard battu, Mitterrand et un nouveau pouvoir installés, elles demeureraient, après cette première victoire contre le capital, plus que jamais exposées aux coups répétés de la contre-offensive capitaliste.

D'autant plus que ce mouvement qui vient de déferler puise son énergie, sa détermination et son expérience dans l'intense maturation qui a eu lieu de 1968 à aujourd'hui. La grève générale de mai-juin 1968, trahie par les dirigeants du mouvement ouvrier, n'a pu venir à bout de De Gaulle et de la V<sup>e</sup> République, mais elle a néanmoins ébranlé profondément tout l'édifice politique.

La V<sup>e</sup> République n'a survécu que grâce à l'appui qu'elle a reçu des dirigeants ouvriers, en tête desquels les dirigeants staliniens du PCF ont dû jouer un rôle central du fait de leur influence prépondérante sur de vastes secteurs de la classe ouvrière.

Durant ces treize années, les tentatives faites pour centraliser l'action de classe (sur le terrain direct de la lutte des classes) au niveau de la question du pouvoir n'ont jamais cessé. Toutes ces tentatives se sont heurtées à la politique des appareils, des staliniens en première ligne, qui ont réussi à disloquer chacune de ces tentatives. Mais toutes ces batailles n'ont pas été vaines, elles ont contribué à éduquer la méfiance des travailleurs à l'égard des appareils et à leur donner confiance dans leurs propres forces organisées, comme y ont contribué les combats menés contre la division orchestrée spectaculairement par le Parti communiste français (PCF), depuis 1977, sur le terrain des élections pour tenter d'empêcher les masses de se saisir de ce terrain pour balayer Giscard.

C'est tout cela qui s'est rassemblé en un seul mouvement le 26 avril, qui a infligé une défaite à la politique de Marchais et, le 10 mai, a réussi à chasser Giscard. Ce sont ces forces qui sont au travail aujourd'hui.

## Pourquoi des ministres communistes

Entre ces forces et la contre-offensive du capital, il y aura inéluctablement une explication générale. Manifestement, la crainte gagne tous ces états-majors : « Il suffirait de peu de choses pour que cet immense mouvement reprenne sa marche spectaculaire. »

La décision prise le 23 juin de faire entrer dans le deuxième gouvernement Mauroy quatre ministres du PCF tient-elle à autre chose ? Un mois à peine après le 10 mai, un gouvernement de type front populaire est constitué en France.

On ne peut s'empêcher de se souvenir qu'en 1936, le PCF avait jugé préférable de « soutenir » le gouvernement Blum sans y entrer. Thorez soutenait en effet de toutes ses forces le gouvernement Blum, gouvernement de collaboration de classes, mais, officiellement, il se tenait à l'écart, de façon à ne pas porter ouvertement aux yeux des masses la responsabilité de la politique impuissante d'un tel gouvernement face au capital.

Les dirigeants du PCF ne sont entrés au gouvernement que dans les années 1946-1947. Au sortir de la guerre, l'Etat était complètement démantelé, une situation à caractère quasiment insurrectionnel menaçait de s'installer : il « fallait » d'abord désarmer les divers groupes de travailleurs, commencer à rétablir l'autorité de l'Etat sous la houlette de De Gaulle. Les dirigeants du PCF ont estimé que la situation était telle qu'ils ne pourraient y contribuer de façon décisive sans prendre ouvertement, nettement, la responsabilité de participer au gouvernement à la reconstruction de l'Etat.

Faut-il, aujourd'hui, que l'ordre bourgeois soit à nouveau bien prêt de se rompre pour que, préventivement (pourrions-nous dire), il soit à nouveau fait appel à la participation de ministres PCF. En effet, il aura fallu de la part de Mitterrand faire le choix de risquer d'affronter la vive désapprobation des USA ainsi que des milieux financiers internationaux.

deux d'entre eux ont été élus : Paddy Agnew et Kieran Doherty, l'un des grévistes de la faim.

Un troisième prisonnier, candidat à Sligo, n'a manqué son élection que de 300 voix, en raison de la présentation dans sa circonscription d'un élément notoirement lié au Parti communiste irlandais sous l'étiquette de « socialiste indépendant ».

Ce succès des candidats républicains démontre une fois de plus que les travailleurs des villes et des campagnes sont, au Nord comme au Sud, prêts à se mobiliser pour défendre ceux qui combattent pour l'indépendance et l'unité de l'Irlande et sacrifient aujourd'hui leur vie pour défendre la légitimité de ce combat. De même, on voit là confirmé que cette campagne électorale aurait été encore plus efficace si, comme le proposait la LWR (Ligue pour une République des travailleurs, section irlandaise de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) », des prisonniers avaient été présentés dans toutes les circonscriptions.

A Dublin, où aucun prisonnier n'était candidat, le camarade Paddy Healy, l'un des responsables de la LWR, s'est présenté en accord avec le Comité national contre les Blocs H, comme « syndicaliste contre les Blocs H » (il est secrétaire du Comité syndical contre les Blocs H de Dublin). Ses revendications étaient celles fixées par ce Comité national : soutien aux revendications des prisonniers, expulsion de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, halte aux négociations de Haughey — le Premier ministre d'Irlande du Sud — et de Thatcher, retrait des troupes irlandaises de la frontière.

Paddy Healy a obtenu 3,4% des voix, devançant ainsi deux des représentants du Labour Party.

P. W.



L'OCI unifiée en campagne : « Prolonger la victoire du 10 mai. »

# d'une représentation politique

par Marc Lacaze

Il aura fallu aux dirigeants du PCF signer une déclaration, comme condition à l'entrée au gouvernement de ministres de leur parti, qui apparaîtra aux yeux de tous comme une capitulation du PCF devant les conditions du PS.

Personne n'imagine que, de la part de Mitterrand, cette décision puisse constituer un acte de « reconnaissance » à l'égard du PCF pour avoir, le 28 avril, appelé à voter pour lui.

Mitterrand sait que Marchais a tout fait pour l'empêcher de battre Giscard aux élections. Il sait dans quelles conditions Marchais s'est rallié le 28 avril, il sait que c'est après s'être vu infliger par les masses une défaite historique le 26 avril, où 1 500 000 électeurs traditionnels du PCF ont voté Mitterrand dès le premier tour. Mitterrand ne se méprend pas sur le fait que le PCF a, à nouveau aux législatives, été sanctionné par le vote des masses pour la politique qu'il a impulsée pendant des années.

Mitterrand sait que les masses reconnaissent son gouvernement comme leur gouvernement, qu'il bénéficie d'un appui populaire considérable. Mais, précisément, il et assez lucide pour comprendre que, parce que les travailleurs reconnaissent son gouvernement comme le leur, les capitalistes, eux, ne peuvent considérer le gouvernement Mitterrand-Mauroy comme le leur.

Mitterrand et son gouvernement ne se prononcent pas pour l'expropriation du capital, ils tenteront donc l'impossible : concilier les principaux intérêts et les principales institutions de la bourgeoisie avec les demandes faites par les masses.

Il ne s'en heurtera pas moins pour cela à l'hostilité déclarée, acharnée, de la bourgeoisie, qui n'aura de cesse que dans la reconquête totale de son pouvoir d'Etat directement entre ses mains.

Mitterrand sait d'une certaine façon à quelle hostilité déclarée il va se heurter dans les prochains mois. Et, parce qu'il est ce qu'il est politiquement, il ne com-



Le gouvernement nommé par Mitterrand possède à sa tête un socialiste — Pierre Mauroy. Il est constitué de 30 ministres et de 8 secrétaires d'Etat socialistes, de 4 ministres communistes et de 2 ministres et d'un secrétaire d'Etat membres de partis bourgeois. Comme on peut le voir, il s'agit d'un gouvernement de Front populaire.

prend pas la véritable nature de l'acharnement avec lequel les capitalistes, les banquiers, aidés des hauts fonctionnaires de l'Etat, vont se déchaîner contre lui pour le faire disparaître, vont se déchaîner pour frapper les masses laborieuses.

Mitterrand, dans ce rapport-là, n'a pas pour autant à l'avance renoncé à se défendre, et donc à prendre des mesures contre l'offensive déclenchée par le capital.

Mais, parce que Mitterrand est Mitterrand, il cherchera essentiellement à combattre en tentant par tous les moyens de dissuader le capital de provoquer directement les masses et leur réaction, en cherchant à montrer aux capitalistes qu'il est le seul — disposant du soutien des masses — en mesure de gouverner, de maintenir l'ordre et d'empêcher la collision. C'est pour cela que Mitterrand, qui apprécie à sa manière la gravité de la situation, a voulu éviter d'affaiblir sa tentative en

n'associant pas, dès le début, le PCF au gouvernement. Le protocole d'accord signé avec le PCF stipule précisément que la « solidarité gouvernementale » s'étend aux entreprises.

## La crise croissante du PCF

Pour le PCF, battu le 26 avril, deux fois lourdement sanctionné aux élections, la signature de ce protocole a dû provoquer de vifs remous à tous les niveaux. Les dirigeants du PCF ont

pourtant signé. Comme avant le 26 avril, c'est le point de vue de la politique internationale (c'est-à-dire les besoins de la bureaucratie stalinienne du Kremlin) qui priment. Avant le 26 avril, la défense du statu quo et de l'ordre en Europe, c'était Giscard. Après le 10 mai, c'est Mitterrand, parce que c'est Mitterrand qui est au pouvoir. Et, quelles que soient les difficultés que les décisions des dirigeants du PCF occasionneront dans leur parti, c'est cela qui l'emporte. Si donc, aujourd'hui, l'analyse est telle que la défense de l'ordre bourgeois exige, du fait de l'instabilité de la situation, de jouer le jeu de la participation au gouvernement, il y aura participation.

Mais, en faisant cela, les dirigeants du PCF créent une situation où un conflit va nécessairement surgir à tous les niveaux de la CGT, qui ne peut sans crise en son sein se résoudre à la politique de solidarité gouvernementale signée par les dirigeants du PCF.

Le PCF, en faisant le pas qu'il a fait, va brûler une nouvelle cartouche aux yeux des masses. Il pourra difficilement jouer le rôle que le PCP a joué au Portugal, ou bien même celui qu'il a joué en France en 1936 ; il pourra difficilement se démarquer à gauche et, de cette façon, il aura les plus grandes difficultés à réussir à dresser une nouvelle ligne de défense de l'Etat au cas où...

La crise au sein du PCF ne peut que s'accroître ; son influence au sein des masses ne peut que se heurter à de nouvelles difficultés. La crise des relations du PCF avec les masses va se développer, favoriser les conditions de dégelage de la voie pour la classe ouvrière.

Une situation nouvelle s'ouvre. Le capital va combattre et saboter... de façon à déstabiliser le gouvernement. Les masses, renforcées par leur victoire du 10 mai et du 21 juin, vont se trouver exposées directement aux coups de cette contre-offensive. Les capitalistes et les banquiers, en usant des droits que leur donne la propriété privée des moyens de production, en s'appuyant sur leurs commis dans l'appareil d'Etat pour organiser leur entreprise de déstabilisation, vont eux-mêmes pousser les travailleurs à chercher à sortir du cadre de la propriété privée des moyens de production, à détruire les institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République pour déjouer l'opération engagée contre le gouvernement et se mettre à l'abri des coups. A l'échelle de toute la classe ouvrière, une disponibilité rarement connue encore s'ouvre à la politique de construction du parti révolutionnaire.

Olif Gunter

## Après 71 ans de « paix sociale », la lutte a atteint la Suède

En 1976, les trois partis bourgeois coalisés (Conservateur, du Centre et Libéral) ont pu gagner les élections après 44 ans de gouvernements sociaux-démocrates.

Ils se sont alors lancés dans une violente offensive contre le niveau de vie populaire. Entre 1977 et 1980, les travailleurs ont perdu l'équivalent d'un salaire mensuel par an, ont pâti de coupes sombres dans les services sociaux et le chômage a augmenté.

Lors des négociations annuelles de 1980, le mécontentement a obligé la centrale ouvrière (LO) à durcir sa position et à repousser la prétention des patrons (SAF) de geler les salaires. La LO a déclaré un blocage sur les heures supplémentaires. La SAF a répondu par un lock-out affectant 700 000 travailleurs mais LO a eu le dernier mot grâce à une grève de 100 000 ouvriers qui a permis d'obtenir une augmentation de 7 %.

Répetons que cela s'est passé en Suède où cela fait 71 ans qu'il n'y avait pas eu de conflits comparables. Trois générations de Suédois ont ainsi assisté pour la première fois à une grève importante. Le « modèle suédois » a reçu un coup si fort qu'aujourd'hui vacille l'édifice de collaboration de classe et de stabilité politique que la social-démocratie a contribué à construire dans l'après-guerre.

### Les tensions s'aiguisent

Le patronat et le gouvernement n'ont pas pu cacher leur ressentiment face à la victoire ouvrière. Leurs secteurs les plus agressifs ont entamé une campagne qui rendait le niveau de vie des travailleurs responsable de la perte de compétitivité de l'industrie nationale. Ils soutiennent qu'il faut le réduire de 25 % « si la

Suède veut conserver une chance au niveau international ».

Ce qui signifie que pour préserver ses bénéfices, la bourgeoisie impérialiste a besoin de baisser brutalement les dépenses de l'Etat et de mettre en œuvre un sévère plan d'exploitation des masses.

Le gouvernement s'est avancé dans cette direction, pouvant ainsi récupérer indirectement ce que les ouvriers avaient gagné par la grève. On a augmenté de 2 % l'impôt sur la circulation des marchandises tandis que l'inflation s'est élevée à 13 %. En décembre, on a adopté un train de mesures économiques qui visaient à diminuer le déficit budgétaire, avec d'amples réductions de l'enveloppe des communes, ce qui a notamment signifié un blocage de la construction des garderies. Au printemps, un nouveau programme d'austérité s'en est pris aux remboursements de la Sécurité sociale. On a ensuite supprimé toute subvention aux produits de base ce qui a provoqué leur hausse de 40 % cette année.

Tandis qu'il s'attaquait ainsi au mouvement ouvrier, le gouvernement a adopté différentes mesures favorables à la bourgeoisie telles que la baisse des impôts sur les actions capitalistes ou la protection de la « rationalisation » industrielle, ce qui a provoqué la fermeture d'entreprises et le chômage.

Cette situation a approfondi le mécontentement ouvrier. Il y a aujourd'hui en Suède de nombreuses luttes, une radicalisation syndicale et une vive discussion politique. Les mobilisations contre les fermetures d'entreprises (qui suffisent à provoquer la mise au chômage de régions entières) sont une chose courante de même que les manifestations contre les mesures gou-

vernementales. Au printemps, il y a eu des conflits dans de larges secteurs des employés. Il s'agit là de quelque chose de nouveau, s'agissant à différentes reprises de couches de travailleurs privilégiés.

Ainsi, une grève des employés de banque a déclenché une campagne de calomnies de la part du gouvernement à laquelle se sont également jointes la social-démocratie et la centrale ouvrière. En réalité, celle-ci cherchait là à justifier le fait d'avoir signé — au nom de la « responsabilité sociale » — un très mauvais accord repoussé par les travailleurs des banques.

D'autre part, différents syndicats ont adopté le mot d'ordre de grève générale pour faire tomber le gouvernement bourgeois. Celui-ci avait commencé à être lancé à la fin de l'année dernière et il répond à la conscience croissante de ce que le problème ne peut se résoudre que par le biais de la lutte politique.

### Le gouvernement vacille

La polarisation générale de la société suédoise a conduit le gouvernement à une profonde crise. En mai, les libéraux et le Parti du centre qui sont au gouvernement ont passé un accord avec la social-démocratie, « trahissant » ainsi les Conservateurs. Cet accord n'était pas plus qu'une proposition commune de réforme du système des impôts mais il s'est converti en une grave crise parce qu'il exprimait une réalité plus profonde.

Les Conservateurs représentaient l'« aile dure » du capital financier, qui était porteur d'une ligne politique sévèrement anti-ouvrière. Les sondages le créditent aujourd'hui de 25 % des voix.

Les partis Libéral et Centriste, dont la base sociale est petite bourgeoisie et par-

## Guatemala

## « Les Indiens se sont armés, Dieu nous garde ! »

Pendant que le Nicaragua et le Salvador concentrent toute l'attention portée par la presse sur l'Amérique centrale, le Guatemala, lui, n'a droit qu'à de petites notes enregistrant les assassinats qui, depuis des années, font partie de la vie quotidienne de ce pays.

Cependant, il devient chaque jour plus difficile aux agences de presse de donner une image fragmentée de la réalité centre-américaine et de masquer le fait qu'il y a au Guatemala une situation révolutionnaire, presque aussi explosive que celle du Salvador, et qui se dirige à grands pas vers la guerre civile.

« Au cours des dix dernières années, environ 25 000 Guatémaltèques ont été assassinés », peut-on lire dans le *New York Times* du 19 mai 1981. *Amnesty International*, de son côté, annonce que « près de 5 000 Guatémaltèques ont disparu ou ont été assassinés depuis que le général Romero Lucas García est arrivé à la présidence en 1978 ».

L'Armée secrète anticommuniste, selon des porte-parole du gouvernement, a revendiqué, rien que pour 1979, la mort de 3 272 « subversifs ».

Cette réalité a commencé à être connue à l'échelle internationale à la suite du massacre de 36 indigènes et métis qui avaient occupé l'ambassade d'Espagne pour protester contre les expulsions et la répression dont ils étaient victimes dans le nord du pays. Le 31 janvier 1980, le gouvernement a ordonné la liquidation de tous ceux qui occupaient l'ambassade. Cette action a provoqué un certain scandale et a fait condamner le gouvernement pour génocide par le tribunal Russel.

Cette histoire sanglante a ensuite continué et s'est même amplifiée de manière sinistre au cours des derniers mois. Quelques dépêches prises au hasard montrent l'ampleur des faits en question : « 15 mai : un prêtre guatémaltèque, Carlos Galvo Galindo, est décou-

vert assassiné dans l'église Tepcan, département de Chinaltenango. (...) Sa mort porte à 7 le nombre de prêtres assassinés dans l'année. 16 mai : 24 personnes sont découvertes assassinées dans le nord-ouest du pays, département de Quilque, essentiellement habité par des paysans et des indigènes. 1<sup>er</sup> juin : 36 personnes assassinées par un groupe armé qui a fait irruption à Ixatan, province de Huehuetenango. 16 juin : plus de cinquante morts sont découverts pendant la première semaine de juin. Nouvelle escalade de la guérilla. 13 juin : 60 familles ont mystérieusement disparu dans le département de El Peten. »

Les quatre organisations de guérilla du pays présentent également leurs « faits de guerre ». Un bulletin commun annonce qu'en 1980, elles ont réalisé 161 actions de propagande armée (occupations de villages), 344 actions de sabotage de trains et de voies de communication, 26 embuscades contre l'armée et 82 actions coordonnées. Qu'y a-t-il derrière ces chiffres ? Ne faut-il y voir qu'une répression féroce de la dictature et quelques escarmouches avec les foyers de guérilla ?

Tout indique au contraire qu'au Guatemala nous sommes en présence d'un processus de lutte des masses contre un régime qui ne peut qu'organiser des



Selon certaines estimations, 74 000 personnes ont été massacrées depuis 1954.

génocides face à l'approfondissement de la crise et la montée de la révolution en Amérique centrale. Au cœur de ce processus, symbole de son caractère profond, il y a les Indiens organisés comme jamais ils ne l'ont été auparavant, intégrés à la lutte armée.

Le lien de la population indigène avec la lutte des masses et avec les organisations de guérilla pèse d'un poids décisif. Les Indiens constituent plus de la moitié des 7,5 millions d'habitants, 59,7 % de la population totale et 80 % de la population rurale (Cf. *América indígena*, vol. 39, Mexico 1979).

### Des minorités qui font la majorité

Cette majorité a été surexploitée et opprimée pendant des siècles, expulsée de ses terres et victime de discriminations raciales ; les communautés ont été éparpillées et leurs traditions culturelles systématiquement bafouées. Contre tout cela, ils se rebellent.

Les Indiens du Guatemala sont les descendants directs des Mayas et, plus précisément, des branches Quiché, Mane, Cakchiquele et Quekchi. La

domination espagnole les a forcés à s'atomiser et a conduit à la formation de nombreuses communautés. Aujourd'hui encore, il y a 23 langues et 100 dialectes (Cf. Severo Martínez, *La patrie du Créole*, ed. Piedras 1964, Guatemala).

Au XX<sup>e</sup> siècle, dès le début de l'indépendance, la domination des propriétaires terriens et des commerçants n'a fait qu'accentuer leur dispersion, les laissant submergés par une économie rurale communautaire basée sur la culture du maïs. Les Indiens ont alors été expulsés de leurs terres, marginalisés et transformés en main-d'œuvre pour les plantations de café et de bananes.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les réformes du gouvernement nationaliste de Jacobo Arbenz ayant eu lieu, ainsi que les sanglantes contre-révolutions auxquelles on a pu assister jusqu'à aujourd'hui, s'ouvre un nouveau développement de l'économie capitaliste. Grand nombre d'indigènes se sont intégrés comme ouvriers agricoles ou travailleurs saisonniers (notamment à l'occasion des récoltes) dans les plantations de café, de coton, de canne à sucre et de bananes.

L'organe de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) écrit à ce sujet : « Le système ayant besoin d'engager une main-d'œuvre supplémentaire à l'époque des récoltes, cela a contribué à augmenter la mobilité des Indiens, qui se sont trouvés dès lors dans l'obligation de se rendre périodiquement sur les côtes. Joint à l'activité commerciale, cela a contribué à multiplier les contacts entre les différentes communautés et groupes ethniques, favorisant ainsi un rapprochement entre eux, en tant qu'Indiens. Au cours de ce processus de transformation capitaliste, les paysans indigènes sont devenus une partie de l'année des salariés, semi-prolétaires. Ce semi-prolétariat rural, qui augmente chaque année, s'élève environ à 650 000 familles indigènes. Il constitue la force de travail essentielle à l'exportation de produits agricoles, le facteur fondamental de l'économie du pays. » (Compartir n° 4, janvier 1981).

Dans un pays où le taux de chômage est de 34 %, l'Indien semi-prolétaire reste accroché à son lopin de terre, le défendant de toutes ses forces et regardant comme son unique espoir les terres abandonnées et les *latifundios* (grandes propriétés). Le développement de la grande agriculture capitaliste remet à l'ordre du jour la lutte pour la terre, provoquant ainsi de plus en plus des mobilisations de paysans indiens et des grèves d'Indiens et de métis ouvriers agricoles.

### Contre les descendants des envahisseurs et leur gouvernement

La prolétarianisation, le développement de la lutte et leur organisation permet aux communautés d'affirmer leur iden-

## Un pays de tremblements de terre et d'insurrections

Avec ses sept millions et demi d'habitants, le Guatemala possède le tiers de la population centre-américaine et du produit national brut de la région, 35 % du produit industriel et près de 40 % de la production agricole du Marché commun centre-américain. C'est également le champion de l'analphabétisme (58 % de la population), de la mortalité infantile et du montant des investissements impérialistes. Les militaires qui gouvernent depuis 1954 y ont aussi commis le plus grand nombre d'assassinats et de massacres : 74 000 morts selon certaines estimations.

### La « révolution d'octobre »

Le processus politique actuel, en ce qui concerne le régime comme les luttes des masses, est directement lié à ce que l'on a appelé la « révolution d'octobre » de 1944, ainsi qu'à son écrasement en 1954.

La « révolution d'octobre », conduite par le gouvernement de *Juan Jacobo Arbenz*, a représenté l'une des expressions les plus importantes du nationalisme bourgeois en Amérique latine, et adopté un ensemble de réformes contre la vieille structure oligarchique. La plus importante en a été le décret de réforme agraire. Par l'intermédiaire de cette réforme, les grandes propriétés ont été touchées et l'*United Fruit*, la grande compagnie bananière, a en particulier été menacée.

En accord avec un secteur de militaires « patriotes » et avec la participation d'un détachement spécial de mercenaires recrutés dans différents pays centre-américains, la CIA s'est chargée d'organiser le soulèvement contre-révolutionnaire et l'intervention impérialiste. La ville de Guatemala et les principaux centres de la résistance ont été bombardés. La base militaire du canal de Panama leur a servi de centre d'opérations. C'est ainsi qu'a commencé la période des dictatures terroristes qui s'est prolongée jusqu'à aujourd'hui.

### Vingt ans de guérillas

Le Guatemala n'a pas seulement connu depuis lors la répression, mais aussi une lutte permanente contre les dictatures. L'actuelle réapparition

de la guérilla est intimement liée aux guérillas qu'ont commandées Turcios Lima et Yon Sosa dans les années 1960. Ces dirigeants faisaient partie d'un groupe d'officiers de l'armée qui avait tenté un coup d'Etat en 1960 et qui ne se sont ensuite pas rendus dans le cadre de l'amnistie offerte par la dictature de Ydigoras Fuentes. La guérilla qu'ils dirigeaient (les *Forces armées rebelles* et le *Mouvement révolutionnaire 13 novembre*) était parvenue à atteindre une réelle importance.

Les FAR comme le MR-13 se sont radicalisés sous l'influence de la révolution cubaine. Yon Sosa a même eu à une certaine époque une liaison directe avec le posadisme.

La défaite infligée aux FAR a eu une conséquence fondamentale sur la politique du PGT, qui a non seulement laissé la guérilla sans soutien, mais a impulsé un programme de confiance dans les militaires et les bourgeois « patriotes ». Le PGT a appelé à appuyer Mendez Montenegro qui avait offert une amnistie. Mendez a été élu président, et c'est sous son gouvernement qu'a été organisée l'« opération Guatemala » (1966-1968), avec l'ingérence directe des conseillers militaires yankees. Les guérillas ont été écrasées et leurs principaux dirigeants assassinés.

Malgré leurs liens avec des secteurs importants de la paysannerie et leur intime liaison à la résistance qui a suivi la défaite d'Arbenz, ces guérillas n'avaient pas réussi à se mettre à la tête d'un mouvement de masse, ni à faire rejoindre leurs rangs à un secteur significatif de la population. La réapparition de la guérilla au début des années 1970 s'alimente directement de cette expérience. Aucun pays d'Amérique centrale n'a connu de processus politiques similaires, mais, avant la victoire sur Somoza au Nicaragua, aucun non plus n'avait vécu des événements si profonds que le Guatemala. C'est pour cela que le prolétariat, les étudiants, les intellectuels, les paysans, ont un haut niveau politique. La situation actuelle se nourrit de toute cette expérience accumulée. C'est un pays de tremblements de terre et d'insurrections.

C.-G. P.



tité indigène. La lutte pour la terre, les revendications ouvrières et la rébellion indigène s'unissent progressivement autour d'une volonté de résistance à la dictature.

« Pour en finir avec les maux imposés par les descendants des envahisseurs et leur gouvernement, précise la Déclaration d'Iximché de février 1980, nous devons lutter dans l'unité (...), nous devons renforcer l'union et la solidarité entre indigènes pauvres, étant donné que la solidarité du mouvement populaire avec la lutte indigène a été scellée dans le sang à l'ambassade d'Espagne. Le sacrifice de ces vies nous rapproche plus que jamais d'une nouvelle société, de la nouvelle aube indienne (...). Nous luttons pour que notre peuple indien en tant que tel puisse développer sa culture écrasée par des envahisseurs criminels, pour une économie juste qui ne connaisse pas d'exploiteurs, pour que la terre soit commune, comme du temps de nos pères, pour un peuple sans discriminations, pour la fin de toute répression, de toute torture, assassinat et massacre, pour mettre fin aux enlèvements pour l'embrigadement militaire, pour que nous ayons tous le même droit au travail, pour que nous ne soyons plus utilisés comme curiosités de tourisme, pour la juste distribution de nos richesses... » (Alai, 13 mars 1981).

### Le Nicaragua ouvre une nouvelle étape

A la suite de la victoire sandiniste sur la dictature de Somoza, la lutte populaire au Guatemala, et en son sein la lutte des indigènes, a progressé de façon sensible. Le Nicaragua ne signifie pas seulement une modification radicale du système de domination impérialiste dans cette région, il constitue de plus un catalyseur des luttes qui, au Guatemala, se développaient depuis plus longtemps encore.

Selon Guillermo Toriello G., ex-chancelier du gouvernement d'Arbenz, le processus de réorganisation des masses remonte à 1973, année qui connut de grandes mobilisations d'enseignants et d'étudiants, suivies par de puissantes grèves ouvrières contre le gouvernement. C'est à cette époque que se constitua le Comité national d'unité syndicale. Un représentant des groupes chrétiens de base (lors d'une interview publiée par Alai du 5 juin 1981) souligne l'importance de la formation d'un Comité d'unité paysanne (CUC), en 1978, organisation clef qui donne une dimension nationale à la lutte dans les campagnes.

Dans ce même journal, il explique « la résurrection de la guérilla (...) et spécialement de l'Armée de guérilla des pauvres, en 1975 ; l'effort pour rompre ce grand problème que constitue la division ethnique et faire qu'un mouvement révolutionnaire avec une perspective nationale soit rejoint par un important groupe d'indigènes... ».

Depuis 1976, de grandes mobilisations de masse ont eu lieu. La répression gouvernementale et l'activité des bandes fascistes se renforçaient, mais également la lutte et l'organisation populaire. Il y a eu d'importantes manifestations telle que « la marche de 100 000 mineurs d'Ixtahuacan à travers l'Altiplano et jusqu'à Ciudad de Guatemala. De même la manifestation de protestation contre le "massacre de Panzos" », en mai 1978 (Alai, 5 juin 1981).

Après la chute de Somoza, deux événements indiquent qu'un saut qualitatif se produit : la grève de la Zafra, en février-mars 1980, comptant avec la participation de plus de 60 000 ouvriers agricoles, et l'extension de la guérilla.

Le phénomène-clé étant la participation à cette mobilisation de la population indigène. Cela signifie clairement que le soulèvement contre la dictature mobilise les couches les plus arriérées de la population et atteint une dimension nationale.

### Les organisations de guérilla

Selon Manuel Ocampo de la Paz, chercheur à l'université nationale autonome de Mexico, « l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) et l'Organisation du peuple en armes (ORPA) ont offert une alternative aux revendications des paysans indigènes, proposant une plateforme qui les oriente dans leur lutte pour une transformation réelle de leur situation ; et cela a été essentiel pour leur intégration massive à la lutte révolutionnaire. »

Les communiqués de l'EGP indiquent l'existence d'unités de combat constituées d'indigènes de Quiché et de Huehuentanango. « Les guérilleros indigènes tiennent également des mee-

tings dans tout le Nord et l'Ouest du pays, en mane, jacalteco, aguateco, quekchi, cakchiquel et en d'autres dialectes encore. »

Le document connu sous le nom de *Dissent paper*, élaboré par d'anciens membres du Département d'Etat, souligne cette relation qui existe entre la guérilla et la population indigène : « Il y a une amélioration significative dans la capacité militaire des forces de la guérilla au Guatemala. Leur prestige et leurs adeptes parmi les paysans indigènes, comme au sein des classes moyennes urbaines a déjà fait l'objet d'une large documentation. »

Les colonnes de la guérilla peuvent compter sur près de 2 000 combattants armés qui s'affrontent à une armée de 18 000 hommes et à des bandes paramilitaires qui prétendent regrouper 3 000 membres actifs. Ce qui permet à la guérilla de multiplier ses forces, ce sont ses innombrables liens qu'elle possède avec la population rurale et le développement des organisations de masse.

Le Front populaire du 31 janvier, formé au début de cette année, comprend différentes organisations nationales de paysans, d'étudiants et de villageois. Dès son apparition, ce front se propose de « balayer Lucas du gouvernement ainsi que les forces militaires, économiques et politiques qui le soutiennent, et instaurer un gouvernement révolutionnaire, populaire et démocratique. » Le FP-31 janvier affirme son soutien au « processus révolutionnaire qui se développe avec l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le Parti guatémaltèque du travail (PGT) et affirme que l'unité de ces organisations constitue sans aucun doute l'avant-garde indispensable de la révolution guatémaltèque. »

Les directions de la guérilla sont, comme au Salvador ou au Nicaragua, des directions nationalistes petites bourgeoises, fortement influencées par Cuba. Mais ces organisations ont néanmoins réussi à exprimer les aspirations des indigènes et la haine de la dictature.

Le PGT, parti stalinien, s'est proclamé, depuis le début des années 1970, organisation politico-militaire et jouit d'une certaine influence dans le mouvement syndical et au sein de la petite bourgeoisie des villes.

### Une guerre de guérilla de masse

Au Guatemala, il s'agit de ce que les *Thèses*, approuvées par la Conférence mondiale, désignent comme une guérilla de masse. « Face aux méthodes utilisées par la contre-révolution, et face aux victoires que celle-ci a rencontrées, la guerre de guérilla peut apparaître comme l'une des expressions de la nécessité du mouvement de masses de se défendre en utilisant les mêmes méthodes violentes. »

« Les actions de guérilla et autres formes de lutte armée qui affrontent ainsi les gouvernements pro-impérialistes et les dictatures et font pleinement partie du mouvement révolutionnaire des opprimés, prennent ainsi un caractère massif et prolétarien. »

C'est le fruit de leur dynamique de classe et des forces sociales qu'elles expriment, car, par leurs objectifs et leur programme, les directions guérillistes, quant à elles, ont toujours été front-populistes. »

Avec la guerre de guérilla de masse, la lutte prend une dynamique qui affronte l'appareil militaire du régime et, par là, un pilier de l'Etat bourgeois. Une telle perspective est à l'ordre du jour au Guatemala et dans toute l'Amérique centrale. L'impérialisme sait parfaitement que ce qui frappe à sa porte, ce n'est pas une petite rébellion, mais la menace même de la révolution prolétarienne.

Alan Keler, correspondant du *New York Times* remarque justement que « ce qui a alarmé les Guatémaltèques conservateurs c'est que les colonnes de la guérilla ne soient pas seulement constituées par les classes moyennes. Soudain, les Indiens aussi parlent d'armes et se mettent à suivre les rebelles (...) Ces derniers mois, des milliers de soldats ont été envoyés dans les montagnes pour tenter d'écraser la subversion. Le gouvernement a même eu recours aux bombardements aériens des populations indigènes suspectées de soutenir la guérilla (...) mais les méthodes violentes de l'armée (...) ne font qu'alimenter la colère et l'indignation des Indiens, amenant ainsi la guérilla à jouer le rôle de sauveur. Comme le disait un homme d'affaires : Personne n'a jamais pu organiser les Indiens, mais si quelqu'un y arrive... Que Dieu nous garde ! »

Camilo Gonzalez



Le pillage et l'exploitation des indigènes les a poussés à la lutte.

## Reagan :

# Armer et embellir Romeo Lucas

L'ampleur de la lutte contre la dictature a amené l'impérialisme à s'occuper tout particulièrement du Guatemala. Déjà, pendant la campagne électorale aux Etats-Unis avaient été dénoncés les liens étroits tissés entre les secteurs les plus réactionnaires du Guatemala et Reagan. Quand ce dernier s'installa à la présidence, étaient, entre autres, présents Mario Sandoval Alarcon, dirigeant du Mouvement de libération nationale (MLN) qui dit disposer d'une armée expérimentée et forte de 3 000 hommes, et le colonel Carlos Arana Osorio, ex-dictateur, fondateur du Mouvement anticommuniste nationaliste organisé (MANO).

La volonté de Reagan de renforcer militairement l'armée guatémaltèque était évidente dès les premiers jours. En accord avec tous les plans impérialistes, l'armée de ce pays est considérée comme une pièce essentielle dans cette région du monde. Il s'agit, en effet, de l'une des armées les mieux équipées et ayant une grande expérience de la guerre anti-insurrectionnelle. Elle est activement intervenue à la frontière au moment de la fameuse « offensive finale », en janvier dernier, engagée au Salvador par le FMLN et qui s'est soldée par un échec. Quand Reagan s'est trouvé bloqué dans son élan par l'embargo sur les armes imposé en 1977 par l'administration Carter pour « violation des droits de l'homme », ce détail n'a pas empêché le régime de Lucas Garcia de se fournir par d'autres canaux : Israël, France, Argentine, etc. Pendant ce temps, Reagan travaille au rétablissement d'un type de relation plus direct et plus efficace. C'est ainsi que V. Walter, envoyé spécial du département d'Etat au Guate-

mala et au Honduras a récemment fait savoir : « Le Guatemala est un pays ami » menacé par « la subversion », se déclarant partisan de la reprise de l'aide militaire (*Barricada* du 17 mai 1981). Ces déclarations étaient effectuées au moment même où Reagan engageait une puissante campagne pour la levée des sanctions. De son côté, Romeo Lucas a fait son entrée sur scène en dénonçant un « plan communiste » récemment découvert, dirigé depuis Moscou, La Havane et le Nicaragua. En même temps, John Bushnell, secrétaire par intérim des affaires inter-américaines, exposait devant la commission des relations extérieures des Etats-Unis la nécessité d'une aide militaire américaine pour faire face au danger d'une insurrection « organisée par le réseau communiste mondial ». (*Barricada* du 20 mai 1981). A travers cette ligne de soutien au régime guatémaltèque, le gouvernement américain cherche à préparer les conditions qui lui permettront de vaincre la résistance de l'opposition parlementaire. C'est la raison pour laquelle il fait pression sur Romeo Lucas afin que celui-ci diminue un peu le nombre de massacres organisés dans son pays. Comme l'a déclaré un porte-parole du Département d'Etat : « Les Etats-Unis veulent coopérer avec le Guatemala, mais cela continue de dépendre de certains changements intérieurs à ce pays. » (*Barricada* du 30 mai 1981).

### Washington veut une dictature « responsable » et stable

Le règlement que cherche Reagan ne répond pas uniquement aux exigences de la situation internationale. Il cherche

aussi à compenser l'isolement de la dictature à l'intérieur même du pays. La démocratie chrétienne qui, au Salvador, a joué son rôle de paravent des militaires, n'a pas, au Guatemala, la marge suffisante pour le faire. Plus de 90 dirigeants du PDC ont été assassinés au cours des derniers mois. Une telle situation a amené le docteur Aristides, secrétaire général de l'Organisation démocrate-chrétienne d'Amérique à déclarer : « Au Salvador, la violence est exercée par les marxistes de la guérilla et par les bandes d'extrême-droite (...), tous ayant intérêt à empêcher la réalisation des transformations révolutionnaires du gouvernement de Napoleon Duarte. Mais, au Guatemala, la violence, c'est le gouvernement qui l'exerce. » (*Centre America al dia*, Bruxelles, mai 1981).

C'est dans ces conditions que Reagan cherche à renforcer militairement le régime, tout en exerçant une pression sur les militaires pour qu'ils s'appuient sur les forces politiques de la bourgeoisie et essayent d'élargir ses bases, et cela afin de contenir la montée révolutionnaire des masses.

Les élections convoquées pour le mois de mars 1982 s'inscrivent dans cette perspective. Mais les contradictions politiques évoluent très rapidement vers leurs extrêmes, et les marges de manœuvres électorales du régime sont pour ainsi dire nulles.

La farce électorale a déjà été dénoncée par différents secteurs et, entre autres, par le Parti socialiste démocratique et par le Front démocratique contre la répression (FDCR).

C.-G. P.

## Signal d'alarme en Argentine

## La dictature à bout de souffle

Orgueil de dictateur ou myopie politique ? Peut-être les deux à la fois. Toujours est-il que Viola s'est rendu au stade de Rosario Central où jouait la sélection nationale de foot-ball ; il est venu tenter d'y exploiter une fois de plus l'orgueil patriotique du championnat du monde. Au moment où il se penchait à la tribune d'honneur, un fracas immense est monté des gradins, suivi de milliers de sifflements.

La poignée de militaires, d'amis, de gardes du corps qui l'entouraient s'efforça de réveiller les réflexes nationalistes en criant « Argentina ! Argentina ! » Mais leurs quelques voix furent noyées par une immense clameur : « Augmentation de salaires ! Nous voulons manger ! »

Le discrédit de la dictature est total. Les exigences concernant les disparus et les prisonniers politiques montent de toute part, en même temps que l'indignation qu'a causée le dernier assassinat, celui du militant socialiste Horacio Castro. Plus encore, le pays connaît actuellement une vague de grèves et d'occupations d'usines, certaines d'entre elles se terminant victorieusement.

Il y a deux semaines, un millier d'ouvriers ont manifesté dans le centre de Buenos Aires, et une journée nationale de protestation est convoquée pour les prochains jours.

Telle est la première réponse du mouvement ouvrier aux mesures économiques qui provoquent l'éclatement du marché financier, une inflation dans l'inflation et plus de chômage encore.

La résistance s'amplifie. Sous sa pression, le front des militaires se fissure de toute part et les relations se tendent avec la bourgeoisie. Un clignotant rouge vient de s'allumer, le signal d'alarme du régime instauré en 1976.

## Un navire qui prend l'eau

Viola est arrivé il y a trois mois au pouvoir avec une équipe qui, en plus des officiers et des généraux aux postes clés, comprend un éventail de civils, représentant en seconde main les secteurs économiques, les partis bourgeois et impérialistes. Il a confié 90 % des postes administratifs de province aux politiciens conservateurs, indépendants et radicaux (de l'Union civique radicale, le plus ancien parti libéral). Il n'a accordé aucun poste aux péronistes, mais a néanmoins ménagé quelques éloges à leur égard et engagé des négociations en vue de la libération de l'ex-présidente, Isabel Peron (1).

Munie de cette « cuirasse », et tout en appelant à l'unité nationale, la dictature a pu commencer sa longue marche vers l'« ouverture », phénomène conçu comme un long processus, un horizon sans date.

Pendant ce temps, les hommes de l'équipe sortante du général Videla se sont lancés dans la formation d'un parti officialiste, espérant récupérer quelques secteurs des partis traditionnels à travers un projet incertain et compliqué de recomposition politique.

Le navire de Viola a donc levé l'ancre, troué en deux endroits. D'une part, la Junte de commandants a exprimé publiquement ses divergences avec le président, ce président qu'elle avait elle-même désigné après de difficiles négociations, acceptant même que la totalité des pouvoirs soient concentrés dans ses mains. D'autre part, la très grave situation économique constituait d'emblée une véritable voie d'eau, rendant encore plus difficile la flottaison de ce bateau, produit de l'unité nationale bonapartiste.

## Une situation économique inextricable

Cinq années de dictature militaire, avec un peuple enchaîné, ont introduit de grands changements dans l'économie et la société. Les monopoles financiers, principalement les monopoles américains, ont acquis au cours de cette période un poids économique jamais atteint dans le passé. Un plan systématique, appliqué par Videla-Martinez de Hoz, a démantelé l'industrie constituée grâce à des années de fort protectionnisme. La brutale amputation des salaires qui a d'autant réduit le marché intérieur, les taux bancaires qui atteignent 100 %, ont diminué la masse d'argent en circulation et enfin, l'avalanche de produits importés a été l'instrument de cette liquidation.

La parité avec le dollar, maintenue artificiellement très bas, favorisait les importations commerciales et empêchait toute exportation industrielle. Elle gênait également les exportateurs agricoles, ne favorisant que l'économie de spéculation.

Au début de l'année, les réserves économiques ont chuté à une vitesse vertigineuse et le déficit commercial s'est élevé à 2,5 milliards de dollars. Entre janvier

1980 et mars 1981, le produit industriel brut a diminué de plus de 8 %, bien que ce recul ait été compensé par la croissance de la production agricole.

Ces grands changements ont provoqué un déplacement social. La main-d'œuvre employée dans l'industrie est tombée de 37 % à 30 % de la population active (2). Un bond en avant du chômage était inévitable. Il ne s'était pas produit plus tôt car ces centaines de milliers d'ouvriers étaient en partie absorbés par les services tertiaires et l'économie improductive en général.

Dans l'ensemble, on peut dire que l'économie argentine se trouvait face à sa crise la plus grave à l'intérieur même des traits inhérents à un système semi-colonial. C'était la conclusion logique d'une orientation qui s'était fixée comme but d'éliminer socialement, politiquement et syndicalement le poids du mouvement ouvrier, et même du populisme bourgeois qu'elle alimentait sur le plan politique. En agissant ainsi, les militaires en sont arrivés au seul résultat possible : remettre le pays entre les mains des monopoles financiers.

## La vieille marmite explose

Viola, comme homme servant d'introduction à ce « processus », se proposait de ne rien changer qui soit fondamental. Il allait seulement faire quelques concessions indispensables à son projet d'ouverture. Mais son désir de satisfaire un peu tout le monde a eu un effet paradoxal : chacun a commencé à tirer la couverture à soi, et le mouvement est descendu dans la rue, reprenant le combat.

Voici quelques faits cités par les dépêches d'agences : « Buenos Aires, 23 juin. Une dévaluation de 14 %, la quatrième de l'année, vient de jeter un nouveau discrédit sur l'équipe économique (...). C'est la quatrième fois en moins de quatre-vingt dix jours qu'une dévaluation importante du peso (est décidée), quarante-huit ou quatre-vingt douze heures après que le gouvernement ait annoncé qu'il ne le ferait pas (...). Il s'agit d'une indication supplémentaire de l'impuissance du gouvernement de Viola à faire face à la difficile situation économique, et la majorité des analyses des journaux de la capitale laissent entrevoir, depuis quelque temps déjà, un prochain remplacement, sinon du général Viola, du moins de cinq ministres de son équipe gouvernementale. »

En accordant la dévaluation du peso, qui constitue l'une des plus importantes revendications de la bourgeoisie que la dictature avait toujours refusée, les vanes viennent de s'ouvrir. Au milieu de la frénésie spéculative provoquée par cette mesure (3), tous les secteurs de la société sortent en réclamant ce qui leur revient.

La puissante Union industrielle argentine a immédiatement exigé des mesures complémentaires, telles que l'arrêt des importations, le financement des dettes des entreprises et la baisse des intérêts bancaires que le gouvernement s'était obstiné à élever jusqu'à 150 %.

Les industriels de Cordoba ont assorti leurs exigences d'un passage à la protestation publique, en organisant une coupure totale de courant.

Pendant ce temps, les industriels continuaient de licencier leur personnel, créant ainsi un grave problème social qui a rapidement débouché sur des grèves et des occupations d'usines. De leur côté, les producteurs agricoles, ceux qui étaient supposés bénéficier directement de la dévaluation du peso, n'ont pas non plus fait preuve d'un grand enthousiasme. Un sondage de leurs opinions, publié le 27 mai par *La Nacion*, l'organe qui exprime traditionnellement les intérêts de l'oligarchie des éleveurs et des producteurs agricoles, peut être synthétisé ainsi : « Il s'agirait moins d'adopter des mesures plus ou moins économiques que de prendre des décisions politiques qui rendraient la confiance dans le processus. »

Pendant ce temps, le gouvernement demandait du temps : « Le décollage de l'économie se produira avec de grandes semailles et de grandes récoltes, qui nous donneront les dollars nécessaires à toute l'économie. » (D' Luis Perazzo, président de la Junte nationale du grain, cité par *La Nacion*, 7 mai 1981.) Trois grandes récoltes précédentes n'avaient pas donné « les dollars nécessaires à toute l'économie » ; ils avaient au contraire été répartis inégalement, entièrement au profit des monopoles finan-

cialistes. Quand le gouvernement se demandait s'il allait recevoir ou non les « Mères de la Place de Mai » pour leur répondre sur la question des disparus, le général Galtieri, chef de l'armée, a déclaré que Viola était l'un des six militaires responsables, à ce moment-là, du sort des séquestrés. Le président n'a pas reçu les mères. Cette déclaration de guerre a continué sans cesse. Galtieri lui-même a confirmé la décision prise d'éviter un saut dans l'inconnu et de continuer à garder les urnes sous protection. Il appela de ses vœux une « refonte politique préalable à tout transfert de pouvoir ».

Du côté de l'armée de l'air, on a fait savoir officiellement que le processus durerait aussi longtemps qu'il serait nécessaire, et que le véritable pouvoir était la Junte et le resterait, pour ne pas dépendre de « contingences personnelles ». Finalement, l'armée, dans sa déclaration du 13 juin, a introduit une nuance. Tout en rappelant que la Junte constitue le pouvoir suprême, elle a ajouté : « Le gouvernement doit atteindre ses objectifs dans un délai que nous ne pouvons considérer comme indéfini. » Du coup, les rumeurs d'un putsch dans le putsch redoublaient. Viola était secoué de tous les côtés, et ses hommes s'engageaient dans une grande polémique avec ceux de Videla sur la question de savoir s'ils étaient ou non les continuateurs de la politique

Les partis politiques bourgeois collaborent avec le régime militaire depuis cinq ans, tout comme les bureaucraties syndicales péroniste et stalinienne, qui survivent en mille morceaux. Tous ont salué l'arrivée de Viola au pouvoir. Deolindo Felipe Bittel, chef actuel du mouvement péroniste, a déclaré : « Le général Viola s'est adressé au pays à travers un discours qui tranche avec le ton orgueilleux de ses prédécesseurs, et cela ouvre une perspective favorable pour le peuple argentin. » (*Clarín*, 4 avril 1981.)

De leur côté, le Kremlin et le PC argentin ont également apporté leur soutien. L'agence Tass a accueilli Viola en le présentant comme l'homme qui s'oppose « à ceux qui voudraient instaurer en Argentine un régime dictatorial et répressif » (*idem*, 29 mars 1981) (6). Au mois de mars, quand les Mères de la Place de Mai recueillaient des signatures pour la réapparition des disparus, le PCA s'était opposé à leur initiative et avait lancé une autre pétition s'adressant au gouvernement afin que celui-ci publie la liste des disparus, c'est-à-dire ni plus ni moins que ce que le gouvernement s'était engagé à faire aux Etats-Unis. Soutenues par les socialistes, les mères ont levé cet obstacle et obtenu la prise de position de certaines de personnalités nationales.

L'attitude du PCA à cette occasion constitue comme un concentré de toute sa politique : il s'est également opposé à la grève dans les banques le 26 février et à celle du journal *Cronica*. A l'université, il propose d'accepter le budget de l'enseignement et de discuter avec les autorités de son application. De plus, il s'oppose à des élections, en déclarant que « personne d'un peu sensé ne les réclamerait pour demain (...). Il faut réaliser une convention nationale démocratique qui se manifeste politiquement dans un gouvernement civilo-militaire. »

Telle est, pratiquement sans exception, la ligne collaborationniste de la bourgeoisie et de la bureaucratie (7). Le 10 juin, en plein éclatement de la crise économique, alors que les conflits sociaux et les rumeurs diverses se concentraient contre la dictature, le ministre de l'Intérieur, le général Horacio Liendo, a effectué la constatation suivante : « Je dirais que, précisément ces jours derniers, où les organes de presse ont été soumis à certaines pressions et informations, les deux secteurs qui ont le plus fait preuve de prudence et de tranquillité sont les secteurs politiques et syndicaux. » (*La Nacion*, sélection hebdomadaire, 15 juin 1981.)

Mais les contradictions sociales et l'imprécision gouvernementale, comme par exemple l'annonce que le prochain président serait un militaire, ont amené ce front à prendre des mesures de pression directe.

Un regroupement des bureaucrates syndicaux péronistes les plus traditionnels s'est constitué sous le sigle CGT — nom de la centrale ouvrière dissoute par les militaires — et a imposé, le 16 juin, le retrait du dirigeant ouvrier Baldassini, collaborationniste bien connu, de son poste de délégué remplaçant au conseil d'administration de l'OIT.

Un jour plus tard, la direction du syndicat des travailleurs de la construction automobile, adhérente de la CGT, a convoqué les travailleurs devant son local, à six cents mètres de la Casa Rosada, siège du gouvernement. Le rassemblement n'a eu qu'un succès partiel, étant donné que le syndicat de Ford, la plus importante entreprise de cette branche, n'y appelait pas. Cependant, le fait que plus de 1 000 ouvriers se soient rassemblés dans les rues du centre de la capitale pour protester est devenu un événement politique de portée internationale quand ils ont été massivement arrêtés. La résistance ouvrière venait de descendre dans la rue.

L'autre nouvelle importante est sans aucun doute constituée par la convocation prochaine d'une réunion de plusieurs partis et secteurs, essentiellement à l'initiative des péronistes et des radicaux. Cette réunion se tiendrait le 9 juillet aurait pour objet d'élaborer un document réunissant les principales



La dictature militaire : quand des revendications apparaissent et débordent le gouvernement, on voit bien qu'elle a des pieds d'argile.

ciers. Et Viola, ainsi que le ministre Sigaut, ne garantissaient pas que cette fois ce serait différent (4).

D'un autre côté, l'effet immédiat de la dévaluation, qui fut d'arracher une nouvelle masse de plus-value aux travailleurs, n'a pas contenté la bourgeoisie. D'un côté, cela va gêner encore plus le marché intérieur et, de l'autre, provoquer la vague de grèves (5).

## Le régime se fissure

La vague de revendications sociales a eu des effets politiques immédiats, aussi bien sur le front militaire que sur ses alliés bourgeois et bureaucraties.

économique. Dans ces conditions, le président a décidé de reculer : il a démenti toute hostilité à l'égard de Videla et déclaré publiquement qu'à son avis, le prochain président serait militaire. De plus, il a repoussé d'un mois les réunions officielles prévues avec les partis politiques. Le général Galtieri a alors scellé la paix en affirmant : « Viola est un bon président. »

## Les partis et la bureaucratie font pression

Ce replâtrage n'a pas grand-chose à voir avec la réalité. L'orage s'est alors déplacé vers les partis.

revendications économiques et démocratiques-politiques de la bourgeoisie.

Ceux qui en sont à l'initiative prennent le soin de préciser qu'ils n'ont pas l'intention de constituer un pôle civil, mais qu'ils prétendent seulement obtenir l'adhésion des militaires, afin de trouver une issue commune.

Mis à part le fait que leur orientation n'a pas changé et qu'ils refusent de rompre avec la dictature, le fait est qu'ils ont été plus que jamais obligés d'exercer une pression. Il faut citer, dans le cadre de cette pression, l'annonce par la bureaucratie syndicale de l'organisation d'une journée nationale de protestation le 10 juillet.

L'annonce de cette réunion et de la journée du 10 juillet a provoqué des heurts importants avec le gouvernement. Des dirigeants de différents partis qui se réunissaient dans un hôtel du centre pour préparer la réunion du 9 juillet ont été arrêtés.

### La résistance prend de l'ampleur

Le samedi 13 juin, dans un stade du centre de Buenos Aires, un match de boxe plutôt médiocre avait lieu. Par une erreur des organisateurs, la communication des résultats a été retardée. L'impatience du public éclatait d'une façon peu commune et s'est poursuivie dans la rue.

*La Nación* du 15 juin 1981 commente le fait : « Il serait prudent que le gouvernement ait recours aux services des experts en évaluation des manifestations populaires, comme le font périodiquement ses organismes de renseignement, car ce qui s'est passé à Luna Park a peut-être été, en fin de compte, un avertissement, reçu à temps. » D'ailleurs, ces cinq dernières années ont été remplies d'« avertissements » de différentes natures et d'importance, mais tous révélateurs de la profonde haine engendrée par la dictature militaire.

L'impatience des secteurs paupérisés des classes moyennes, secteurs qui, il y a cinq ans, avaient fourni une base sociale aux putschistes, vient s'ajouter au sentiment de frustration de la jeunesse, réprimée et empêchée d'étudier. Le drame que vivent les Mères de la Place de Mai, l'horreur soulevée par des crimes comme l'assassinat de Horacio Castro et l'indignation provoquée par les persécutions imposées aux défenseurs des droits de l'homme, comme Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix (8), s'ajoutent à la censure qui va maintenant jusqu'à interdire un concert de Joan Baez. Tout cela vient se joindre à la résistance de la classe ouvrière, cette classe qui combat depuis le premier jour et a fait de ce gouvernement le gouvernement le plus haï de toute l'histoire de l'Argentine.

Cette haine s'est exprimée de façon souterraine, car la collaboration entre la dictature et les directions bourgeoise et bureaucratique interdisait toute autre forme. Les luttes partielles explosaient spontanément ou répondaient à un long travail développé par des directions combattives, souvent liées aux socialistes.

Ce processus commence à s'enrichir. Depuis le début de l'année, la résistance s'est étendue et approfondie. Une nouvelle direction, impulsée par des socialistes, et qui combat contre les bureaucraties péroniste et stalinienne, a réussi à organiser la grève du syndicat des banques contre des licenciements massifs dans ce secteur. Le cas de la FAE constitue un autre exemple récent d'une victoire obtenue en liaison avec une vieille direction syndicale d'opposition. Après vingt jours de lutte avec occupation, puis grève, les ouvriers de cette usine ont réussi à obtenir la réintégration des ouvriers licenciés et une augmentation de salaire.

Mercedes-Benz, avec ses 4 000 ouvriers, connaît depuis une semaine une grève contre des licenciements. La grève se poursuit en dépit d'une déclaration du gouvernement la décrétant illé-



Plusieurs centaines de travailleurs, jeunes, démocrates, se sont rassemblés vendredi 26 juin à 18 h 30 devant l'ambassade d'Argentine en France, à l'appel du Groupe de travail pour l'amnistie, de l'UNEF indépendante et démocratique, de la Libre pensée, du URP CGT-FO, de l'OCI unifiée, du Syndicat des psychologues, du Comité international contre la répression, pour exiger que toute la lumière soit faite sur l'assassinat d'Horacio Castro, militant socialiste et syndicaliste argentin (cf. *Correspondance internationale*, juin 1981). Tandis que travailleurs, jeunes et démocrates rassemblés scandaient : « Châtiment des assassins d'Horacio

Castro ! » « A bas la junte assassine ! » « Réapparition des détenus disparus ! », une délégation représentative des organisations ayant appelé au rassemblement s'est rendue auprès de l'ambassadeur d'Argentine en France.

Ce dernier étant « absent », la délégation a transmis au personnel de l'ambassade l'exigence formulée par l'ensemble des participants que justice soit rendue à Horacio Castro. De nombreux militants argentins en exil participaient à la manifestation. Parmi eux, une forte délégation du PST, rassemblée derrière une banderole de ce parti.

M<sup>e</sup> Françoise Cotta — avocate, adhérente du Comité international contre la répression — devait conclure le rassemblement en revenant sur les dernières mobilisations de la classe ouvrière d'Argentine et sur la signification de l'assassinat d'Horacio Castro. Elle appelait à poursuivre le combat unitaire afin que les assassins d'Horacio Castro soient châtiés, combat inséparable de la lutte pour la réapparition en vie de toutes les détenus incarcérés dans les prisons de la dictature. (Sur la photo, des banderoles de l'OCI unifiée et du PST. Au premier plan, l'écrivain Julie Cortazar, l'un des organisateurs de ce rassemblement.)

gale. Chez Perkins, est apparue au cours d'une grève la première « soupe populaire » de cette étape (9), organisée par les femmes des ouvriers.

La crise qui envahit le régime militaire donne de nouvelles possibilités à la résistance ouvrière. La bourgeoisie et la bureaucratie sont disposées à ne pas rompre avec les militaires, afin d'éviter des explosions comme les *cordobazos* (10). Cette expérience les a marquées au fer rouge. Elles sont néanmoins obligées d'exercer des pressions chaque fois un peu plus fortes, qui rendent possibles les luttes. Cela pourrait être le cas avec la journée nationale de protestation du 10 juillet.

La crise du régime se résume aujourd'hui en une contradiction fondamentale : les militaires craignent que les quelques décorations démocratiques qu'ils se donnent et l'entrebaillement des portes sur la vie politique ne facilitent le débordement de ces digues par les masses. A l'inverse, les politiciens bourgeois et la bureaucratie craignent que, si l'ouverture n'a pas lieu, une explosion ne la précède.

La solution ne tardera pas à se faire connaître, car il ne s'agit déjà plus d'une discussion théorique : la résistance est un facteur actif de premier plan. L'immobilisme militaire, tout comme l'ouverture bourgeoise, sont confrontés à la résistance des masses, comme une pointe aiguisée et bien plantée par laquelle la crise pénètre.

Le rythme politique argentin dépend maintenant en grande partie des délais dans lesquels la résistance ouvrière construira sa direction révolutionnaire et utilisera les contradictions pour s'orienter vers des combats plus larges, vers la grève générale.

Hernan Cuello

(1) Reflet de la crise du régime, la question de la libération d'Isabel Peron est extrêmement compliquée et pleine de rebondissements, reflets de la crise du régime. Alors qu'il semblait que la chose était imminente, il fut décidé arbitrairement qu'elle serait jugée une seconde fois pour la même accusation. Actuellement, un avocat de la défense affirme qu'elle sera prochainement mise en liberté. Pilar Franco, la sœur du dictateur espa-

gnol, amie de la famille Peron, vient d'arriver à Buenos Aires et a déclaré qu'elle venait chercher l'ex-présidente pour rentrer avec elle en Espagne. Ce qui confirmerait que ces longues négociations sont sur le point de se conclure.

(2) Certaines branches industrielles ont été particulièrement démantelées. Le syndicat du textile estime qu'il y avait 125 000 ouvriers dans cette branche en 1976 et qu'il n'en reste plus que 69 000 en 1981.

(3) Le vent de folie qui s'est emparé des milieux spéculateurs fait s'agglutiner tous ces messieurs devant les tableaux des maisons de change et dans les marchés parallèles. Le dollar dépasse maintenant 7 000 pesos. Une transaction très courante : « Le décalage entre la montée du dollar coté en pesos et les autres devises étrangères a amené les Bourses à effectuer des opérations triangulaires. Cela consiste, par exemple, à acheter des dollars à Rio de Janeiro à 107 cruzeiros le dollar et à les revendre sur le marché local à 115 cruzeiros. » (*Clarín*, 27 juin 1981).

(4) Sigaut est considéré comme un proche de Martinez de Hoz et l'ami des cercles financiers internationaux, essentiellement américains. Un télex de l'agence ANSA du 27 juin le confirme : « Pendant l'année 1981, l'Argentine connaîtra une croissance zéro, selon les experts financiers de Washington, des organismes internationaux de crédit et des milieux privés. La dévaluation du peso et les autres mesures récemment adoptées sont suivies avec intérêt, mais sans grande préoccupation, car les experts considèrent que l'économie argentine est fondamentalement saine (...). L'actuel gouvernement argentin est, par ailleurs, considéré comme plus souple que le précédent. On cite en exemple la gestion du sous-secrétaire des Finances, qui réussit à libérer les moyens nécessaires à la construction du barrage de Yacireta que la Banque mondiale n'avait pas voulu financer (...). La banque considèrerait que l'Argentine devait modifier sa politique des prix (...). Le sous-secrétaire Lamoriz accepta ce critère. Récemment, le Wall Street Journal a laissé entendre que les jours de Sigaut

étaient comptés (...). Certains pensent qu'il faudrait lui donner la possibilité et le temps de commencer à faire fonctionner ses plans. Mais on observe que dans l'entourage de Sigaut, il y a quelqu'un qui pourrait être le futur ministre de l'Economie : Krieger Vasena, ex-ministre de l'Economie du gouvernement de Juan Carlos Onganía, et bien connu à Washington pour avoir été vice-président de la Banque mondiale. »

(5) La dévaluation a provoqué 20 % d'inflation en mai, celle de juin n'est pas encore chiffrée, ce qui vient s'ajouter à l'inflation déjà existante : près de 90%. *La Nación* du 7 juin 1981 estime : « Une baisse d'un peu plus de 30 % des salaires calculés en dollars. »

(6) C'est un fait connu de tous que l'URSS est devenue le principal importateur de produits agricoles argentins. Et cela continue après que l'URSS et les Etats-Unis aient normalisé leurs relations commerciales, après que Reagan ait levé l'embargo mis en place par Carter. L'URSS et l'Argentine ont signé un accord d'achat du grain pour quatre ans.

Mis à part le droit de l'URSS à négocier avec qui bon lui semble, le but politique de la défense de la dictature militaire est indéniable (tout comme dans le cas de la dictature brésilienne et de celle de Garcia Meza en Bolivie). Le président de Ford Motors Argentine, Juan Maria Courard, a déclaré que la compagnie « a la possibilité de commencer à exporter des unités vers le marché de l'Union soviétique ». (*La Nación*, 15 juin 1981). S'agissant d'automobiles parmi les plus chères du monde, aux prix argentins, une opération de ce genre ne peut s'expliquer sans le cadre d'excellentes relations et de soutien politique. Soutien qui, par ailleurs, est apparu clairement dans tous les organismes internationaux dans lesquels l'URSS et Cuba se sont refusées à condamner les violations des droits de l'homme en Argentine.

(7) En Argentine, il n'y a que deux journaux d'opposition. L'un d'eux est le *Buenos Aires Herald*, lié depuis longtemps aux intérêts britanniques en Argentine, qui recueille les dénon-

ciations des Mères de la Place de Mai et des victimes de la répression. L'autre journal, *La Prensa*, organe d'un secteur oligarchique, libéral, franc-maçon, ouvertement pro-américain et longtemps lié à la marine, fut le porte-parole systématique de l'anti-péronisme, et il critique aujourd'hui la dictature pour ne pas avoir réussi à éliminer le péronisme, pour négocier avec lui et pour ne pas avoir établi un Etat de droit. Un éditorialiste de *La Prensa* a été un jour attaqué, frappé et menacé de mort. Le journal a accusé le gouvernement, celui-ci lui retira la publicité officielle. Peu après, il la lui a rendue.

(8) Perez Esquivel a annoncé à Paris qu'il avait fait l'objet de menaces de mort à Buenos Aires. Le 27 juin, trois avocats du Centre d'études légales et sociales, qui étaient intervenus en faveur des prisonniers politiques, déposèrent une plainte collective contre les menaces répétées qu'ils recevaient.

(9) Les « soupes populaires » étaient servies dans la rue au début des années 1930. Elles étaient à l'époque un acte de charité à l'égard des pauvres et des chômeurs. Au début des années 1970, elles ont pris un contenu de lutte. Les ouvriers en grève organisaient des « soupes » et demandaient un soutien. Tel est actuellement le sens de la « soupe » de Perkins, Cordoba.

(10) Le *cordobazo* a été une semi-insurrection urbaine qui a éclaté dans une ville industrielle de l'intérieur du pays (Cordoba). Elle a été précédée et suivie de soulèvements semblables dans plusieurs villes. Ils étaient dirigés contre le dictateur Onganía en 1969-1970 qui, du fait de sa politique impérialiste, se refusait à toute concession démocratique. Les partis péroniste et radical, après avoir collaboré pendant des années avec la dictature, rompirent et passèrent dans l'opposition.

Dans cette situation, la bureaucratie soutint quelques luttes et appela à la grève. Le mouvement étudiant avait déjà commencé à s'affronter avec la dictature. Tout cela favorisa les *cordobazos*, qui, débordant les dirigeants et faisant éclater leurs plans, mirent à bas la dictature.

Brésil : 20 millions d'ouvriers convoqués

# Lula appelle à la grève

« Si d'ici au 1<sup>er</sup> octobre — date à laquelle plusieurs syndicats seront déjà mobilisés dans leurs luttes alarales — le gouvernement n'a pas pris en compte nos revendications, nous décréterons la grève générale dans tout le pays. J'ai la certitude que c'est cela que, dans chaque usine, les travailleurs attendent. Tous les dirigeants syndicaux doivent préparer leur branche et celui qui ne le ferait pas verra les travailleurs lui passer dessus. » Lula n'avait pas terminé sa phrase que déjà la foule l'applaudissait.

Cet appel est parti du centre prolétarien le plus concentré du Grand Sao Paulo, la région de l'ABC (1), qui avait été choisie par les syndicalistes les plus respectés et écoutés et par le Parti des travailleurs (PT) pour célébrer le 1<sup>er</sup> mai.

Ça n'a pas été une phrase de circonstance mais, au

## La résistance s'intensifie

« Nous allons travailler et nous préparer » pour le 1<sup>er</sup> octobre, a-t-on dit au cours du meeting du 1<sup>er</sup> mai. En réalité, cette préparation vient de plus loin. A la suite de la défaite des métallurgistes en 1980, le nombre de grèves a décliné de façon importante en même temps que les attaques du patronat et du gouvernement contre les intérêts les plus élémentaires des masses se faisaient de plus en plus brutales : augmentation du coût de la vie, licenciements massifs, attaques contre l'activité syndicale (2). L'absence de réponse appropriée comme les provocations n'expriment toutefois pas une

1) Santo André, Sao Bernardo, Sao Caetano, ou plus simplement l'ABC, constituent la plus importante concentration ouvrière du Grand Sao Paulo. C'est là qu'est née et qu'a atteint son plus haut niveau la montée de grèves des années 1979 et 1980, avec à sa tête les dirigeants des syndicats de la métallurgie de la région, parmi lesquels le plus prestigieux et sans aucun doute Luis Ignacio Da Silva, dit « Lula ». Lula et les autres dirigeants qui ont apparus comme tels au cours de luttes importantes (Dutra, travailleur des banques et Porto Alegre, Bittar, ouvrier du pétrole et Campinas, etc.) sont connus comme les « authentiques », à la différence des pelegos qui ne se maintiennent en place que grâce aux faveurs du gouvernement.

2) Face à la gravité de la crise économique et vivant en cela les diktats du Fonds monétaire international (FMI), une offensive généralisée a actuellement lieu contre le niveau de vie et l'emploi des masses. Durant le premier trimestre de cette année, la production industrielle de Sao Paulo a baissé de 1,5 %. Dans les villes les plus importantes, le chômage a atteint entre 5 et 10 % des travailleurs. La valeur de la vie ne fait qu'augmenter : pour acheter un kilo de pain, un kilo de viande et un litre de lait, un travailleur disposant du salaire minimum doit travailler 13 heures et 7 minutes.

## David Maximiliano libéré !

Le 8 mai dernier, les forces ouvrières et démocratiques du Brésil ont arraché une importante victoire : le tribunal militaire suprême a dû absoudre et libérer le Professeur David Maximiliano de Souza et ainsi sanctionner l'échec de la provocation montée afin de l'accuser d'être un terroriste (voir Correspondance internationale, numéro 5/6). David lui-même a expliqué les raisons de cette victoire : « Je la vois comme l'incapacité de la dictature militaire de pousser jusqu'à ses ultimes conséquences une farce qu'elle a elle-même montée et alimentée, et à laquelle elle a dû renoncer face au refus généralisé qui s'est manifesté à travers les campagnes qui se sont développées pour ma libération. Que ce soit par la signature de pétitions par des organisations ou des individus, comme par le soutien total qu'a reçu le journal *O Trabalho* — dont je suis l'un des collaborateurs — et le Parti des travailleurs, qui a tout de suite compris que cette lutte était une lutte de l'ensemble des opprimés. »

contraire, une véritable perspective de lutte. Pour le souligner, Lula, en concluant son intervention, a bien insisté : « Rappelez-vous bien cette date : le 1<sup>er</sup> octobre 1981. C'est sur cette base que nous allons travailler et nous préparer. »

Le leader des grèves historiques de la métallurgie de 1979-1980, le syndicaliste écarté de la présidence de son organisation par les militaires (cassado, cassé), le condamné au nom de la Loi de sécurité nationale pour grève subversive, Lula, était là le porte-parole de nombreux dirigeants syndicaux en proposant la grève.

Cet appel n'a pas seulement été lancé par un syndicaliste plus ou moins prestigieux. Il a été lancé par celui qui est le président du Parti des travailleurs. Une importante illustration du rôle immense et complexe que commence à jouer au Brésil la construction du PT.

démoralisation ou un recul, mais une compréhension pratique de ce que derrière le patronat se trouve tout de la dictature, et que, pour gagner, il fallait mieux se préparer et centraliser de meilleure manière la lutte.

A la mi-avril, la résistance active est répartie de la plus importante usine de toute l'Amérique latine, Volkswagen, qui regroupe presque 40 000 salariés. Là, la bourgeoisie prétendait obtenir une victoire exemplaire : après avoir imposé 5 000 licenciements au début de l'année, elle prétendait faire « volontairement » accepter aux ouvriers la réduction de leur temps de travail ainsi que de leurs salaires en échange de quoi on ne procéderait pas à de nouveaux licenciements. Les travailleurs, lors d'un référendum qui a constitué un test pour l'ensemble du prolétariat, ont nettement dit non. L'écho en a été immédiat.

A Rio de Janeiro, l'assemblée des travailleurs de la FIAT a décidé de lancer une grève illimitée et d'occuper leur entreprise, en exigeant la réintégration de 250 licenciés comme garantie de la stabilisation de leur emploi à tous. Et cette grève a vu l'incorporation par les ouvriers de nouvelles méthodes de lutte. Elle a été organisée et dirigée par la

Commission d'usine qui consultait la base, en brisant le contrôle et le sabotage du syndicat officiel. On a constitué des commissions regroupant les licenciés et recherché la solidarité. Le dirigeant du Comité de grève a déclaré : « Nous ne suspendrons le mouvement que si la solidarité est un échec. »

Les journaux *O Trabalho* et *Convergence socialiste* (soutenus par les militants marxistes révolutionnaires qui travaillent à la construction du Parti des travailleurs) ont titré leurs éditions respectives : *La Fiat est un exemple* et *La Fiat ouvre la voie*.

## Un levier pour la réorganisation et l'unification contre la dictature

Par ses effectifs — les travailleurs de la ville sont plus de 20 000 000 — comme par sa très haute concentration et l'incidence déterminante qu'il a dans la vie économique du pays, le prolétariat brésilien dispose d'un potentiel sans comparaison dans le reste du continent. Mais son expérience syndicale et sa capacité à soutenir une résistance organisée sont bien moindres que celles des prolétariats bolivien, argentin ou chi-

lien. Au Brésil, les premiers pas vers la constitution de syndicats ou de fédérations d'audience nationale viennent à peine d'être effectués et il n'a jamais existé de véritable centrale ouvrière. La structure syndicale, subordonnée à l'Etat et construite par Getulio Vargas (3), a profondément limité le développement de l'organisation de classe et de ses méthodes de lutte. A la différence de la Bolivie ou de l'Argentine où elles sont innombrables, il n'y a jamais eu au Brésil de grève générale.

Mais le mouvement ouvrier brésilien est d'une très grande jeunesse, d'une forte combativité, et est avide de s'incorporer et d'étendre les expériences d'avant-garde en même temps qu'il possède une méfiance instinctive envers les appareils bureaucratiques et une haine à l'égard des pelegos. C'est ce qui a permis un rapide développement du syndicalisme indépendant de l'Etat et des patrons. Et c'est également ce qui a ouvert la possibilité d'une expression politique de la montée ouvrière, par le biais de la construction du Parti des travailleurs. Sur ce terrain fertile, la perspective de la grève générale peut donc s'enraciner et se développer vigoureusement, à un moment où la situation brésilienne est marquée par la crise du régime.

(3) Getulio Vargas a dirigé durant de nombreuses années un régime militaire aux caractéristiques nationalistes et populistes qui, symbolique faillite de l'impuissance du nationalisme bourgeois, l'a vu finir par se suicider. Lors de sa présence au pouvoir, il a fondé le PTB et a développé des syndicats étroitement dépendants de l'Etat, dirigés par une bureaucratie totalement corrompue, celle des pelegos, et sans véritable coordination au niveau national. Peu de temps avant le coup d'Etat militaire de 1964, a fonctionné une Confédération générale du travail qui n'a jamais représenté autre chose qu'une création bureaucratique du stalinisme et qui a disparu corps et biens.

La discussion sur la grève qui doit avoir lieu fin août au Congrès des classes travailleuses (Conclat) recèle une importance particulière. Cette réunion de dirigeants syndicaux constitue un pas sur la voie de la constitution d'une centrale ouvrière unique.

Le principal obstacle est représenté par la tenace résistance et les manœuvres bureaucratiques de la Sainte-Alliance formée par les pelegos et le Parti communiste. Ceux-ci manœuvrent et tentent de maintenir en place le régime et ses structures de contrôle syndical. Ils ont constitué un front, *Unité syndicale*, qui a gagné un terrain considérable et pris en charge l'organisation du Conclat en recourant à des méthodes antidémocratiques. Bien évidemment, après avoir mis à profit la répression déclenchée contre les « dirigeants authentiques » (Lula, Jaco Bittar, O. Dutra, etc.) et s'être appuyée sur les prébendes et les positions du « pélegisme » officialiste, cette alliance bureaucratique réactionnaire prétendra contrôler le Conclat et bloquer tout appel au combat. Les « authentiques » ont lancé un *Manifeste* qui appelle à intervenir pour empêcher cela et battre les manœuvriers. Ce qui est décisif aujourd'hui, ce serait qu'ils brandissent le drapeau de la grève générale.

## Le rôle du Parti des travailleurs

La grève générale constitue un affrontement direct avec la dictature. C'est pour cela que la possibilité de grandes victoires est étroitement liée à la construction du Parti des travailleurs et à celle des forces marxistes révolutionnaires qui en sont une composante décisive.

Le Parti des travailleurs regroupe des secteurs significatifs de l'avant-garde ouvrière. De nombreux ouvriers de base et des militants sont conscients de la



Grève de la Fiat : de nouvelles méthodes de lutte.

# générale

nécessité d'une politique indépendante des patrons et du « pélegisme ». Ce qui explique que durant les mois de relative impasse, lorsqu'il n'y avait pas de conflits et que l'activité syndicale a décliné, le mouvement vers le Parti des travailleurs a augmenté et s'est accru. La montée actuelle des luttes peut aujourd'hui renforcer encore plus sa construction.

Une bataille de la plus haute importance et dans laquelle les marxistes révolutionnaires se sont engagés est celle de la légalisation du Parti des travailleurs, pour favoriser sa constitution comme parti de masse. Selon des informations fournies par le Secrétariat national de ce parti, les conditions seraient d'ores et déjà remplies pour se voir légalisé dans 14 Etats (le minimum étant de 9), dont le plus important, celui de Sao Paulo.

Mais la bataille devra continuer parce que le Parti des travailleurs est la cible privilégiée des attaques du régime militaire et de la bourgeoisie, ainsi qu'à l'intérieur du mouvement ouvrier, des pelegos et des staliniens.

Indiscutablement, la période ouverte par les récentes luttes contre le chômage et les licenciements de même que la préparation de la grève générale du 1<sup>er</sup> octobre constitue le meilleur contexte qui puisse être à la croissance et à l'implantation du Parti des travailleurs parmi les masses de la ville et de la campagne. C'est un moment dans lequel le parti sera à chaque fois plus nécessaire pour frapper la dictature. C'est un moment décisif.

Jorge Adamastor  
et Andres Romero

Une « mission spéciale » qui a échoué

## Le régime mis à nu... ... et le PC démasqué

Le 30 avril dernier, deux agents du DOI-COI, le service de renseignements de l'armée, ont eu ce que l'on pourrait appeler un « accident du travail ». Une bombe avec laquelle ils voulaient détruire les installations de Riocentro leur a explosé entre les mains. Là-bas devait avoir lieu un show musical pour le 1<sup>er</sup> mai.

La mort du sergent et les graves blessures causées au capitaine dans le cadre de leurs fonctions terroristes se sont ainsi converties, comme il était prévisible, en un scandale politique : la crise « la plus sérieuse depuis 1968 », d'après les principaux journaux bourgeois.

Le gouvernement est resté muet tandis que les forces armées d'un côté, et les organisations populaires de l'autre, ont respectivement défendu et condamné cette action.

Le commandant du Premier corps d'armée a signalé, dans les heures qui ont suivi l'événement, que les victimes étaient en « mission spéciale ».

Cet insolent ayeu a aggravé un climat dans lequel les risques de mobilisation populaire étaient grands et où les failles et la crise du régime avaient été mises à nu. Le 5 mai dernier, le président Figueiredo s'est remis de l'espèce de paralysie linguale dont il avait été apparemment atteint et s'est livré à de confuses déclarations qui le présentaient comme la victime d'une conjuration contre son « ouverture politique ».

L'argument a aussitôt été repris à son compte par le Parti communiste qui a appelé à une réunion de partis politiques qui a eu lieu à Brasília.

Celle-ci n'avait pour but que d'empêcher la mobilisation populaire, conduisant à la même chose que Figueiredo : le gouvernement est victime de l'ultra-droite militaire. Il faut soutenir son « ouverture politique ».

Le danger de la mobilisation populaire écarté, le gouvernement pouvait respirer tranquillement. Le 11, ayant alors retrouvé le plein usage de sa langue, le président déclarait publiquement « dépassé » l'« incident ». Il a fait référence aux partis politiques qui l'avaient soutenu (1), mais il a surtout remercié les forces armées sur lesquelles il compte pour « maintenir la nation en paix ». Il n'était bien évidemment pas question d'enquêter sur le terrorisme. Figueiredo a préféré se discréditer (2) plutôt que d'avoir le moindre heurt avec ses piliers militaires. Rapidement, le PC défendait à nouveau le gouvernement. *Voz de unidade* (la Voix de l'unité) numéro 56 affirmait : « La note officielle du Palais de Planalto (siège du gouvernement) ne peut servir de prétexte à accuser l'opposition démocratique d'être tombée dans l'erreur capitale constituée par « l'illusion libérale ». Dans l'illusion sont ceux qui supposent que le pays puisse se libérer de l'arbitraire sans se valoir de toutes les alternatives politiques qu'offre le plus large éventail de forces anti-terroristes. »

En commentant cette citation, le journal *Convergence socialiste* du 21 mai signalait : « Qui a dit que le PP, le PMDB, le PTB et le PDT se sont trompés en soutenant Figueiredo ? Qui a inventé que ces vieux renards de la politique bourgeoise accordaient leur soutien au gouvernement avec l'illusion que celui-ci combattait le terrorisme ? »

Alors, messieurs les communistes, c'est là l'excuse de quelqu'un qui a vu que les travailleurs et le peuple n'ont guère apprécié cela, surtout après que Figueiredo ait dit qu'il acceptait le soutien, mais dans lequel le fondamental était déjà présent : le soutien des forces armées et des appareils répressifs sur lesquels repose le régime. »

En définitive, grâce à l'attentat de Riocentro, on n'a pas seulement découvert la responsabilité d'un secteur du régime dans le terrorisme de droite. Est également apparue la crise d'un régime dictatorial organisé sur la base de l'appareil militaro-policière qui, craignant un choc frontal avec les masses, recourt à une ornementation démocratique lui procurant la collaboration des politiciens bourgeois, des pelegos et du stalinisme.

(1) Le Parti des travailleurs a tout d'abord été rattaché à la réunion montée en soutien à Figueiredo. Mais, en définitive, il a mis les points sur les i... « La solidarité, le Pacti des travailleurs la manifeste aux nombreuses victimes de la répression et des attentats, c'est-à-dire aux travailleurs et au peuple (...). Le Parti des travailleurs est convaincu de ce que c'est seulement la mobilisation populaire la plus large et la plus ferme qui pourra en finir avec ces deux formes de violence — politique et économique — grâce auxquelles les classes gouvernementales et l'Etat exploitent les travailleurs et le peuple depuis tant d'années. » (*Nacional*, 10 mai).

(2) Une enquête a récemment établi que la moitié de la population de Rio et de Sao Paulo ne croit pas dans « l'ouverture » et que 80 % veulent des élections directes à la présidence.



Des élections dans un Etat artificiel

## Israël

# L'impasse tragique

par M. Aklouf

« Jamais depuis la création de l'Etat juif, la course au pouvoir n'aura été si pleine d'incertitudes, si riche de combinaisons politiques et si âprement disputée », écrit *Tribune juive* du 3/9 avril.

Et de fait, depuis l'ouverture de la campagne électorale en novembre 1980, jamais la lutte politique ne s'est menée avec tant de férocité entre les deux blocs politiques : la coalition du Likoud au pouvoir et le front travailliste du Maarakh.

La présentation de 36 listes pour les 120 sièges de la Knesset (parlement), le bouillonnement de la vie politique et le caractère de la campagne, marquée par la violence employée par les bandes de Begin contre les travaillistes, manifestent l'importance de l'enjeu électoral.

Mais, pour en apprécier les résultats, il faut prendre en compte le caractère artificiel de l'Etat d'Israël, produit des accords de Potsdam-Yalta, de ses institutions ainsi que son degré de dépendance envers les Etats-Unis.

Il faut en particulier souligner le trait essentiel de cette campagne à savoir l'impasse tragique où se trouvent enfermés les travailleurs et les masses juifs dans le cadre de l'Etat sioniste.

### Le triste bilan du Likoud

En 1977, le Likoud avait fait de la réforme économique son cheval de bataille.

Il fallait assainir et reconstruire l'économie du pays, en supprimant « la principale cause de l'inflation et de la hausse du coût de la vie : l'emprise de l'Etat sur l'économie » (Weizman).

Au pouvoir, Begin applique son programme (1) : attaque du secteur public, réduction massive du budget de la santé, des transports, de l'éducation, etc., ouverture aux capitaux étrangers.

Un an après, l'échec était complet : les capitaux étrangers n'ont pas afflué, la dépendance économique et financière s'est accrue, l'inflation a battu des records (132,7 % en 1980), la décomposition de la société et des institutions s'est accentuée.

Le salaire réel a diminué de 9 % en 1980 et le niveau de vie a baissé de 5,5 %, taux sans précédent dans l'histoire du pays. En revanche, les impôts perçus sur les salaires ont augmenté de 106 % en 1979 et de 159 % en 1980. La dette extérieure atteint 19,2 milliards de dollars, et la balance des paiements a accusé en 1980 un déficit de 3,832 milliards de dollars.

C'est sur le fond de cette faillite économique et en relation directe avec les pressions exercées par Carter pour imposer à Begin l'application des Accords de Camp David, débouchant sur l'Etat palestinien croupion en Cisjordanie-Gaza, que le gouvernement a explosé.

Le départ d'une demi-douzaine de ministres, dont Weizman (Défense), de Dayan (Affaires étrangères), artisans de la paix avec l'Egypte, de Tamir (justice), d'Ehrlich (Finances) a imposé la tenue d'élections anticipées.

La victoire de Reagan et les déclarations du général Haig sur les « liens privilégiés » avec Israël ont donné confiance à Begin, dont son parti, le Herout (2) domine le Likoud. Pour appliquer la politique de l'organisation terroriste qu'il dirigeait en 1948, l'Irgoun. Avec les moyens de Tsahal, l'armée régulière, et en utilisant l'appareil d'Etat et les bandes de fanatiques du Goush Emounim.

Pour empêcher que le Maarakh ne centre le débat sur les questions économiques et sociales, Begin demanda à son ministre des Finances Y. Aridor de prendre des mesures en faveur des classes moyennes laminées par l'inflation : détaxation des produits de base, crédit au logement et à la consommation. Ces « cadeaux électoraux », en contradiction avec la politique antérieure de « vérité des prix », ont mangé en deux mois le budget d'une année ; ils n'ont pas inversé la tendance à l'inflation et à la baisse réelle du pouvoir d'achat des masses, mais ont donné une impression de bien-être. Et Begin a pu agir.

Au Liban, en liaison étroite avec les phalanges de Gemayel, c'est le massacre

systematique des Palestiniens, avec la volonté à une autre étape de restructurer l'Etat libanais sous le contrôle des phalanges. C'est la recherche d'une confrontation avec la Syrie, c'est le bombardement du réacteur irakien de Tamuz.

En Cisjordanie, c'est la reprise de la politique de l'Irgoun : expropriation des terres, plasticage des maisons, répression massive, attentats contre les maires. Tout est fait pour provoquer le départ des Palestiniens. Dans cette entreprise de colonisation brutale, qui s'apparente à celle menée par Mussolini, qui offrirait les terres de Lybie aux déclassés, Begin s'appuie sur le Goush dont les bandes armées sont articulées sur l'armée tenue par le général Sharon.

La politique de Begin s'explique en dernière analyse par la putréfaction de l'Etat sioniste secrétant le fanatisme religieux, la « lumpénisation » de larges masses, le désespoir ou l'exode. Mais elle n'a été rendue possible que par suite de la crise profonde du parti travailliste.

### La décomposition du Maarakh

Depuis les années 1960, le déclin du Parti travailliste s'est poursuivi. La scission du Mapai (3) en 1965 marque le début d'une crise, camouflée en 1968 par la formation du Front travailliste, mais qui devient ouverte après la guerre de 1973.

Dans la mesure où depuis sa création l'Etat s'est structuré sur la haganah, l'armée dirigée par les socialistes, le Mapai, la Histadrout (4), l'éclatement du Parti travailliste et sa défaite en 1977, ont ouvert la crise des institutions mêmes de l'Etat sioniste que la politique de Begin a porté à son comble.

En trente ans, la base sociale du Maarakh n'a cessé de se rétrécir. Les dirigeants, maîtres de l'Etat et de la Histadrout, ont favorisé après la guerre de 1967, la création d'une couche de millionnaires, dont ils ont servi les intérêts. La corruption, l'enrichissement des cadres, pour la plupart des Ashkenases (juifs d'Europe orientale) ont progressé

(suite page 18)

# L'impasse tragique

(suite de la page 17)

vement amené la classe ouvrière et la communauté sépharade (juifs orientaux) à se détacher du Maarakh.

Mais la crise profonde du déclin des travaillistes doit être comprise en relation avec la crise de la coexistence pacifique dont Israël est un produit et la montée révolutionnaire des masses, en particulier celle du peuple palestinien.

Rejeté par de larges couches ouvrières, ébranlé par les scandales financiers qui ont éclaboussé ses dirigeants, déchiré par les luttes internes, le Maarakh a décliné.

La victoire remportée aux dernières élections de la Histadrout a été annulée par la lutte acharnée pour le contrôle du parti entre Rabin et Shimon Péres. La défaite de Rabin, le leader travailliste le plus populaire, a renforcé la méfiance envers celui que de nombreux israéliens ont surnommé, à l'instar de Nixon « Trick Shimon ».

Le flou du programme sur l'inflation, le chômage, l'absence de démarcation sur la colonisation de la Cisjordanie — même si les méthodes changent — n'ont pas soulevé l'enthousiasme des travailleurs, d'où la multiplicité des listes.

Certes, Péres se prononce pour « l'option saoudienne », c'est-à-dire pour la reprise du processus des Accords de Camp David, mais sans aller jusqu'à l'Etat palestinien, même croupion. Begin veut expulser tous les Palestiniens du Grand Israël ; Péres veut les parquer dans un « bantoustan » sous la tutelle d'Israël et de la Jordanie.

Pour l'impérialisme, il faut écraser la résistance palestinienne, parachèver les massacres d'Amman, d'Irbid (Jordanie 1970-1971) et de Tall-al-Zaatar (Liban 1976). Mais l'impérialisme sait quasi que la politique de Begin menace de déstabilisation tous les régimes féodaux bourgeois de la région, d'où le soutien apporté par Reagan et Mitterrand à Shimon Péres.

## La victoire de Begin

La réconciliation Rabin-Péres et le sursaut d'une partie de la population, consciente qu'une seconde défaite du Maarakh signifierait la fin de la « démocratie », ont permis au Maarakh de redresser sa position (49 sièges contre 32). Mais le Likoud gagne 5 sièges (48 au lieu de 43). Les trois partis religieux, alliés du Likoud, perdent 6 sièges. Les petits partis sont laminés. Le vote des « Arabes » (Palestiniens) d'Israël ne s'est porté ni sur le Parti communiste Rakah (- 20 % des voix), ni sur la liste d'autonomie arabe mais sur le Maarakh.

Une telle chambre est ingouvernable. Begin ne dispose plus des moyens politiques pour s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs et leur imposer l'austérité. Il se trouve par ailleurs affaibli face aux pressions de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne qui recherchent une solution au problème palestinien qui permette d'éviter l'effondrement de l'ensemble des régimes féodaux bourgeois du Proche-Orient. Déjà, il est question de nouvelles élections anticipées pour 1982.

M. Aklouf

(1) Il est tiré de la doctrine libérale de Milton Friedman, l'inspirateur des réformes économiques du FMI, qui, appliquées en Egypte, au Pérou, au Maroc... ont provoqué des émeutes.

(2) Le Herout (Liberté) né de l'Irgoun dissous, est dirigé par Begin. Il est opposé au socialisme d'Etat et défend l'idée du « Grand Israël ».

(3) Le Mapai (Parti des ouvriers d'Israël) se dit sioniste social-démocrate. Fondé en 1930, au pouvoir de 1948 à 1977, il adhère à l'Internationale socialiste.

(4) La Histadrout (confédération générale du travail) englobe la quasi totalité des travailleurs, dont elle protège les conditions d'existence. Mais elle contrôle aussi, à travers le secteur public, coopératif, communal, une grande partie de l'économie du pays. Jusqu'en 1977, les chefs du Parti travailliste étaient au gouvernement et à la direction de la Histadrout.



Arafat en Iran : la « diplomatie arabe » au lieu de la lutte pour les Palestiniens.

## Palestine

# Où va la direction de l'OLP ?

par R. Clément

- **1<sup>er</sup> JUIN** : « Le chef de l'état-major israélien, Raphael Eytan, déclare : « La guerre contre les terroristes palestiniens (lisez : la population civile palestinienne au Sud-Liban) ne connaîtra pas de répit, même pendant la mission Habib (l'envoyé spécial de Reagan au Proche-Orient - NDLR). La crise des missiles (qui oppose Israël et la Syrie - NDLR) et notre lutte contre le terrorisme palestinien sont sans rapport. Nos attaques se poursuivront, et elles ont pour objectif d'empêcher les terroristes d'agir, de s'organiser, de s'entraîner, de créer des bases permanentes, et d'intégrer le nouvel armement fourni par les Lybiens. » »
- **2<sup>e</sup> JUIN** : « Une escadrille israélienne de six avions bombardiers de type Phantom ont bombardé lundi à 10 h 45 GMT et pendant vingt minutes la localité d'Abou-El-Assouad à 13 kilomètres au nord de Tyr, faisant six morts et dix blessés. L'aviation israélienne a également bombardé la région d'Adloun, entre Saïda et Tyr... » »
- **4<sup>e</sup> JUIN** : « Un commando israélien a dynamité jeudi matin plusieurs habitations dans le village de Kfar Haman au Sud-Liban... » »
- **5<sup>e</sup> JUIN** : « Un groupe de soldats israéliens a pénétré vendredi à l'aube dans la localité libanaise d'Aïta-Al-Jabal où il a procédé au dynamitage d'une habitation... » »
- **11 JUIN** : « Des commandos israéliens ont pénétré jeudi à l'aube à Toulina (Sud-Liban) et dynamité une habitation avec ses occupants : 4 morts, 2 blessés... » »
- **12 JUIN** : « L'artillerie israélienne a bombardé vendredi après-midi pendant une heure la ville de Nabatiyeh... » »
- **15 JUIN** : « Israël a occupé lundi des terrains d'une superficie de 200 000 m<sup>2</sup> appartenant aux biens religieux islamiques (wakfs) à Chebaa (Sud-Liban). Les Israéliens ont détruit une mosquée et transformé le site en zone militaire... » »
- **16 JUIN** : « L'artillerie israélienne a longuement bombardé mardi soir pendant près de deux heures les localités de Qalaa et de Arnoun (Sud-Liban)... » »
- **17 JUIN** : « Une patrouille israélienne a pénétré mercredi à l'aube dans le village frontalier libanais d'Al Kantara où elle a dynamité une habitation... » »
- **19 JUIN** : « L'artillerie des milices frontalières (milices du commandant Haddad) équipées, armées et entraînées par Israël a bombardé vendredi en début d'après-midi la ville de Saïda, chef-lieu du Sud-Liban... » »

## Guerre de terreur et d'extermination

Telles sont, rapportées par les agences de presse — nous ne sommes pas remontés avant le 1<sup>er</sup> juin — les informations sur ce qu'il faut bien appeler par son nom : la guerre de terreur et d'extermination que livre l'Etat d'Israël contre la population civile palestinienne (400 000 habitants environ) réfugiée dans les villes et villages du Sud-Liban.

Cette guerre a un caractère permanent. Tirs d'artillerie, bombardements aériens, opérations de commandos se succèdent presque quotidiennement. Comme l'a souligné l'état-major de Tel-Aviv lui-même, « seule une très petite proportion de nos raids sont rendus publics ou annoncés ».

Si les opérations se sont brutalement intensifiées depuis le début du mois

d'avril, le commandement israélien n'est pas encore venu à décider ce qu'il appelle le « coup de poing final qui entraînerait l'effondrement définitif du dispositif palestinien ». Mais cette décision peut intervenir à tout moment.

Comme nous l'avons expliqué dans un précédent article de *Correspondance internationale*, l'offensive de terreur israélienne est considérablement facilitée par plusieurs facteurs : en premier lieu, la provocation conjointe à laquelle se sont livrées les milices fascistes de Gemayel (soutenues et armées par Israël) dans le secteur de Zahle (Liban-est) et le régime syrien, qui y a répondu par l'installation des missiles anti-aériens (tout en bloquant les envois de munitions qui auraient permis à la résistance palestinienne de riposter aux attaques de l'aviation israélienne) ; en second lieu, cette autre provocation que constitue l'annonce à grand renfort de communiqués de l'installation de missiles anti-aériens d'origine libyenne au Sud-Liban, servis par des « volontaires libyens » : les missiles libyens en question n'ont pas gêné, si peu que ce soit, l'activité de l'aviation israélienne, mais ils ont donné à Israël un nouveau prétexte pour intensifier ses opérations contre les villes et villages palestiniens du Sud-Liban ; en troisième lieu, l'attitude de la « gauche libanaise », dirigée par Walid Joumblatt, qui négocie actuellement à Djeddah (Arabie Saoudite) les termes d'un accord de « normalisation » de la situation au Liban, sous l'égide d'un « comité quadripartite » comprenant la Syrie, le Koweït, l'Arabie et la Ligue arabe.

Dans le cadre de cette négociation, l'ambassadeur d'Arabie à Beyrouth multiplie les contacts avec les milices fascistes de Gemayel. Quant au contenu de la « normalisation », il implique, selon Joumblatt, « la nécessité que les activités des Palestiniens au Liban soient mises en ordre pour que règne un climat de confiance entre l'Etat libanais et les Palestiniens ». Selon Joumblatt (déclaration du 24 juin), « le Liban ne doit plus supporter seul le poids de la cause palestinienne, et cela dans l'intérêt des deux peuples, palestinien et libanais. Les accords du Caire de 1969 (qui organisent la présence des Palestiniens au Liban - NDLR) sont devenus partiellement caducs et inefficaces. »

## « Normalisation » au Liban ?

Les choses sont claires.

La « normalisation » au Liban ne peut avoir d'autre sens que l'écrasement de la résistance palestinienne, la liquidation physique de dizaines de milliers de combattants, une nouvelle saignée infligée au peuple palestinien, à une échelle infiniment plus grande que la boucherie de septembre 1970 ordonnée par le roi Hussein de Jordanie ou le massacre de Tal-El-Zaatar, organisé conjointement par la Syrie et les milices fascistes libanaises en juillet-août 1976.

C'est à cette « solution finale » qu'appelle clairement Joumblatt. C'est sur ce terrain que la prétendue « gauche libanaise » recherche un accord avec Gemayel, accord qu'approuvent par avance le régime syrien, soutenu conjointement par Moscou et Washington, les monarchies féodales d'Arabie Saoudite et du Koweït, la Ligue arabe et la Libye.

Il y a donc connivence, communauté d'objectifs, et même complicité ouverte entre les régimes bourgeois et féodaux arabes d'une part, Israël d'autre part, pour « normaliser » la résistance palestinienne, « mettre en ordre les activités des Palestiniens au Liban », selon la formule de Joumblatt. Et les raids israéliens, les attaques aériennes, les opérations de commando, les tirs d'artillerie ne font que préparer le terrain à une « offensive finale » conduite soit directement par Israël, soit peut-être par les milices fascistes et l'armée libanaise, avec le soutien de la Syrie, de crainte des conséquences déstabilisatrices qu'aurait inévitablement sur tous les Etats fragiles et instables du Proche-Orient une nouvelle invasion israélienne au Liban, que les Etats-Unis pourraient difficilement appuyer militairement, comme ils le firent en 1978, sous peine de mettre le feu à toute la région.

## Vers la « solution finale » de la question palestinienne

L'heure est donc dramatique pour la résistance palestinienne.

Le peuple martyr de Palestine se

trouve une fois de plus confronté à une coalition où se retrouvent côte à côte, dans leur volonté de « normaliser » la situation au Liban, Israël, la diplomatie impérialiste américaine conduite par l'envoyé spécial de Reagan, Philip Habib, et les milices fascistes de Gemayel d'une part ; d'autre part, les régimes bourgeois et féodaux arabes, qu'ils soient soutenus par Moscou ou par Washington (ou par les deux à la fois comme c'est le cas de la Syrie), y compris les pays appartenant au prétendu « front de la fermeté » (Syrie et Libye en particulier).

Pour l'impérialisme américain comme pour la bureaucratie du Kremlin, il s'agit avant tout de tenter de restaurer les conditions de la « coexistence pacifique » dans une région où tous les Etats bourgeois et féodaux sans exception sont profondément déstabilisés par les conséquences de la chute du chah, de la révolution iranienne, de la guerre Irak-Iran, du mouvement des masses qui affleure en Syrie, de la résistance héroïque du peuple palestinien et de la fragilité même de l'Etat d'Israël.

Tout conduit donc l'impérialisme (avec le concours de la bureaucratie et de leurs clients respectifs au Proche-Orient) à la nécessité de porter à nouveau un coup très dur, voire de passer à « l'offensive finale » contre la résistance palestinienne. La guerre conduite par Israël au Sud-Liban s'inscrit dans ce cadre.

### L'attitude de la direction de l'OLP et du Fath

C'est dans cette situation qu'il convient de s'interroger sur l'attitude de la direction de la résistance palestinienne, du Fath et de l'OLP.

Le 13 juin, le gouvernement de Tripoli publie le communiqué suivant :

« Le colonel Mouammar Kadhafi, chef de la révolution libyenne, a chargé M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, d'une mission de bons offices sur les différends inter-arabes, et particulièrement le conflit irako-iranien.

M. Yasser Arafat a quitté Tripoli dès vendredi à destination de Rabat, première étape de cette mission de réconciliation entre les pays arabes. Le dirigeant palestinien se rendra ensuite à Ryad, puis à Téhéran et à Bagdad (...). Le colonel Kadhafi avait annoncé son intention, dans un discours prononcé jeudi à Tripoli à l'occasion de l'anniversaire de l'évacuation des bases américaines de Libye, de charger M. Yasser Arafat de tenter de mettre fin à la guerre entre l'Irak et l'Iran, ainsi qu'au différend entre le Maroc et le Front Polisario sur le Sahara occidental. Il avait affirmé, dans ce discours, la nécessité « de régler ou au moins de geler tous les différends inter-arabes pour refaire l'unité arabe et réunir toutes les forces arabes en vue de réagir à l'agression israélienne contre le centre nucléaire irakien de Tammouz. »

Dès le lendemain, Arafat était à Rabat, puis le 15 Juin à Damas, le 17 à Bagdad.

Quelle est donc la « solution au conflit inter-arabe » qu'Arafat est allé présenter au roi du Maroc Hassan II, sur mandat du colonel Kadhafi ? Quelle est donc la proposition « révolutionnaire » de Kadhafi-Arafat pour mettre fin à la guerre de rapine menée par le souverain chérifien contre le Front Polisario pour intégrer au royaume le Sahara occidental ?

Selon l'AFP (18 juin) : « Le colonel Kadhafi a dû promettre au roi Hassan II de ne plus soutenir le Polisario, pour que le roi accepte l'idée d'une reprise des relations diplomatiques avec la Libye. Dans les milieux gouvernementaux de Rabat, on ne cache pas une très grande satisfaction devant ce retournement spectaculaire à une semaine du sommet de l'OUA à Nairobi, où l'affaire du Sahara occidental sera l'un des principaux points à l'ordre du jour. On estime en effet qu'il est peu probable que les chefs d'Etat africains qui ont soutenu l'année dernière la proposition d'admission de la République d'Arabie Saoudite démocratique soient plus « kadhafistes que Kadhafi » lorsqu'ils devront se prononcer sur la question à Nairobi. »

Faut-il mettre les points sur les i ?

C'est ce que fait, avec un parfait cynisme, le ministre des Affaires étrangères de Tripoli, Abdelati Obeidi, qui déclare le 19 juin dans une interview donnée au journal marocain *Le Matin du Sahara* :

« La Libye ne serait pas contre une solution unioniste à l'affaire du Sahara

occidental consistant à donner aux Sahraouis une « wilaya » (administration régionale) sous la souveraineté marocaine. »

Voilà la proposition révolutionnaire qu'Arafat est allé défendre de la part de Kadhafi auprès du roi Hassan II du Maroc.

### Au nom de la « nation arabe »

Tout combattant palestinien n'est-il pas en droit de se poser la simple question suivante : est-il possible de combattre réellement pour le droit inaliénable du peuple palestinien à sa nation et à son Etat, et de participer aussi cyniquement à la liquidation honteuse de la lutte du peuple sahraoui pour ses droits nationaux ?

Arafat, qui, au nom de la « solution du conflit inter-arabe », accepte aussi facilement que le peuple sahraoui soit parqué dans une « wilaya » sous la garde de l'armée et de la police du roi Hassan, ne sera-t-il pas demain amené à accepter, tout aussi facilement, au nom de la « solution des conflits inter-arabes » que le peuple palestinien soit, à son tour, parqué dans une « province » en Cisjordanie et à Gaza sous la garde conjointe de l'armée israélienne et de celle du roi Hussein de Jordanie, qui a sur les mains le sang de milliers de combattants palestiniens massacrés en septembre 1970 ? Est-ce pour cela que des milliers de combattants palestiniens sont tombés depuis 1958 ?

Le principal dirigeant du Fath, Yasser Arafat, qui, au compte de Kadhafi, négocie avec Saddam Hussein d'Irak et Khomeini « en vue de tenter de mettre fin à la guerre entre l'Irak et l'Iran », va-t-il approuver la politique d'extermination du peuple kurde en lutte pour la reconnaissance de son droit à l'existence nationale contre les régimes de Téhéran et de Bagdad ?

Au nom de la « solution des conflits inter-arabes », Arafat (qui n'en a pas dit mot jusqu'à ce jour) va-t-il apporter son soutien — implicite ou explicite — à la féroce répression déchaînée par le roi du Maroc contre les grévistes de Casablanca, qui a fait 200 morts parmi les travailleurs marocains ?

Car telle est bien la logique d'une politique qui fait d'Arafat le commis voyageur d'une prétendue « diplomatie arabe », laquelle n'est autre chose que le pacte de défense mutuelle qu'ont passé entre elles, sous la houlette bienveillante de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, les bour-

geoisies et les castes féodales des pays arabes. Voilà où mène la funeste « théorie » — ou prétendue telle — de la « nation arabe » qui revient à nier la lutte des classes et les droits des peuples, à subordonner dans chaque pays les travailleurs « arabes » à leurs exploités « arabes », qu'il s'agisse des rois et émirs du pétrole, chargés d'affaires des grandes banques américaines, ou des bourgeoisies compradore d'Egypte et de Syrie.

Telle est cette « théorie » de la « nation arabe », qui permet par exemple à Kadhafi d'interpeller, le 11 juin, après le raid israélien contre les installations nucléaires de Tammouz, les rois Khaled d'Arabie et Hussein de Jordanie pour exiger « qu'ils arrachent leur couronne et leur sceptre et les jettent à la poubelle » ; puis, le 19 juin, de téléphoner à Hussein pour s'enquérir de « la mobilisation du potentiel arabe pour faire face à l'ennemi de la nation arabe » ; et de se déclarer, le même jour, « rassuré du haut niveau moral de nos frères de Jordanie ».

Faudra-t-il, au terme de cette désastreuse « logique », finir par se taire ou par approuver l'assassinat du représentant de l'OLP à Bruxelles, Naim Khader, qui, selon des informations concordantes, aurait été commis, comme celui de Khalak à Paris en août 1978, par un commando de gangsters dirigé par Abou Nidal, hier protégé par les services secrets irakiens, et aujourd'hui par les services syriens ?

Répetons-le : il y a une contradiction insurmontable entre la défense du droit imprescriptible du peuple palestinien à constituer son Etat uni et démocratique « sur tout le territoire de la Palestine » (Charte nationale de juillet 1968), et la subordination présente de la direction de l'OLP et du Fath aux impératifs de la « diplomatie arabe » qui n'est autre que la défense des intérêts des castes féodales et des bourgeoisies arabes, irréductiblement opposées aux droits des peuples en lutte contre l'exploitation et l'oppression, et en particulier aux aspirations imprescriptibles de la nation palestinienne.

La direction du Fatah et de l'OLP a-t-elle décidé de couvrir par son silence et par ses manœuvres aliénant l'indépendance du mouvement national palestinien, au service de la « diplomatie pan-arabe », un nouvel holocauste contre la résistance palestinienne, un « Septembre noir » ou un Tal-El-Zaatar aux dimensions de tout le peuple palestinien ?



Liban : seuls les Palestiniens paieront la « normalisation ».

# L'impérialisme français en Afrique

Héritier des « beaux restes » du second empire colonial du monde, Giscard avait dû multiplier les interventions armées face à la montée des masses africaines. Aujourd'hui, c'est dans sa métropole même que l'impérialisme français vient d'être sévèrement atteint.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie française a réussi à se tailler le deuxième empire colonial du monde — immédiatement après celui de la Grande-Bretagne. L'Indochine, Madagascar, la majeure partie de l'Afrique occidentale et de l'Afrique centrale, le Maghreb, des comptoirs dans l'Inde, des îles dans l'océan Indien, dans le Pacifique, dans la mer Caraïbe, la Guyane et, plus tard, le Liban et la Syrie, ont fait partie de ce vaste système d'exploitation et de domination de l'impérialisme français.

### « Lâchons l'Asie, gardons l'Afrique »

La guerre de libération des peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos (1946-1954) a conduit cet impérialisme à la défaite militaire de Dien Bien Phu et à la perte de l'Indochine. C'est alors que Daladier, vieux dirigeant du Parti radical, proclamait : « Lâchons l'Asie, gardons l'Afrique. »

La guerre de libération du peuple algérien (1954-1962) devait démontrer que l'Afrique n'était pas aussi facile à « garder » que le croyait Daladier. Il n'en est pas moins vrai que l'impérialisme français a redéployé les forces dont il disposait encore en faisant de l'Afrique — notamment au sud du Sahara — le centre de ce redéploiement.

Par les accords d'Evian (1962), de Gaulle établit avec le Front de libération nationale algérien un barrage contre la poussée des forces révolutionnaires dans ce pays, tout en collaborant au maintien des régimes réactionnaires et compradore du Maroc et de la Tunisie, par ailleurs largement soutenus par l'impérialisme des Etats-Unis. Au sud du Sahara, de Gaulle installe ou conforte ses satellites partout où il peut : Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire, Senghor au Sénégal, Ahidjo au Cameroun, Léon Mba au Gabon, Tsiranana à Madagascar, Tombalbaye au Tchad, Diiori au Niger, Yaméogo en Haute-Volta, etc.

Le régime français de la V<sup>e</sup> République, en tant que régime bonapartiste auquel la bourgeoisie a été contrainte de recourir pour prolonger sa domination de classe, est inséparable de ses prolongements africains, c'est-à-dire de ces gouvernements compradore (1) qui revêtent, eux aussi, une forme bonapartiste pour assurer l'asservissement des peuples concernés à l'impérialisme étranger. De ce point de vue, la prise du pouvoir en Centrafrique par Bokassa, ancien sous-officier de carrière de l'armée française (1966), est hautement significative. Elle montre en effet que l'armée est un inévitable recours contre le mouvement révolutionnaire des masses et que la logique du bonapartisme conduit à l'hégémonie de l'armée sur des appareils d'Etat voués à la crise permanente, en raison de la pression des masses et de la pression contraire de l'impérialisme.

Sous de Gaulle, Pompidou et Giscard, les anciennes colonies françaises

de l'Afrique au sud du Sahara sont restées pour la plupart une vaste chasse gardée de l'impérialisme français. Sous prétexte d'aider les pays en question à se développer, le ministère de la Coopération s'est employé à maintenir la domination économique, culturelle, militaire et politique du capitalisme français sur ces pays tandis que le Secrétariat général aux Affaires africaines et malgaches, dirigé par Jacques Foccart, accomplissait les besognes policières nécessitées par le maintien des dirigeants compradore ou par le remplacement de ceux qui devenaient récalcitrants. Après la suppression de ce secrétariat à la réputation gênante, Journiac puis Kirsch assumèrent le même rôle comme conseillers de Giscard.

En fait, l'affaiblissement de l'impérialisme français par rapport à l'impérialisme des Etats-Unis s'est traduit par une nouvelle division de leurs activités. Paris a dû céder une partie de ses positions économiques à Washington. Ainsi, la Banque de l'Afrique de l'Ouest est devenue la Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest par suite de la participation financière du capital américain à cet organisme. En revanche, Nixon et Carter, peu désireux, après l'effondrement du Sud-Vietnam (1975), de courir de nouvelles aventures, ont laissé à Giscard le rôle de gendarme de l'Occident en Afrique. En revanche, l'impérialisme français a profité de l'affaiblissement de l'impérialisme anglais et de l'impérialisme belge pour pénétrer économiquement au Nigeria et pour s'installer financièrement et politiquement au Zaïre. La tactique des trusts français réside dans la recherche d'une « Afrique utile », c'est-à-dire des régions qui, par leurs richesses naturelles et leur main-d'œuvre, offrent des taux de profit qu'on ne trouve plus ailleurs.

### Le pillage impérialiste

Le continent africain demeure, en dépit de l'intensité des luttes de classes qui s'y déroulent, le terrain d'élection du pillage impérialiste. Durant la période coloniale, ce sont surtout les cultures d'exportation qui ont été au centre de ce pillage : arachide et autres oléagineux, coton, cisal, alfa, etc., et aussi l'extraction des phosphates et de divers minerais. Aujourd'hui, ce sont précisément les ressources minéralogiques dont l'Afrique est particulièrement riche qui sont devenues des composantes indispensables de l'économie des puissances impérialistes, singulièrement la France.

Ainsi, l'Afrique produit plus de 20 % de l'uranium mondial, spécialement en Afrique du Sud, en Namibie, au Niger et au Gabon. Dans ces deux derniers Etats, la domination des compagnies françaises est totale. Dans les deux premiers, elles sont activement présentes. La politique nucléaire de Paris passe par le soutien énergétique des régimes en crise du Niger et du Gabon et par des com-

(suite page 20)



## L'impérialisme français...

(suite de la page 19)

promissions permanentes avec le régime de l'apartheid en Afrique du Sud-Namibie.

En outre, la bauxite de Guinée et du Cameroun est sous le contrôle de trusts français, notamment Péchiney-Ugine-Kuhlman, et ces mêmes trusts participent à l'exploitation des mines de plomb, d'étain, de cobalt et de manganèse du Zaïre et du Gabon. Par là, l'impérialisme français ressemble à une pyramide dont le sommet est à Paris, dans les conseils d'administration, et dont la base est, pour une part importante, dans diverses régions d'Afrique.

En ce qui concerne le pétrole, l'économie française ne dépend pas que du Moyen-Orient. Elle est, pour une part, tributaire de l'Algérie, de la Libye, du Nigéria et du Gabon. Ainsi l'impérialisme a-t-il établi avec ces pays des liens correspondant à ses intérêts. Comment, enfin, ne pas parler des diamants qui, à travers la crise économique mondiale, jouent un rôle de valeur-refuge et dont l'Afrique produit 76 %, dont une bonne part au Zaïre et en Centrafrique, pays de prédilection de la politique africaine de Giscard.

Au pillage de ces immenses ressources du sous-sol africain s'ajoute celui de la main-d'œuvre, drainée depuis vingt ans vers la France. Le blocage des forces productives, qui est un trait général du capitalisme finissant et un trait encore plus accusé des économies coloniales, a contraint un nombre croissant d'Africains (Maghrébins, Sénégalais, Maliens, Voltaïques, etc.) à s'exiler en France pour y chercher du travail. Le bâtiment et les travaux publics ont utilisé et exploité cette main-d'œuvre immigrée pour la construction et l'entretien des infrastructures de la société française : construction d'autoroutes et d'immeubles, voirie, sidérurgie, emplois pénibles et « sous-qualifiés » de toute nature.

Et, lorsque le chômage a étendu ses ravages, le gouvernement Giscard-Barre a tenté de faire de ces immigrés des bœufs émissaires, avec, à certains moments, la complicité de l'appareil du PCF, cherchant à diviser le prolétariat pour sauver ce gouvernement.

L'impérialisme français a bénéficié ainsi d'une force de travail toute faite dont la formation ne lui a rien coûté. Les immigrés africains sont par rapport à lui ce que les Portoricains et les Mexicains sont pour le capitalisme des Etats-Unis, ou les Indiens et les Jamaïcains pour le capitalisme britannique. La plupart des anciens colons français ont évacué l'Afrique, mais les ex-colonisés ont été contraints de se rendre en France pour faire partie des couches les plus misérables et les plus exploitées du prolétariat, tandis que, dans leur pays d'origine, des cadres français — assistants techniques et autres coopérants — assurent le fonctionnement des entreprises contrôlées par les trusts parisiens.

Le rapatriement des profits de ces entreprises est sans commune mesure avec l'envoi d'une partie du salaire des immigrés à leurs familles restées sur place. Le pillage de l'Afrique se poursuit. Il est même devenu plus efficace encore qu'à l'époque coloniale.

Enfin, l'Afrique, malgré la pauvreté extrême de la majorité de la population, constitue un marché vers lequel les industries des puissances impérialistes, notamment la France, exportent leurs produits, en ruinant par là même, dans les conditions actuelles, toute chance de développement des forces productives dans les pays africains. Parmi ces exportations, il faut signaler celle des armes où la France occupe le troisième rang mondial — derrière les Etats-Unis et l'URSS. Ces armes françaises sont livrées non seulement aux régimes compradores directement appuyés par Paris mais aussi à l'Afrique du Sud, ce bastion principal de l'impérialisme sur le continent africain.

### Les interventions armées de Giscard

Après la fin de la guerre d'Algérie (1962), de Gaulle et Pompidou se sont efforcés d'exercer l'hégémonie de l'impérialisme français aussi simplement que possible, quitte à faire agir, dans la coulisse, les services secrets de Foccart. Durant son septennat, Giscard a dû faire face à des crises de régime que le mouvement des masses a rendues plus graves que dans la période précédente. De plus, divers membres de sa famille exercent des responsabilités dans des

sociétés capitalistes opérant en Afrique tandis qu'il noue lui-même des liens personnels étroits avec des hommes comme Hassan II, Bokassa et Mobutu. Aussi Giscard ordonne-t-il, entre 1977 et 1979, cinq interventions militaires en Afrique, dont il est permis de dire qu'elles ont servi les intérêts de l'impérialisme dans son ensemble au moins autant que ceux de l'impérialisme français.

En mars 1977, un soulèvement se produit dans la grande province minière du Shaba, au Zaïre. Giscard vole au secours du dictateur Mobutu menacé en faisant organiser par l'aviation française un pont aérien transportant des troupes marocaines au Zaïre. En mai 1978, nouveau soulèvement au Shaba. Bousculant les Belges qui se préparent à rétablir l'ordre et peut-être à remplacer Mobutu par un politicien moins discrédité, Giscard envoie les parachutistes français à Kolwezi, sous la réprobation de l'opinion mondiale.

Entre temps, en novembre 1977, Giscard avait lancé des avions Jaguar contre les colonnes du Front Polisario au Sahara occidental. Il s'agissait là de préserver le régime mauritanien chancelant et d'aider le principal allié de ce régime, le roi du Maroc.

En 1977-1978, il interviendra au Tchad où la guerre civile fait rage sous prétexte de s'opposer aux prétentions de Kadhafi. Il donne son appui à Hissène Habré qui fait de plus en plus figure de chef de bande sécessionniste. En fait, l'intervention française n'empêche pas la complète décomposition de l'Etat tchadien et, en 1980, à l'approche des échéances électorales, Giscard est contraint d'ordonner l'évacuation totale de ses troupes, tout en conservant, en sous-main, des relations d'affaires avec le gouvernement libyen.

L'intervention giscardienne qui a le plus contribué à la chute de son auteur, c'est celle qu'il a fait exécuter en Centrafrique. Après s'être rendu complice de la mascarade transformant en empereur le dictateur Bokassa qu'il appelait son « parent » (1976), Giscard a fini par le trouver gênant quand *Amnesty International* a révélé les massacres de lycéens accomplis par l'empereur. Profitant d'un voyage de Bokassa à Tripoli, Giscard envoie les parachutistes français à Bangui, installe Dacko, prédécesseur de Bokassa, au pouvoir et fait démenager les archives du palais ex-impérial par ses parachutistes (1979). Actuellement, ils sont toujours en Centrafrique et le régime de Dacko, continuateur parfait de celui de Bokassa, n'a d'autre solution que cette force armée étrangère.

Les côtés sordides du régime de Bokassa et les côtés sordides des relations Giscard-Bokassa ne doivent pas dissimuler la nature profonde de l'intervention de l'impérialisme français en Centrafrique et d'une occupation militaire qui se poursuit encore. Voisine du Tchad, du Cameroun et du Zaïre, la République centrafricaine constitue une position stratégique de grande importance. Si les masses parviennent à y faire reculer sérieusement l'impérialisme, ce sont, notamment, les régimes compradores et dictatoriaux d'Ahidjo au Cameroun et de Mobutu au Zaïre qui se trouvent menacés.

Les échecs et, au bout du compte, la faillite de Giscard ne sauraient se réduire à ceux d'un individu. Ce sont les échecs et la faillite d'un impérialisme qui, face à la montée des forces révolutionnaires en Afrique, n'a plus les moyens politiques de la maintenir dans sa situation de chasse gardée. L'emploi répété de l'intervention armée par Giscard exprime la faiblesse et non la force de l'impérialisme français aux alentours de 1980. Et il annonce, sur un plan plus général, la décadence irréversible de l'impérialisme international tout entier.

### Et maintenant ?

Le 10 mai 1981, à l'occasion des élections présidentielles françaises, les masses ont chassé Giscard et élu François Mitterrand. Le 21 juin, elles ont envoyé à l'Assemblée nationale une large majorité PS-PCF. Mais la bourgeoisie, groupée autour du Conseil national du patronat français (CNPF), entend bien sauvegarder ses intérêts de classe et, si possible, prendre sa revanche. Qu'en est-il alors de l'impérialisme français et de sa domination en Afrique ?

Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a condamné solennellement le régime raciste de l'Afrique du Sud et s'est prononcé pour l'indépendance de la Namibie. Mais Pierre Mauroy, le Premier ministre, lui aussi socialiste, a été amené à déclarer que les contrats de livraison d'armements en cours seraient exécutés, et il a accordé des crédits de survie au régime d'Abou Diouf au Sénégal. Le président Mitterrand lui-même a indiqué sa volonté de rétablir des relations amicales entre l'Algérie et la France, ce qui signifie que le régime marocain d'Hassan II n'est plus l'allié privilégié de la France au Maghreb. Mais il n'a rien dit concernant la présence de troupes françaises en Centrafrique, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et au Gabon.

Cela signifie que la lutte continue entre, d'une part, les masses d'Afrique

et de France et, d'autre part, l'impérialisme français et ses compradores africains. Issu d'un mouvement populaire profond, le gouvernement Mitterrand-Mauroy connaît ou connaîtra les pressions du patronat sur les problèmes intérieurs et sur ceux d'Afrique qui font partie de la situation de l'impérialisme français.

En ce qui concerne les masses africaines, le mouvement historique qui es emporte engendrera de nouvelles crises politiques et déterminera l'effondrement des régimes existants. Simultanément, le mouvement qui entraîne, en France, les masses contre la V<sup>e</sup> République bouleversera la situation de la bourgeoisie impérialiste. L'un et l'autre font partie de la même lutte des classes qui se déroule à l'échelle internationale.

En aidant le gouvernement Mitterrand-Mauroy contre le patronat, les masses françaises affaiblissent l'impérialisme et rendront plus difficiles ses entreprises en Afrique. En développant leurs luttes contre les régimes compradores, les masses africaines placeront le nouveau gouvernement de Paris devant des choix qui seront comme des tests par rapport à ses origines populaires.

La nationalisation prévue des industries d'armement ne devra pas se réduire à une sorte de « moralisation » du commerce des armes. A cet égard, il serait vain d'attendre une solution politique d'un homme comme Michel Jobert, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Pompidou, devenu ministre d'Etat, chargé du Commerce extérieur dans l'actuel gouvernement.

Malgré les déclarations fracassantes de Reagan, l'impérialisme américain n'est pas en mesure de contenir, à lui seul, la poussée des masses à travers le continent africain. Le rôle de gendarme de l'Occident en Afrique que s'était attribué Giscard était bien utile à l'impérialisme international, malgré divers échecs. Grande est donc la responsabilité du prolétariat de France, singulièrement de son avant-garde révolutionnaire organisée, pour que les peuples d'Afrique se libèrent de l'exploitation et de la domination dont les centres de décision se situent à Paris.

Simon Komaf

(1) *Compradore* : terme classiquement employé pour caractériser le secteur de la bourgeoisie qui, dans les pays semi-coloniaux, est le plus lié à l'impérialisme et lui sert d'intermédiaire local (de *comprador*, acheter en espagnol).

Premier Congrès de l'Association internationale des étudiants

# En novembre, à Varsovie

(suite de la page 24,

tées pour annoncer une prétendue annulation de celle-ci. Dépassant toutes les prévisions, une centaine de délégués représentant 63 associations et 45 pays se sont réunis à Paris du 4 au 8 juin. Des chiffres qui se passent de tout commentaire et suffisent à eux seuls à témoigner du succès rencontré par l'initiative de l'UNEF et de la représentativité de cette assemblée.

## Un extraordinaire échange d'expériences

Dès son ouverture, la Conférence de Paris a répondu à la première attente de délégués qui s'y étaient rendus en espérant pouvoir échanger le plus grand nombre possible d'idées, d'expériences militantes et d'informations. Outre les interventions à la tribune, discussions de couloir, conversations aux repas et soirées passées ensemble ont permis à tous de faire connaissance, et si c'est d'abord par continent que des regroupements sont apparus — les Latino-américains par exemple se retrouvant autour d'une même table dès le premier jour —, ces dernières limites géographiques sont bientôt tombées. La langue constituait souvent un barrage, mais chacun a eu tôt fait d'identifier celui ou celle qui lui permettrait de discuter avec le délégué irlandais, péruvien ou asiatique. Et de tous, ce sont les traducteurs qui ont été le plus vite épuisés...

Certaines délégations ont bien sûr été plus entourées que les autres. C'était notamment le cas du représentant de l'ASA américaine dont tout le monde répétait avec admiration le nombre d'adhérents (3 500 000 !) ou du délégué asiatique qui représentait à lui seul les vingt organisations qui sont regroupées dans l'Association des étudiants d'Asie. Toutefois, venus à une douzaine et constituant la plus importante délégation présente, les militants du NZS polonais étaient de loin les plus demandés. A un moment ou à un autre, chacun a tenu à leur manifester sa sympathie et celle des étudiants de son pays.

Echanges d'autocollants, de badges ou de tee-shirts ont le plus souvent sanctionné tous ces contacts. Très vite, il est devenu impossible d'identifier quiconque au sigle ou au mot d'ordre qu'il arborait tant ce geste de solidarité spontanée avait fini par brouiller les pistes. Et avant d'avoir été officiellement constituée, la nouvelle Internationale étudiante avait ainsi été réalisée dans la salle.

Au fur et à mesure que se sont développés ces contacts et la discussion du premier point qui avait été mis à l'ordre



Toute la conférence réunie : 50 pays représentés.

du jour de la conférence, une certitude s'imposait à tous : par-delà la diversité des situations particulières dans lesquelles se trouvent les facultés de chaque pays, les problèmes auxquels y sont confrontés les étudiants et leurs organisations sont largement identiques. Comme l'a établi le premier rapport présenté par J.-C. Cambadélis, le président de l'UNEF indépendante et démocratique, ces similitudes s'expliquent par l'existence d'une planification internationale croissante des politiques et des réformes universitaires.

## L'« Internationale » des réformes

Depuis longtemps déjà, les gouvernements des pays impérialistes ont compris que leurs universités étaient marquées par des situations analogues et qu'ils devaient prendre l'habitude de se concerter. Toutes les réformes mises en œuvre depuis une quinzaine d'années tournent autour de quelques axes qu'avait déjà énumérés la principale

résolution de la conférence européenne réunie à Paris les 29 et 30 avril 1980 à l'initiative de l'UNEF : « Les réformes ont été imposées afin de rationaliser le système éducatif et de réduire les coûts de formation. Les réformes se présentent de la manière suivante : *numerus clausus, raccourcissement de la durée des études traditionnelles, création de filières courtes "professionnalisées" qui n'ont pas de base scientifique.* » De plus, de nombreux délégués à la Conférence de Paris ont souligné au cours de leurs interventions que ce plan d'austérité « tous azimuts » prend la forme de la sélection sociale la plus brutale et la plus cynique.

Loin de voir leur champ d'application réduit aux pays d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord qui les définissent, ces réformes sont mises en œuvre dans le monde entier, à commencer par les pays semi-coloniaux. En Afrique, par exemple, quand elles n'y ont pas été tout d'abord expérimentées, les nouvelles dispositions sont purement et simplement décalquées de l'ancienne métré-

pole coloniale sans même tenir compte des spécificités locales et sans aucune considération non plus pour le droit aux études de la jeunesse. En Amérique latine et en particulier en Colombie, le système universitaire est tout entier orienté sur la base d'un rapport déposé par le « pédagogue » américain Rudolf Atcon, tandis que la présence de fondations « philanthropiques » type Rockefeller ou Nebraska permet à l'impérialisme yankee d'assurer lui-même une partie de l'enseignement supérieur et de participer à ce titre aux différents conseils chargés de définir la politique universitaire de ces pays.

Croirait-on que les Etats ouvriers bureaucratiques échappent à cette planification mondiale qu'il faudrait s'en détourner. Depuis la Conférence des ministres de l'Education des Etats d'Europe membres de l'UNESCO de novembre 1967, les pays de l'Est en sont officiellement partie prenante, et c'est ainsi qu'en 1972 a été créé à Bucarest un Centre européen pour l'enseignement supérieur.

Affirmer la communauté des intérêts étudiants à l'échelle mondiale n'est donc pas une vue de l'esprit. C'est une réalité quotidiennement vécue par des millions et des dizaines de millions de jeunes, à chaque fois plus menacés dans leur droit aux études et à obtenir à l'issue de celles-ci un travail en rapport avec leur qualification. Et face à cette « Internationale » des réformes l'ensemble des 63 organisations qui étaient représentées à la Conférence de Paris ont été unanimes à affirmer la nécessité d'une organisation internationale des étudiants.

## Quelle Internationale ?

Une fois clairement défini ce principe, la discussion devenait tout ce qu'il y a de plus concrète : quelle attitude faut-il adopter face à l'UIE ? Doit-on constituer une nouvelle Internationale étudiante ?

Les uns après les autres, les délégués présents à Paris se sont succédé à la tribune pour expliquer ce que représentait pour eux et pour leur organisation l'UIE. Certains en avaient été membres parfois même en avaient été exclus, e des griefs identiques revenaient dans toutes les interventions : inféodation aux gouvernements des pays de l'Est et à leur diplomatie, trahison des intérêts des étudiants, absence totale de démocratie. A ce propos, il a pesé lourd, le témoignage des délégués québécois qui ayant assisté au dernier congrès de l'UIE, y ont vu retirer d'autorité de l'ordre du jour le point consacré à l'Afghanistan et ne pouvaient que conclure : « Il est impossible de parler de démocratie dans l'UIE. » De plus, nombreux ont également été les délégués qui ont reproché son inaction, son incapacité à impulser à l'échelle mondiale de campagnes de défense des intérêts étudiants ou de solidarité avec des peuples comme ceux de Pologne ou du Salvador. Aujourd'hui, l'essentiel de son activité semble être la publication de calendriers, et l'organisation des voyages et des congrès où, à l'image de la bureaucratie qu'elle sert, se retrouvent toujours les mêmes.

Mais c'est l'intervention des représentants du NZS qui a été décisive. Avez des phrases bien senties, prononcées par des gens qui savent ce que parler clairement et franchement veut dire après avoir été soumis à des décennies de censure, ce sont eux qui ont le mieux exprimé ce que presque tous pensaient (voir ci-contre la transcription de l'intervention de Jaroslaw Guzy).

## L'ordre du jour de la conférence...

**Judi 4 juin** : à 14 heures, ouverture. Présentation des délégations. Meeting de solidarité internationale avec la Pologne et l'Irlande à 19 heures à la faculté parisienne de Tolbiac.

**Vendredi 5 juin** : rapport introductif de J.-C. Cambadélis sur les réformes gouvernementales en matière d'éducation. Débat.

**Samedi 6 juin** : suite du débat sur les réformes.

**Dimanche 7 juin** : discussion sur l'état du mouvement étudiant mondial et la nécessité d'une nouvelle Internationale.

**Lundi 8 juin** : fin de la discussion sur l'Internationale. Constitution et présentation du secrétariat provisoire. Clôture de la conférence à 15 heures.

**Mardi 9 juin** : conférence de presse.

## ... et ses décisions

L'ensemble des organisations présentes à l'exception du *Basisgruppen* allemand, des représentants des étudiants francophones de Belgique et des délégués ont adopté une **Charte internationale des étudiants**.

Il a été décidé de constituer un **Centre de documentation internationale** centralisant l'ensemble des projets de réforme gouvernementaux, de rédiger un **Livre blanc** d'analyse et de dénonciation de ces projets, d'obtenir du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO la reconnaissance de ce centre ainsi que son subventionnement, et enfin de prendre position de façon coordonnée à l'occasion de la prochaine réunion des ministres de l'Education des pays membres de l'UNESCO.

Ensuite, a été constituée l'**Association internationale des étudiants (AIE)**. Les unions des pays suivants y ont adhéré au cours même de la conférence : Irak, Brésil (Sao Paulo), Portugal, Côte-d'Ivoire, Caraïbes-Guyane, Sénégal, Burundi, Belgique, France, Suisse, Québec, Jordanie, Colombie, Algérie, Italie, Chypre, Ile Maurice, Togo, Pérou, Centrafrique, Pologne, Etats-Unis, Iran, Luxembourg, Chili, Espagne (Bilbao, Barcelone, Saragosse, Santiago de Compostelle).

Dans les semaines à venir, un certain nombre d'associations vont réunir

leurs instances de direction ou leur congrès afin de discuter de la réponse qu'elles vont apporter à l'AIE.

C'est notamment le cas de l'Association des étudiants d'Asie qui, après s'être prononcée pour une nouvelle Internationale étudiante, a invité un représentant de l'AIE à son congrès qui se tiendra au mois d'août à Hong-Kong.

L'Union nationale des étudiants de Norvège a, pour sa part, proposé une réunion avec l'ensemble des unions des pays nordiques pour discuter de ces problèmes. L'Union nationale des étudiants du Brésil doit réunir sa conférence pour se prononcer, tout comme l'Union des étudiants d'Irlande qui a formellement besoin d'un mandat de son collectif national.

Quant à lui, le *Basisgruppen* d'Allemagne doit réfléchir avant de donner sa position. Seuls les étudiants francophones de Belgique et des associations locales du Venezuela se sont déclarés opposés à la constitution de l'AIE.

La création de l'AIE a été immédiatement suivie d'autres décisions permettant de développer l'Internationale. Ainsi, c'est Varsovie qui a été désignée comme siège du **Premier Congrès** qui se tiendra en novembre, et c'est à celui-ci qu'il reviendra de trancher sur les problèmes d'orientation et de statuts.

Pour préparer le congrès, un **journal** édité en anglais, en français, en portugais, en arabe, en polonais, en allemand et en espagnol sera un instrument de la discussion internationale la plus large.

Un **secrétariat international provisoire** a également été constitué, composé des représentants des associations française, polonaise, sénégalaise, péruvienne, américaine, irakienne et irlandaise (cette dernière à titre d'observateur en attendant le mandat formel du collectif de l'Union nationale des étudiants d'Irlande).

Des sièges resteront vides pour que toute union désirant prendre sa place dans le secrétariat international puisse le faire. La tâche de celui-ci consiste en la préparation du congrès et la publication du journal.

Enfin, l'UNEF indépendante et démocratique a été désignée comme **porte-parole** du secrétariat international.



Jaroslaw Guzy.

## En novembre, à Varsovie

(suite de la page 21)

Un doute, toutefois, subsistait encore dans l'esprit de certains, et les rares adversaires déclarés de la constitution d'une nouvelle Internationale n'ont pas manqué de s'en saisir, en particulier l'un des représentants d'une université du Venezuela : « La constitution d'une Internationale étudiante par cette conférence contribuerait à augmenter la dispersion des forces au niveau mondial. » Séduisant, cet argument ne résiste pas à l'analyse. Comme l'a déclaré le représentant de la Tendence unitaire des étudiants colombiens, « le simple fait que cette conférence ait eu lieu démontre que des dizaines d'organisations à travers le monde refusent d'aller prendre leurs ordres aux ambassades. Et à partir de là, la constitution d'une nouvelle Internationale, loin de l'accroître, fait au contraire reculer la division. »

En se réorganisant sur des bases strictement indépendantes et démocratiques, le mouvement étudiant mondial se dote en effet du seul cadre susceptible d'intégrer toutes les unions étudiantes, quelles que soient leurs références politiques, et de les rassembler autour du lien fondamental qu'elles ont entre elles : la défense des intérêts étudiants. Et cette préoccupation démocratique, condition de l'unité, a été au centre de la Conférence de Paris puisque le secrétariat provisoire qui y a été constitué comprend des « chaises vides » et reste ainsi ouvert à toute organisation désireuse de l'intégrer. De même, le journal qui doit être publié par l'AIE publiera toute contribution d'où qu'elle vienne.

Ainsi, plutôt que de division, la constitution de l'AIE se veut rassembleuse et celle-ci est disposée à intégrer toute union qui soit d'accord avec les points essentiels de son programme : indépendance et démocratie.

### Plus qu'une ville, un symbole

Avec la constitution de l'AIE, la plus importante décision prise à la Conférence de Paris a été de retenir Varsovie comme le lieu de son premier congrès. Ce sont les représentants du NZS qui l'ont eux-mêmes proposé, et le fait que cette idée ait été retenue au milieu de l'enthousiasme général à concilier toute la signification de la conférence.

Tout d'abord, le fait de tenir le premier congrès de l'AIE à Varsovie, c'est une façon d'affirmer que face à toute volonté répressive de la part du gouvernement ou du Kremlin, les étudiants du monde entier sont solidaires de leurs camarades polonais et « les placent sous leur protection », selon la formule de J.-C. Cambadélis. C'est le meilleur exemple qui soit de la volonté affirmée dans la Charte votée par la Conférence de Paris de situer le combat de l'AIE « dans le cadre de la défense des libertés démocratiques, du droit d'opinion à l'université dans tous les pays », d'affirmer sa solidarité avec « toutes les luttes étudiantes contre l'arbitraire, la répression (et) contre la sélection ».

Mais le fait de réaliser ce congrès à Varsovie, de même que le rôle d'avant-garde joué par les représentants du NZS tout au long de la Conférence de Paris rattache également la nouvelle Internationale étudiante à la lutte des masses polonaises, et en particulier à celle de la jeunesse, pour l'indépendance et la démocratie.

Tel est le sens profond de ce congrès et de l'appel lancé par les étudiants polonais à la conférence : que naisse une nouvelle Internationale, que le mouvement étudiant se réorganise à l'échelle mondiale indépendamment des Etats et des partis ! Et telle est la raison pour laquelle ils seront des dizaines et des dizaines, représentant des millions d'étudiants, à doter l'AIE de statuts et d'un programme correspondant à ces objectifs, en novembre, à Varsovie.

(1) Syndicat étudiant constitué en 1920, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF indépendante et démocratique) regroupe 60 associations générales d'étudiants (AGE) dans toute la France.

L'UNEF organise les étudiants quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, et s'y sont ainsi regroupés des militants du Parti socialiste (PS), de l'Organisation communiste internationaliste (OCI unifiée), de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), des Jeunes communistes révolutionnaires (JCR), des Comités communistes pour l'autogestion (CCA), des anarchistes, des indépendants, etc.

Lors des dernières élections aux Œuvres universitaires (organisme essentiellement chargé de la gestion des résidences et restaurants universitaires), les 27 et 28 janvier 1981, l'UNEF indépendante et démocratique a obtenu 30 600 voix et la majorité dans 32 centres universitaires sur 55.

Il existe une autre organisation se réclamant de l'UNEF. Il s'agit de l'UNEF-Renouveau, essentiellement animée par des militants communistes et qui résulte d'une scission par le PC de l'UNEF en 1971.

### Jaroslaw Guzy, président du NZS:

## « Construire une nouvelle organisation, totalement démocratique et totalement indépendante »

Ayant commencé à se constituer en septembre 1980 et légalisé le 17 février 1981 (voir *Correspondance internationale* numéro 7), l'Union indépendante des étudiants polonais (NZS) compte d'ores et déjà 80 000 membres.

Lors de la Conférence de Paris, les délégués du NZS ont véritablement été à l'avant-garde de la constitution d'une nouvelle Internationale étudiante. Intervenant parmi les premiers dans la discussion ouverte sur ce point, ils en ont tout de suite soutenu la proposition de constitution et ce sont eux qui ont offert d'en organiser le congrès de fondation à Varsovie. Rien d'étonnant d'ailleurs à cela puisque les masses polonaises savent aujourd'hui mieux que quiconque ce qu'indépen-

« Tout d'abord, je voudrais tenter de décrire la situation dans le mouvement international des étudiants. Nous avons une position de refus par rapport à l'UIE. Celle-ci est totalement contrôlée par une seule politique, une seule idéologie. Les organisations qui participent à l'UIE sont totalement dépendantes de leur gouvernement. Il n'y a pas de démocratie dans l'UIE, ni de possibilité d'y exprimer nos propres opinions. Il est impossible de réformer cette organisation.

### « Notre conception de la nouvelle Internationale » (1)

Cette conférence nous démontre qu'il y a un véritable besoin du point de vue des relations et des contacts au niveau international entre les étudiants. Il y a un besoin constant d'échanger des informations et des expériences. Il n'y a qu'une seule réponse possible à ces besoins, c'est de construire une nouvelle organisation des étudiants totalement démocratique et totalement indépendante.

Le NZS soutient fermement cette idée et cette proposition. Maintenant, nous allons décrire notre conception de cette nouvelle Internationale. Cette union doit être ouverte à toutes les organisations d'étudiants aux conditions suivantes : ces organisations doivent représenter seulement les intérêts des étudiants et non l'intérêt de partis politiques ou de gouvernements ; ces organisations doivent aussi déclarer leur soutien à des

idées démocratiques et elles doivent également mettre en application ces idées dans leur propre pays. Elles doivent partir d'un principe démocratique de tolérance et le représenter dans leur pays.

Cette union internationale doit être un cadre permettant d'échanger de véritables informations, de développer nos véritables idées, nos véritables opinions. Les étudiants à travers le monde ont des intérêts en commun, et le combat pour ces idées est commun à toutes les organisations qui luttent véritablement pour la démocratie et l'indépendance. Nous aurons plus d'efficacité si nous combattons ensemble.

Tous les membres de la conférence ont eu l'occasion de présenter des exemples de cas où les droits de l'homme et les droits des étudiants sont bafoués. Ils ont aussi pu décrire les différentes réformes de l'enseignement supérieur, ainsi que les conditions d'études et de vie des étudiants dans tous les pays. Et tous les problèmes ainsi décrits doivent servir de base à notre activité future. Cette union internationale doit avoir pour fonction de nous aider dans la solution de nos propres problèmes. La formation de cette union est absolument nécessaire.

1) de faire une déclaration dans laquelle nous affirmerions notre accord avec la création d'une telle union ;

2) de former un comité d'organisation, qui agira bien entendu sur la base des propositions d'organisation et d'action, et en particulier préparera le premier congrès ; dans cette commission, toutes les différentes positions devront être représentées et on y discutera les différentes propositions de cette conférence.

3) nous pensons qu'il est nécessaire de décider dès maintenant de la date et du lieu de ce premier congrès, où nous prendrons toutes les décisions qui s'imposent sur l'action et l'organisation de l'union. Nous proposons que ce congrès se tienne cette année, en novembre, à Varsovie. Nous pensons que malgré la situation qui est celle de notre pays, il est possible que ce congrès de fondation ait lieu à Varsovie.

De plus, il est extrêmement important que se tienne ce congrès à Varsovie même, un endroit où il était l'an dernier absolument impossible de tenir une telle réunion. Bien entendu, cette décision a d'énormes conséquences et est très importante pour nous, étudiants polonais. Et elle est très importante aussi pour tous les étudiants qui soutiennent l'indépendance et la démocratie.

Vive l'union internationale indépendante et démocratique des étudiants ! »

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Correspondance internationale*.

### L'une des décisions de la conférence

## Une charte des étudiants

L'ensemble des associations présentes à la Conférence internationale ont adopté une Charte des étudiants, qui sera portée par l'Union des étudiants d'Amérique aux Nations Unies et par une délégation européenne à l'Unesco (1). Celle-ci n'a pas été considérée comme celle du mouvement étudiant réuni à la conférence internationale convoquée à l'initiative de l'UNEF. Nous la publions ci-dessous intégralement.

Nous, associations, unions nationales, réunies à Paris du 4 au 8 juin 1981, déclarons :

1 - Fidèles à la tradition du mouvement étudiant international de défense de la culture et de l'éducation, décidons de défendre et d'étendre les droits imprescriptibles à toute la jeunesse du monde, quel que soit le pays, à l'éducation et la formation qualifiées.

2 - Fidèles à l'histoire du mouvement étudiant international, nous déclarons que, en tant que jeune, l'étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière dans le domaine physique, intellectuel et social.

3 - Considérant la situation internationale des étudiants, nous estimons qu'en tant qu'étudiants nous avons le droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garantie par le libre exercice des droits syndicaux.

4 - Constatant que la situation des étudiants s'aggrave de jour en jour, le nombre d'étudiants cherchant un emploi s'accroît, la vie chère, les augmentations s'accroissent à l'université, rendant plus difficiles les études, nous estimons que les étudiants ne peuvent accepter une situation où la sélection par l'argent aggrave la sélection aux examens.

5 - Constatant que les gouvernements réduisent au nom de la crise économique le développement de l'éducation, nous déclarons : la qualification, l'éducation sont l'avenir du monde. Nous n'acceptons pas que l'on détruise cet avenir au profit d'objectifs mercantiles.

6 - Fidèles aux objectifs généraux du mouvement international étudiant, nous déclarons que l'heure est au regroupement des étudiants, quelles que soient leurs opinions philosophiques ou religieuses, pour s'unir dans l'indépendance.

7 - Constatant que la jeunesse étudiante est attentive aux problèmes du monde, nous réaffirmons que notre combat se situe dans le cadre de la défense des libertés démocratiques, du droit d'opinion à l'université et dans tous les pays.

8 - Fidèles au glorieux passé de lutte internationale du mouvement étudiant, nous nous considérons comme solidaires de toutes les luttes étudiantes contre l'arbitraire, la répression, contre la sélection.

9 - Conscients de l'unité entre le combat dans chaque pays pour nos revendications et celui qui est mené à l'échelle internationale, nous nous considérons solidaires du combat des étudiants du monde.

10 - Fidèles aux traditions de démocratie et d'indépendance des étudiants dans tous les domaines, constatant qu'un peuple qui se dit libre ne saurait en opprimer un autre, nous reprenons à notre compte la fière devise des peuples libres du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

(1) Seuls le « Basisgruppen » allemand (minorité du syndicat étudiant allemand, la majorité étant proche de l'UIE) et les étudiants francophones de Belgique n'ont pas voté celle-ci.



Du Salvador à Varsovie, une seule lutte.

## La « longue marche » des Internationales étudiantes

par Philippe Olrik

La principale leçon qui puisse être tirée de l'histoire des Internationales étudiantes qui ont été successivement constituées en 1921, 1946 et 1952, c'est que toutes ont fait faillite parce qu'aucune n'a su ou voulu se maintenir indépendante des Etats. De la CIE directement financée par l'impérialisme américain à l'UIE dont les résolutions semblent être des communiqués de l'agence de presse officielle soviétique Tass, aucune d'entre elles n'a durablement défendu les véritables intérêts des étudiants et, en conséquence, n'a pu permettre de démocratie dans ses rangs.

Une histoire qui explique pourquoi, en constituant l'AIE, les délégués rassemblés à Paris ont commencé par tirer un bilan de cette histoire et que tous ont repris à leur compte la volonté d'indépendance et de démocratie que l'UNEF affirme jusque dans son sigle.

### Un instrument des pays de l'Est

C'est en 1919 qu'a été fondée la première organisation internationale étudiante, la *Confédération inter-Alliés des étudiants*. Lors d'un congrès tenu à Prague en 1921 et réunissant 22 organisations, celle-ci prend le nom de *Confédération internationale des étudiants*.

Etroitement liée à la Société des Nations (SDN), l'ébauche d'ONU mise en place par les Alliés à la fin de la guerre, cette confédération s'en tient à une activité strictement corporative, organisant notamment des rencontres sportives internationales. Elle représente un véritable barrage aux revendications des masses des pays colonisés comme aux profondes aspirations anticapitalistes de la jeunesse. 1939 sera l'année de sa complète faillite puisque son inefficacité est alors telle qu'elle est incapable de participer aux organismes de secours fondés à la déclaration de guerre par l'entraide universitaire internationale.

En avril 1946, à lieu à Prague le congrès constitutif d'une nouvelle organisation qui porte tous les espoirs d'une jeunesse qui rejoint les amphithéâtres des facultés après avoir souvent participé à la lutte contre le nazisme : l'*Union internationale des étudiants* (UIE).

Bientôt pourtant, les stalinien font passer l'UIE sous leur contrôle grâce à la majorité qu'ils y ont acquise en déclarant un total de 2 600 000 membres

pour l'Union des étudiants soviétiques et celle des étudiants chinois. Sous couvert d'une « offensive contre l'impérialisme », ceux-ci instrumentalisent l'UIE au profit de leur politique, excluant par exemple la jeunesse yougoslave au moment même où les liens étaient rompus entre Tito et Staline.

De nombreuses unions étudiantes démissionnent les unes après les autres de l'UIE, et c'est notamment le cas de l'UNEF lors de son Congrès du Touquet en 1949. Après bien des difficultés, ces organisations désaffiliées parviennent en 1952 à jeter les bases d'un regroupement occidental qui verra le jour sous le nom de *Confédération internationale des étudiants* (CIE). En 1956, celle-ci regroupe 54 nations, et l'UIE 36. Toutefois, la modification de l'orientation de l'UIE qui, sous l'impulsion de l'étudiant tchèque Jiri Pelikan, propose l'unification des deux Internationales, la prise de position et l'animation de campagnes par l'UIE contre la guerre du Vietnam et enfin l'effondrement de la CIE à la suite d'un scandale financier — la découverte des subventions que lui accordait la CIA par l'intermédiaire de l'USMSSA, un syndicat étudiant américain — laisseront seule l'UIE sur le terrain.

### Une Internationale indépendante

La vieille organisation inféodée à Moscou n'a pourtant pas changé. Elle soutient la « normalisation » des universités et des unions polonaises et tchécoslovaques après 1968 et subit à nouveau une hémorragie de ses adhérents. L'UNEF en est de fait exclue en 1971, lorsqu'elle refuse la mise au pas de l'Union des étudiants tchécoslovaques. Loin de modifier ses positions, l'UIE s'aligne à chaque fois plus étroitement sur la politique étrangère de l'URSS, le rapport publié en 1972 par la *Rencontre internationale des étudiants sur les problèmes de la paix, de la sécurité et de la coopération européennes* allant même jusqu'à déclarer : « La question la plus importante qui exige des actions immédiates, c'est le règlement définitif des problèmes issus de la Deuxième Guerre mondiale, autrement dit, la reconnaissance de la carte politique actuelle de l'Europe (...). Un autre pas important a été le traité conclu par la RFA et la République populaire de Pologne. Cet accord a non seulement marqué la reconnaissance par l'Allemagne fédérale de la frontière Oder-Neisse de la Polo-

gne, frontière fixée par les accords de Potsdam (...). Ces deux accords forment une base solide pour la détente européenne à venir et éliminent une importante source de tensions sur le continent européen. »

Dans de telles conditions, nombreuses sont les associations étudiantes qui ne se reconnaissent nullement dans l'UIE et se trouvent ainsi privées de tout cadre international. Face à cette situation, l'UNEF indépendante et démocratique a pris l'initiative de réunir à Paris les 29 et 30 avril 1980 une première conférence internationale à laquelle ont participé 11 organisations. C'est devant ce résultat encourageant et qui exprimait bien la nécessité d'un nouveau regroupement international que l'UNEF a convoqué la conférence qui vient de se tenir à Paris du 4 au 8 juin derniers.

Ce rapide historique des Internationales étudiantes serait toutefois incomplet si nous ne citions pas la conférence européenne que vient de tenir l'UIE à Vienne du 11 au 14 juin en riposte à la constitution de l'AIE. Voici le communiqué publié à ce propos par l'UNEF indépendante et démocratique : « Mis à part les pays d'Europe de l'Est, étaient présents : Angleterre, NUS ; Suède, SES ; Suisse, VUS ; Finlande, SYL ; France, UNEF Renouveau. Le secrétaire de l'AIE avait envoyé une délégation conduite par le NZS polonais. Le but de l'AIE était de demander l'ouverture d'une discussion sur les problèmes d'éducation à l'échelle internationale et la mise en discussion de la Charte internationale des étudiants. Le présidium de la Conférence de Vienne, sous l'impulsion des étudiants hongrois et russes, s'est opposé manu militari à l'entrée du NZS dans la conférence, reconnaissant le syndicat officiel étudiant du gouvernement polonais uniquement. La Conférence de Vienne devait décider de la tenue d'une prochaine conférence internationale à Moscou. Rappelons que le premier congrès de l'AIE doit avoir lieu à Varsovie en novembre 1981 ! Le bureau national de l'UNEF indépendante et démocratique tient à protester officiellement contre la tentative d'expulsion du débat international non seulement de l'AIE mais aussi du syndicat des étudiants polonais. Le bureau national de l'UNEF indépendante et démocratique s'étonne que l'UNEF Renouveau ait participé à une telle manœuvre antidémocratique. »

## Sous le signe de l'internationalisme

L'amphithéâtre de l'université parisienne de Tolbiac suffisait à peine à contenir les 800 étudiants qui, le 4 juin, se pressaient au meeting réalisé à l'occasion de l'ouverture de la conférence internationale.

Après que Françoise Anis, membre de l'UNEF indépendante et démocratique et récemment libérée des prisons tchécoslovaques (voir Correspondance internationale n° 8), y ait été présentée à la salle et soit venue s'installer à la tribune, le vice-président de l'Union des étudiants d'Irlande prenait la parole. Il déclarait notamment : « Notre organisation regroupe 70 000 étudiants, qu'ils soient du Nord ou du Sud » et les applaudissements fusaient, saluant avec enthousiasme cette unité, symbole du combat pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le président du NZS a ensuite expliqué la lutte des étudiants polonais et brièvement rappelé quelles en avaient été les étapes, de la fondation en 1977 par une poignée de militants des Comités de défense des étudiants (SKS) à la situation actuelle, où le NZS regroupe déjà 80 000 adhérents. Un chiffre que ses dirigeants espèrent d'ailleurs multiplier par deux dans les mois qui viennent. A la fin de cette intervention, toute la salle, debout, criait en cadence : « Vive les étudiants polonais ! »

Puis, comme il est d'usage en Pologne, le dialogue s'est instauré avec l'ensemble des participants à ce meeting et, durant près d'une heure et demie, les représentants du NZS ont répondu à un feu roulant de questions posées en français, en anglais et en espagnol. La représentante des étudiants d'Asie, le délégué américain comme celui du Pérou se sont, entre autres, inscrits dans le débat. Ainsi s'est engagée entre les étudiants du monde entier une discussion qui s'est développée durant quatre jours encore dans la conférence internationale.

Pour conclure ce meeting, Jean-Christophe Cambadélis, le président de l'UNEF indépendante et démocratique, a affirmé : « Un mouvement dont la plus claire expression est le combat des étudiants polonais est en marche à l'échelle internationale. Le mouvement étudiant est en train de se recomposer, de se reconstituer. Il est possible d'avancer vers la construction d'une nouvelle association internationale des étudiants. Nous le ferons. »

Et comme le démontraient de façon éclatante les délégations étrangères et les étudiants français qui scandaient en conclusion : « Paris, Prague et Varsovie, vive le combat des étudiants ! », dès son ouverture, la conférence mondiale s'était résolument placée sous le signe de l'internationalisme.

De même, tout au long de celle-ci, des dizaines de motions ont été déposées et contresignées en solidarité avec les étudiants et les peuples soumis à la répression, au racisme ou à l'impérialisme. Il est bien sûr impossible de les citer toutes ici, et nous n'en donnerons que de courts extraits.

### Motion des étudiants iraniens en France et en RFA :

« La Conférence internationale se déroule pendant que toutes les universités en Iran sont violemment fermées par le gouvernement théocratique-bonapartiste d'Iran. Il faut remarquer que le régime iranien cache sa nature réactionnaire sous des slogans anti-impérialistes et, d'autre part, que les médias occidentaux sont assez indifférents à la situation qui est celle des étudiants iraniens. Toute protestation, en Iran, contre les mesures antidémocratiques du gouvernement est supposée provenir des ex-supporters du chah.

Aussi, il est de la responsabilité de tous les syndicats étudiants progressistes du monde entier de soutenir le combat des étudiants iraniens... »

### Motion de solidarité avec la lutte des étudiants colombiens :

« En Colombie, le 13 mai, l'étudiant Hernan Avila a été assassiné à l'Université du Valle, de Cali, dans l'enceinte universitaire elle-même. L'université a ensuite été occupée militairement, les résidences universitaires vidées de leurs occupants, et elle est aujourd'hui encore fermée.

D'autres universités du pays connaissent également une situation identique et sont soumises à la présence et au contrôle de l'armée pour pouvoir fonctionner. Face à n'importe quelle lutte revendicative, l'on a recours à la fermeture des universités. Les dirigeants étudiants sont persécutés et l'on cherche à empêcher l'organisation des étudiants. Tout cela constitue l'expression de l'application de la "réforme éducative" antidémocratique et proimpérialiste que le gouvernement des libéraux et des conservateurs est en train de mettre en œuvre.

Nous exprimons notre soutien aux étudiants colombiens, à leurs organisations, et nous nous prononçons pour la réouverture des universités fermées, en particulier celle du Valle, pour la démilitarisation de celle-ci et pour le soutien à la lutte pour construire en Colombie une Fédération nationale des étudiants. »

Motion présentée par la FEP péruvienne en commun avec les délégations colombienne (CEU), vénézuélienne (FCU-UC et FCU-UCU), chilienne, galicienne (Etat espagnol) et de l'Université autonome de Madrid :

« Solidarité avec les luttes des étudiants et le peuple du Salvador, ainsi qu'avec les étudiants et les peuples d'autres pays qui luttent contre les dictatures bourgeoises et fascistes, contre le racisme, contre les impérialismes. »

### Motion présentée par la délégation de l'île Maurice :

« Les organisations présentes à cette conférence accordent leur soutien et leur solidarité aux organisations qui militent pour la démilitarisation de l'océan Indien et pour la restitution de l'archipel de Diego Garcia, maintenant base militaire américaine, à la souveraineté mauricienne. Cet archipel fut détaché de l'île Maurice avant l'indépendance de celle-ci et en violation de la résolution des Nations Unies sur la dissolution des colonies. Nous exigeons aussi le droit de retour sur leur terre d'origine des habitants déracinés de l'archipel. »

### Motion du Comité de défense des droits de la jeunesse chilienne :

« 9 étudiants de l'université du Chili sont en grève de la faim pour protester contre la politique d'éducation du dictateur Pinochet.

En effet, après la militarisation des universités et l'interdiction de toutes les organisations des étudiants, la dictature a décidé de supprimer définitivement toutes les facultés de sciences humaines et sociales.

La conférence internationale des étudiants est solidaire des camarades chiliens et appelle les organisations de tous les pays ici présents à dénoncer la politique répressive de la dictature au Chili, et propose à la conférence l'envoi d'un télégramme à l'ambassade chilienne à Paris. »

Premier Congrès de l'Association internationale des étudiants

# En novembre, à Varsovie

par Philippe Olrik

En même temps qu'une invitation, c'est un vibrant appel aux étudiants du monde entier qu'a lancé Jaroslaw Guzy, le président de l'Union indépendante des étudiants (NZS) polonais, en déclarant lors de la conférence mondiale qui s'est tenue à Paris du 4 au 8 juin derniers : « Nous aurons plus d'efficacité si nous combattons ensemble... Il faut construire une nouvelle organisation internationale des étudiants... (dont) nous proposons que le congrès se tienne en novembre prochain à Varsovie. » Et après l'avoir salué par un tonnerre d'applaudissements, la quasi-totalité des délégués des 66 organisations qui participaient à cette conférence se sont déclarés d'accord avec la proposition du NZS, soulignant eux aussi la nécessité d'une nouvelle Internationale. Constituée sous le nom d'Association internationale des étudiants (AIE), celle-ci s'est dotée d'un Secrétariat provisoire, va publier un journal en sept langues et, à travers les unions qui en sont membres, elle regroupe d'ores et déjà plus de dix millions d'adhérents.

Il n'est pas exagéré de parler à ce propos d'événement historique. Pour la première fois depuis plus de trente ans, apparaît en effet avec l'AIE une organisation véritablement indépendante des États et véritablement démocratique. Et comme la présence des représentants du NZS ainsi que le rôle clé qu'ils ont joué tout au long de cette conférence suffisent à l'établir, cette nouvelle Internationale s'est constituée dans un mouvement identique à celui qui a conduit le peuple polonais à se doter de ses propres organisations ouvrières, paysannes ou étudiantes.

Lorsqu'au début de cette année, l'UNEF indépendante et démocratique (1) a invité l'ensemble des organisations étudiantes des cinq continents à participer à Paris à une conférence internationale, ce n'est pas la facilité qu'elle avait choisie. Il y avait bien sûr l'obstacle de la distance et du coût écrasant des voyages pour des organisations dont l'indépendance — quand elle ne leur vaut pas d'être réprimées avec la dernière violence — leur impose de ne compter que sur la générosité de leurs adhérents pour se financer. Mais si une telle initiative était une gageure, c'est surtout parce qu'elle allait à contre-courant de la situation d'atomisation et de dispersion qui est aujourd'hui celle de la majorité des unions étudiantes, privées

qu'elles sont de tout cadre de regroupement international par l'inféodation de l'UIE aux impératifs de la politique extérieure soviétique (voir encadré ci-contre).

Pourtant, l'UNEF indépendante et démocratique et toutes les organisations qui ont répondu à son appel peuvent maintenant proclamer : pari tenu ! Elles ont réussi à réaliser cette conférence en dépit d'obstacles de toutes sortes et de coups bas qui sont signés : lettres de dénonciation au Conseil de l'Europe pour interdire toute subvention à la conférence, envoi de télégrammes de dernière minute aux unions invi-



(suite page 21) Manifestation étudiante à Varsovie : ils exigent la libération des prisonniers politiques.

## 56 associations de 50 pays

Nous publions ci-dessous la liste de l'ensemble des 66 associations représentant 50 pays et tous les continents qui ont assisté à la conférence internationale.

### Europe

**Allemagne de l'Ouest :** Basisgruppen, Union des associations, Union des étudiants libéraux (LVH) ;

**Belgique :** Association pour la défense des intérêts des étudiants, Fédération des étudiants francophones ;

**Chypre :** Fédération des étudiants chypriotes turcs (IKTOF), Association des étudiants chypriotes en France (AECF) ;

**Espagne :** Association d'étudiants en philosophie de l'Université de Madrid, Association d'étudiants des universités de Catalogne, délégation des étudiants basques, délégation d'étudiants de Badalona, délégation des étudiants catalans, Conférence nationale des étudiants, unions locales des étudiants ;

**France :** Union nationale des étudiants de France (UNEF indépendante et démocratique) ;

**Grande-Bretagne :** Alliance des étudiants socialistes (membre de NUS-UK) ;

**Irlande :** Union des étudiants d'Irlande (USI) ;

**Islande :** Union nationale des étudiants d'Islande (SHI) ;

**Italie :** Coordination nationale pour une fédération des étudiants ;

**Luxembourg :** Union nationale des étudiants du Luxembourg (UNEL) ;

**Norvège :** Union nationale des étudiants norvégiens (NSU) ;

**Pologne :** Union indépendante des étudiants (NZS) ;

**Portugal :** Union des étudiants en pharmacie de Lisbonne, Union des étudiants en psychologie de Porto ;

**Suisse :** Conférence universitaire des associations étudiantes (CUAE) ;

**Turquie :** Confédération des étudiants turcs à l'étranger (TOK-YD) ;

### Amérique du Nord

**Etats-Unis :** Association des étudiants américains (ASA) ;

**Québec :** Association nationale des étudiants québécois (ANEQ) ;

### Amérique latine et centrale

**Brésil :** Union des étudiants de l'Université de Sao Paulo (DCE) ;

**Chili :** Comité de défense des droits de la jeunesse chilienne ;

**Colombie :** Coordination étudiante universitaire (CEU) ;

**Iles Caraïbes :** Association des étudiants des Antilles et de Guyane ;

**Pérou :** Fédération des étudiants péruviens (FEP) ;

**Venezuela :** Fédération des universités du centre de Caracas (UCV), Fédération des universités du centre de Carabobo (UC), Union des étudiants de l'Université Simon Bolivar, Fédération des centres universitaires (UDO) ;

### Moyen-Orient

**Irak :** Union nationale des étudiants, Union nationale des étudiants d'Irak ;

**Iran :** Confédération des étudiants iraniens, Union nationale (CISNU) ;

### Afrique

**Algérie :** Association pour un syndicat des étudiants algériens en France (ASEAF) ;

**Burundi :** Union des comités des étudiants du Burundi (COLNASEB) ;

**Centrafrique :** Union nationale des étudiants de Centrafrique (UNECA) ;

**Côte-d'Ivoire :** Union nationale des étudiants de Côte-d'Ivoire et des lycéens (UNECCI), Secrétariat national des unions syndicales de Côte-d'Ivoire (SNCC) ;

**Erythrée :** Union nationale des étudiants érythréens (UNEE) ;

**Gabon :** Association générale des étudiants du Gabon (AGEG) ;

**Ile Maurice :** Fédération des étudiants mauriciens en France (FEMF), Ligue des jeunes travailleurs socialistes mauriciens (LJTSM), Association des étudiants mauriciens à Paris (AEMP) ;

**Mali :** Association des étudiants et stagiaires maliens en France (AESMF) ;

**Maroc :** Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM), observateurs ;

**Sénégal :** Association des étudiants sénégalais en France (AESF), Comité pour les revendications des étudiants et pour l'union des étudiants de Dakar ;

**Togo :** Association des étudiants et stagiaires togolais en France (AESTF) ;

**Tunisie :** Union générale des étudiants de Tunisie (UGET), observateurs ;

### Asie

L'Association des étudiants d'Asie présente à la conférence regroupe les organisations suivantes, certaines d'entre elles ayant été en outre représentées par leur propre délégué :

**Australie :** Union des étudiants australiens (AUS) ;

**Corée du Sud :** Comité des étudiants coréens au Japon (KSCJ) ;

**Hong-Kong :** Fédération des étudiants de Hong-Kong (HKFS) ;

**Irak :** Union nationale des étudiants irakiens (NUI) ;

**Jordanie :** Union générale des étudiants de Jordanie (GUJS), Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) ;

**Nouvelle-Guinée :** Union nationale des étudiants de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNGNUS) ;

**Nouvelle-Zélande :** Association des étudiants de l'Union de Nouvelle-Zélande (NZUSA) ;

**Pacifique-Sud :** Association des étudiants de l'Université du Pacifique-Sud (USPSA) ;

**Pakistan :** Conseil national des étudiants pakistanais (PNSC) ;

**Philippines :** Ligue des étudiants des Philippines (LFS) ;

**Singapour :** Délégation nationale de Singapour (SND) ;

**Syrie :** Union nationale des étudiants de Syrie ;

**Thaïlande :** 19 associations d'étudiants de Thaïlande.

### Correspondance internationale La Vérité

Revue mensuelle

Comité de rédaction :  
Pierre Lambert, Nahuel Moreno,  
Christian Nemo, Ernesto Gonzalez  
Directeur : Pierre Lambert

Rédaction en Amérique latine :  
Carrera 17 N° 30-12  
Bogota - Colombia

Rédaction en France :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
75010 Paris - France

Imprimerie :  
Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

Ch. Avril - page 5, J. François - page 5,  
Vincenzi - pages 10, 15, 21, III et VIII, D.  
Paget - page 7, Symon - A. Dejean - page 4, J.  
Andriaman - page 8, Ch. Simonovitch - page 7,  
G. de Villiers - page 7, Sartre - page 8,  
Pavlovsky - page 11, A. Nogués - page 14,  
Doyen - page 16, Héler - page 12, I. et J. L.  
Allan - page 3, Gamma - Ocar - page 5,  
L. Lochon - page 2, A. Mari Volpe - page 5,  
Mouza - page 16, Montes - page 23,  
Gzarnicki - page 24, Abbas - page VIII, DR.  
page 19 et 22.

### ABONNEMENT à Correspondance Internationale

France	pli ouvert	100 F
	pli fermé	150 F
Europe	pli ouvert	100 F
	pli fermé	150 F
Algérie	pli ouvert	150 F
Amérique	pli fermé	450 F
Asie		

Chèque ou mandat à l'ordre de :  
Gérard Illis - 87, rue du Fg-St-Denis  
75010 Paris